

REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ANALYSE ECONOMIQUE
ET DE LA PROSPECTIVE

*INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE
L'ANALYSE ECONOMIQUE*



TABLEAU DE BORD SOCIAL 2011

Profils socio-économiques et indicateurs de développement

Tome I

Cotonou, Octobre 2012

SOMMAIRE

<i>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS</i>	<i>iii</i>
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	<i>vi</i>
<i>LISTE DES GRAPHIQUES</i>	<i>xiv</i>
<i>AVANT-PROPOS</i>	<i>xv</i>
<i>RESUME</i>	<i>xvii</i>
<i>INTRODUCTION</i>	<i>1</i>
I. <i>APERÇU SUR LE BENIN</i>	<i>2</i>
II. <i>ANALYSE DES PROFILS SOCIO-ECONOMIQUES DU BENIN</i>	<i>9</i>
III. <i>PROFILS SOCIO-ECONOMIQUES EN CHIFFRES</i>	<i>42</i>
<i>ANNEXES</i>	<i>211</i>

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABE	Agence Béninoise pour l'Environnement
AFRISTAT	Observation économique et statistiques d'Afrique subsaharienne
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
ASECNA	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BiPEN	Bilan et Perspectives de l'Economie Nationale
CA	Cour d'Appel
CAPOD	Projet de Renforcement des Capacités en Conception et Analyse des Politiques de Développement
CDH	Centre Départemental Hospitalier
CDMT	Cadre de Dépense à Moyen Terme
CDPF	Commission Départementale de Promotion de la Femme
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNDLP	Commission Nationale pour le Développement et la Lutte contre la Pauvreté
CNEEP	Comité National de suivi de l'Exécution et d'Evaluation des Projets/Programmes
CNHU	Centre National Hospitalier Universitaire
CNPF	Commission Nationale de Promotion de la Femme
CNSR	Centre National de Sécurité Routière
CSA	Centre de Santé d'Arrondissement
CSC	Centre de Santé de Commune
CSCU	Centre de Santé de la Circonscription Urbaine de Cotonou
CSPEF	Cellule de Suivi des Programmes Economiques et Financiers
DGAE	Direction Générale des Affaires Economiques
DGB	Direction Générale du Budget
DGE	Direction Générale de l'Environnement
DG-Eau	Direction Générale de l'Eau
DGFRN	Direction Général des Forêts et Ressources Naturelles
DGPP	Direction Générale de la Programmation et de la Prospective
DGTP	Direction Générale des Travaux Publics
DGTT	Direction Générale des Transports Terrestres
DHAB	Direction de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base
DIAG	Division de l'Intégration de l'Approche Genre
DNAEA	Direction Nationale de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
DSEE	Direction des Statistiques et Etudes Economiques
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DSS	Direction des Statistiques Sociales
DTCP3	Diphtérie Tétanos Coqueluche et Polyomélite 3 ^{ème} dose
DTT	Direction du Développement Touristique
ECVR	Enquête sur les Conditions de Vie en milieu Rural
EDSB	Enquête Démographique et de Santé au Bénin
ELAM	Enquête Légère Auprès des Ménages

EMICoV	Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie
FASN	Fonds d'Appui à la Solidarité Nationale
FBCF	Formation Brute du Capital Fixe
HOMEL	Hôpital de la Mère et de l'Enfant Lagune
IMF	Institution de MicroFinance
INSAE	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
IPF	Indice de Participation de la Femme
IPH	Indicateur de Pauvreté Humaine
IRA	Infection Respiratoire Aiguë
LAPA	Lutte Anti-paludique Accélérée
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MAT	Ministère de l'Artisanat et du Tourisme
MDCTTTATP	Ministère Délégué auprès du PR Charge des Transports Terrestres, des Transports Aériens et des Travaux Publics
MEE	Ministère de l'Energie et de l'Eau
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEPN	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
MEMP	Ministère des Enseignements Maternel et primaire
MEPS	Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MFSN	Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale
MJLDH	Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme
MPDEPP-CAG	Ministère de la Prospective, du Développement, de l'Evaluation des Politiques Publiques et de la Coordination de l'Action Gouvernementale
MS	Ministère de la Santé
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OCS	Observatoire du Changement Social
OEF	Observatoire de l'Emploi et de la Formation
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPT	Office des Postes et Télécommunication
OUA	Organisation de l'Unité africaine
PAG II	Programme d'Action du Gouvernement II
PDC	Plan de Développement Communautaire
PENTA	Pentavalent
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'Investissements Publics
PNPF	Politique Nationale de Promotion de la Femme
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Développement
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
QUIBB	Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien-être
RGPH3	Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation
RNDH	Rapport National pour le Développement Humain

SBEE	Société Béninoise d'Energie Electrique
SCAIA	Système de Collecte et d'Analyse des Indicateurs Agrégés
SCRP	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SFD	Services Financiers Décentralisés
SIGFiP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SONAPRA	Société Nationale pour la Promotion Agricole
SONEB	Société Nationale des Eaux du Bénin
TAP	Taux d'Achèvement du Primaire
TBA	Taux Brut d'Admission
TBS	Tableau de Bord Social
TEC	Tarif Extérieur Commun
TMI	Taux de Mortalité Infantile
TMM5	Taux de Mortalité des Moins de 5 ans/ Taux de Mortalité Infanto-Juvenile
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TPI	Tribunal de Première Instance
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UA	Union Africaine
UAC	Université d'Abomey-Calavi
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UP	Université de Parakou
VAR	Vaccin Anti Rougeoleux
VIH/SIDA	Virus Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immunodéficience Acquise
ZS	Zone Sanitaire

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1.1: Distribution de la population par département en 2010</i>	3
<i>Tableau 2.1: Indicateurs de pauvreté par département</i>	11
<i>Tableau 2.2 : Indice de pauvreté humaine par département</i>	12
<i>Tableau 2.3 : Taux de croissance par secteur entre 2000 et 2010</i>	14
<i>Tableau 2.5 : Densité routière au Bénin en 2010</i>	22
<i>Tableau 2.6 : Durée moyenne de coupure du courant électrique entre 2006 et 2008 (en mn)</i>	24
<i>Tableau 2.7 : Indicateurs sur la performance du secteur de l'éducation selon le genre de 2007 à 2010</i>	29
<i>Tableau 2.9 : Evolution de l'effectif des visiteurs dans les parcs W et PENDJARI</i>	39
<i>Tableau 3. 1. 1 : Indicateurs de développement</i>	44
<i>Tableau 3. 1. 2 : Indices de pauvreté par département et par milieu de résidence</i>	44
<i>Tableau 3. 1. 3 : Indices de pauvreté selon le genre et le niveau d'instruction du chef de ménage</i>	45
<i>Tableau 3. 1. 4 : Indices de Gini selon le milieu de résidence et le genre</i>	45
<i>Tableau 3. 1. 5 : Contributions des départements à la pauvreté nationale</i>	46
<i>Tableau 3. 1. 6 : Indice de Développement Humain (IDH) par département</i>	46
<i>Tableau 3. 2. 1 : Indicateurs de croissance économique</i>	49
<i>Tableau 3. 2. 2a : Indices des prix à la consommation (base 100 : 1996 pour 2000-2009 et base 100 : 2008 pour 2010)</i>	50
<i>Tableau 3. 2. 2b : Indices des prix à la consommation selon les fonctions (base 100 : 1996 pour 2000-2009 et base 100:2008 pour 2010)</i>	51
<i>Tableau 3. 2. 2c : Indices des prix à la consommation selon les fonctions (base 100 : 2008)</i>	52
<i>Tableau 3. 2. 2d : Indices des prix à la consommation en 2010 (base 100 : 1996)</i>	53
<i>Tableau 3. 2. 3 : Epargne –Investissement (en % du PIB)</i>	54
<i>Tableau 3. 2. 4 : Opérations financières de l'Etat (en % du PIB)</i>	54
<i>Tableau 3. 2. 5 : Opérations avec l'extérieur (en % du PIB)</i>	55
<i>Tableau 3. 2. 6 : Importations et exportations (en valeur) de quelques produits (milliard de FCFA)</i>	55
<i>Tableau 3. 2. 7 : Situation de la dette publique (en milliards de F CFA)</i>	56
<i>Tableau 3. 2. 8 : Indicateurs de la dette (% du PIB)</i>	56
<i>Tableau 3. 2. 9 : Situation monétaire intégrée (en milliards de F CFA)</i>	57
<i>Tableau 3. 2. 10 : Critères de convergence UEMOA</i>	57

Tableau 3. 2. 11a : Indicateurs macro-économiques pour les pays de la sous-région (en millions de \$US)	58
Tableau 3. 2. 11b : Indicateurs macro-économiques pour les pays de la sous-région : taux de croissance réel par tête	58
Tableau 3. 2. 11c : Indicateurs macro-économiques pour les pays de la sous-région : taux d'inflation	59
Tableau 3. 2. 12a : Cours nominaux des matières premières	60
Tableau 3. 2. 12b : Cours nominaux des matières premières (suite)	61
Tableau 3. 2. 13 : Taux de change du dollar par rapport aux devises de la sous-région	61
Tableau 3. 2. 14a : Production agricole par département en 2002 (en tonne).....	62
Tableau 3. 2. 14b : Production agricole par département en 2003 (en tonne).....	63
Tableau 3. 2. 14c : Production agricole par département en 2004 (en tonne).....	64
Tableau 3. 2. 14d : Production agricole par département en 2005 (en tonne).....	65
Tableau 3. 2. 14e : Production agricole par département en 2006 (en tonne).....	66
Tableau 3. 2. 14f : Production agricole par département en 2007 (en tonne)	66
Tableau 3. 2. 14g : Production agricole par département en 2008 (en tonne).....	67
Tableau 3. 2. 14i : Production agricole par département en 2009 (en tonne).....	68
Tableau 3. 2. 14j : Production agricole par département en 2010 (en tonne).....	70
Tableau 3. 2. 15a : Production du maïs par département (en tonne)	71
Tableau 3. 2. 15b : Production totale de céréales par département (en tonne).....	71
Tableau 3. 2. 15c : Production de tomate par département (en tonne).....	72
Tableau 3. 2. 15d : Production du coton par département (en tonne).....	72
Tableau 3. 2. 15e : Production totale de cultures industrielles par département (en tonne)	73
Tableau 3. 2. 16 : Evolution de l'effectif du cheptel (nombre de têtes) au Bénin	73
Tableau 3. 2. 17 : Production halieutique au Bénin.....	74
Tableau 3. 2. 18 : Facteurs de production du secteur halieutique au Bénin.....	74
Tableau 3. 2. 19 : Commercialisation de produits halieutiques au Bénin (en tonne)	74
Tableau 3. 2. 20 : Indicateurs du secteur tourisme.....	75
Tableau 3. 2. 21 : Indice de production industriel	75
Tableau 3. 2. 22 : Indice de production industriel par trimestre.....	76
Tableau 3. 3. 1 : Répartition du réseau bitumé selon le département (en km)	78
Tableau 3. 3. 4a : Indicateurs du secteur transport (transport aérien).....	79
Tableau 3. 3. 4b : Indicateurs du secteur transport (transport ferroviaire).....	79
Tableau 3. 3. 4c : Indicateurs du secteur transport (transport maritime).....	80
Tableau 3. 3. 5b : Indicateurs de circulation routière.....	81

Tableau 3. 3. 6 : Infrastructures de télécommunication par département (2006)	82
Tableau 3. 3. 6a : Infrastructures de télécommunication par département (2007)	82
Tableau 3. 3. 6c : Infrastructures de télécommunication au niveau national	83
Source : OPT, DPP/MCCNT	83
Tableau 3. 3. 7 : Infrastructures de radio-télévision par département (2002)	84
Tableau 3. 3. 7a : Infrastructures de radio-télévision par département (2007)	84
Tableau 3. 3. 7b : Infrastructures de radio-télévision par département (2009)	84
Tableau 3. 3. 8 : Taux de couverture radio-télévisuelle au Bénin	84
Tableau 3. 3. 10a : Couverture en points d'eau dans les zones rurales par département (2005)	87
Tableau 3. 3. 10b: Couverture en points d'eau dans les zones rurales par département (2006)	88
Tableau 3. 3. 10c : Couverture en points d'eau dans les zones rurales par département (2007)	89
Tableau 3. 3. 10d : Couverture en points d'eau dans les zones rurales par département (2008)	90
Tableau 3. 3. 10e : Couverture en points d'eau dans les zones rurales par département (2009)	91
Tableau 3. 3. 10f : Couverture en points d'eau dans les zones rurales par département (2010)	91
Tableau 3. 3. 10g: Réalisation en points d'eau par département.....	92
Tableau 3. 3. 12.a : Mode d'approvisionnement en eau pour la consommation par département en 2002 (% de ménages).....	97
Tableau 3. 3. 12.b : Mode d'approvisionnement en eau pour la consommation par département en 2007 (% de ménages).....	97
Tableau 3. 3. 12.c : Mode d'approvisionnement en eau pour la consommation par département en 2009 (% de ménages).....	98
Tableau 3. 3. 13.a : Mode d'évacuation des ordures ménagères par département en 2002 (% de ménages)	98
Tableau 3. 3. 13.b : Mode d'évacuation des ordures ménagères par département en 2007 (% de ménages)	99
Tableau 3. 3. 13.c : Mode d'évacuation des ordures ménagères par département en 2009 (% de ménages)	99
Tableau 3. 3. 14.a : Mode d'évacuation des eaux usées par département en 2002 (% de ménages).....	100
Tableau 3. 3. 14.b : Mode d'évacuation des eaux usées par département en 2007 (% de ménages).....	100
Tableau 3. 3. 14.b : Mode d'évacuation des eaux usées par département en 2009 (% de ménages).....	101

Tableau 3. 3. 15.a : Mode d'aisance utilisé par les ménages par département en 2002 (% de ménages).....	101
Tableau 3. 3. 15.b : Mode d'aisance utilisé par les ménages par département en 2007 (% de ménages).....	102
Tableau 3. 3. 15.c : Mode d'aisance utilisé par les ménages par département en 2009 (% de ménages).....	102
Tableau 3. 3. 16.a : Mode d'éclairage utilisé par les ménages par département en 2002 (% de ménages).....	103
Tableau 3. 3. 16.b : Mode d'éclairage utilisé par les ménages par département en 2007 (% de ménages).....	103
Tableau 3. 3. 16.b : Mode d'éclairage utilisé par les ménages par département en 2009 (% de ménages).....	104
Tableau 3. 3. 17.a : Mode de cuisson utilisé par les ménages par département en 2002 (% de ménages).....	104
Tableau 3. 3. 17.c : Mode de cuisson utilisé par les ménages par département en 2009 (% de ménages).....	105
Tableau 3. 3. 18.a : Nature du sol des habitations par département en 2002 (% des unités d'habitation).....	105
Tableau 3. 3. 18.b : Nature du sol des habitations par département en 2007 (% des unités d'habitation).....	106
Tableau 3. 3. 18.c : Nature du sol des habitations par département en 2009 (% des unités d'habitation).....	106
Tableau 3. 3. 19.a : Nature du toit des habitations par département en 2002 (% des unités d'habitation).....	107
Tableau 3. 3. 19.b : Nature du toit des habitations par département en 2007 (% des unités d'habitation).....	107
Tableau 3. 3. 20.a : Nature du mur des habitations par département en 2002 (% des unités d'habitation).....	108
Tableau 3. 3. 20.c : Nature du mur des habitations par département en 2009 (% des unités d'habitation).....	109
Tableau 3. 4. 1 : Evolution de la population béninoise.....	111
Tableau 3. 4. 2a : Indicateurs de mortalité par département (2002).....	111
Tableau 3. 4. 2b : Indicateurs de mortalité par département (2006).....	111
Tableau 3. 4. 3b : Projection de la population par lieu de résidence, par genre et par département en 2009	112
Tableau 3. 4. 3c : Projection de la population par lieu de résidence, par genre et par département en 2010	113
Tableau 3. 4. 4 : Population par groupe d'âges utiles des projets et programmes de population et par genre	114
Tableau 3. 4. 5 : Nombre de ménages par genre et par lieu de résidence (2002)	115

Tableau 3. 4. 7a : Age moyen au premier mariage - âge moyen à la maternité en 2002..	116
Tableau 3. 4. 7b : Age médian à la première union - âge médian à la première naissance en 2006.....	116
Tableau 3. 4. 8 : Indicateurs de couverture en infrastructures sanitaires et en personnel de santé.....	117
Tableau 3. 4. 9 : Evolution de quelques indicateurs épidémiologiques.....	117
Tableau 3. 4. 10 : Evolution de la couverture vaccinale par type de vaccination.....	118
Tableau 3. 4. 11 : Evolution de quelques indicateurs d'activité de médecine et de soins de santé maternelle et infantile.....	118
Tableau 3. 4. 12a : Evolution de quelques indicateurs en soins curatifs et en soins de santé maternelle et infantile par département (2004).....	119
Tableau 3. 4. 12b : Evolution des indicateurs d'accès aux soins de santé et aux soins de santé maternelle et infantile par département (2005)	120
Tableau 3. 4. 12c : Evolution des indicateurs d'accès aux soins de santé et aux soins de santé maternelle et infantile par département (2006)	121
Tableau 3. 4. 12d : Evolution des indicateurs d'accès aux soins de santé et aux soins de santé maternelle et infantile par département (2007)	122
Tableau 3. 4. 12e: Evolution des indicateurs d'accès aux soins de santé et aux soins de santé maternelle et infantile par département (2008)	123
Tableau 3. 4. 12f: Evolution des indicateurs d'accès aux soins de santé et aux soins de santé maternelle et infantile par département (2009).....	123
Tableau 3. 4. 12g: Evolution des indicateurs d'accès aux soins de santé et aux soins de santé maternelle et infantile par département (2010)	124
Tableau 3. 4. 13a : Evolution des indicateurs de couverture en infrastructures sanitaires et en ressources humaines par département (en 2004).....	125
Tableau 3. 4. 13b : Evolution des indicateurs de couverture en infrastructures sanitaires et en ressources humaines par département (2005).....	126
Tableau 3. 4. 14a : Evolution de la densité démographique en fonction des infrastructures sanitaires et du personnel médical par département (2004)	129
Tableau 3. 4. 14b : Evolution de la densité démographique en fonction des infrastructures sanitaires et du personnel médical par département (2005)	129
Tableau 3. 4. 14c : Evolution de la densité démographique en fonction des infrastructures sanitaires et du personnel médical par département (2006)	129
Tableau 3. 4. 14d : Evolution de la densité démographique en fonction des infrastructures sanitaires et du personnel médical par département (2007)	130
Tableau 3. 4. 14e : Evolution de la densité démographique en fonction des infrastructures sanitaires et du personnel médical par département (2008)	130
Tableau 3. 4. 16 : Indicateurs budgétaires au niveau du secteur santé (en Millions de FCFA)	131
Tableau 3. 4. 20a : Effectifs des élèves et d'enseignants au primaire (2005-2006)	139

Tableau 3. 4. 20b : Effectifs des élèves et d'enseignants au primaire (2006-2007)	140
Tableau 3. 4. 20c : Effectifs des élèves et d'enseignants au primaire (2007-2008)	140
Tableau 3. 4. 21a : Indicateurs d'éducation dans le primaire	144
Tableau 3. 4. 22a : Ratio fille/garçon à l'école^a	150
Tableau 3.4.23a : Effectifs des élèves, enseignants, classes et livres dans le primaire par département (2005-2006)	151
Tableau 3.4.23b : Effectifs des élèves, enseignants, classes et livres dans le primaire par département (2006-2007)	151
Tableau 3.4.23c: Effectifs des élèves, enseignants et classes dans le primaire par département (2007-2008)	152
Tableau 3. 4. 24a : Nombre d'établissements d'enseignement supérieur par département selon le statut au titre de l'année académique 2006/2007	154
Tableau 3. 4. 24b : Nombre d'établissements d'enseignement supérieur par département selon le statut au titre de l'année académique 2008/2009	154
Tableau 3. 4. 24b : Nombre d'établissements d'enseignement supérieur par département selon le statut au titre de l'année académique 2009/2010	155
Tableau 3. 4. 25 : Evolution des effectifs des étudiants dans le public	156
Tableau 3.4.26: Evolution du nombre d'établissements d'enseignements supérieur	156
Tableau 3. 4. 27 : Evolution des effectifs des étudiants par type de formation dans le public	157
Tableau 3. 4. 28 : Evolution du nombre d'enseignants dans le public	157
Tableau 3. 4. 29a : Nombre d'enseignants permanents, vacataires et d'agents administratifs dans les établissements publics et privés en 2009	157
Tableau 3. 4. 31 : Evolution du ratio étudiants/enseignants dans le public	161
Tableau 3. 4. 33 : Evolution du résultat du BTS de 2001 à 2010	164
Tableau 3. 4.34 : Evolution du taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) par sexe de 2002 à 2009	165
Tableau 3. 4. 35 : Evolution du taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) de 2004-2009	165
Tableau 3. 4. 36 : Evolution du nombre de centres d'alphabétisation (2000 à 2006)	166
Tableau 3. 4. 37 : Evolution du nombre d'inscrits aux programmes d'alphabétisation par département (2000-2006)	166
Tableau 3. 4. 38 : Evolution du taux de succès aux programmes d'alphabétisation par département (2000 à 2006)	167
Tableau 3. 4. 39 : Evolution du taux d'abandon aux programmes d'alphabétisation par département (2003 à 2006)	167
Tableau 3. 4. 40 : Evolution du taux d'échec aux programmes d'alphabétisation par département (2000 à 2006)	168

Tableau 3. 4. 41a : Evolution de l'effectif des agents permanents de l'Etat par sexe et par catégorie de 2000 à 2010.....	169
Tableau 3.4.41c: Répartition par an des effectifs et de la masse salariale des agents contractuels de l'Etat	170
Tableau 3.4.42a: Evolution de taux de chômage des 10 ans ou plus de 2006 à 2007	170
Tableau 3.4.42b: Evolution du taux global d'activité de 2006 à 2007	171
Tableau 3. 5 .1a : Evolution des dépenses d'investissements base engagements de l'Etat par institution.....	177
Tableau 3. 5 .1b : Evolution des dépenses courantes hors salaires base engagements de l'Etat par institution (en millions de FCFA)	178
Tableau 3. 5. 2a : Niveau d'exécution des dépenses par ministère	179
Tableau 3. 5. 3a : Délai moyen de paiement des dépenses publiques par type de dépenses et par ministère (en jours).....	181
Tableau 3. 5. 3b : Délai moyen de paiement des dépenses publiques par type de dépenses et par ministère (en jours).....	182
Tableau 3. 5. 3c : Délai moyen de paiement des dépenses publiques par type de dépenses et par ministère (en jours).....	183
Tableau 3. 5. 3d : Délai moyen de paiement des dépenses publiques par type de dépenses et par ministère (en jours).....	184
Tableau 3. 5. 3e : Délai moyen de paiement des dépenses publiques par type de dépenses et par ministère (en jours).....	185
Tableau 3. 5. 4a : Délai de passation des marchés sur financement du budget national (en jours)	186
Tableau 3. 5. 4b : Performance dans la gestion des finances publiques	186
Tableau 3. 5. 5 : Dossiers d'assises de 2000 à 2010.....	186
Tableau 3. 5. 6 : Effectif des magistrats en exercice dans les TPI et les CA	187
Tableau 3. 5. 7 : Effectif du personnel greffier en exercice dans les TPI et les CA	188
Tableau 3. 5. 8 : Distance moyenne parcourue par les justiciables par département (Km)	189
Tableau 3.5.9. Taux de dossiers sortis par les TPI	189
Tableau 3. 5. 10a : Indicateurs sur les prisons civiles	190
Tableau 3.6.1 : Evolution de l'effectif des visiteurs dans les parcs W et PENDJARI de 2000 à 2010.....	199
Tableau 3.6.2 : Effectif des chasseurs dans les parcs W et PENDJARI de 2000 à 2010	199
Tableau 3.6.3 : Volume de bois d'œuvre à l'exportation	199
Tableau 3.6.4 : Indicateurs sur l'exploitation de la forêt	200
Tableau 3.6.5 : Indicateurs de l'ABE	200
Tableau 3.6.6: Synthèse des statistiques du contrôle-réglage des gaz d'échappement.....	201
Tableau 3.6.7a : Nombre de jours de pluie par station	202

Tableau 3.6.7b : Nombre de jours de pluie à Kandi	203
Tableau 3.6.7c : Nombre de jours de pluie à Natitingou.....	203
Tableau 3.6.7d : Nombre de jours de pluie à Parakou	203
Tableau 3.6.7e : Nombre de jours de pluie à Savè	204
Tableau 3.6.7f : Nombre de jours de pluie à Bohicon.....	204
Tableau 3.6.7g : Nombre de jours de pluie à Cotonou	204
Tableau 3.6.8a : Hauteurs de pluie par station (en mm).....	205
Tableau 3.6.8b : Hauteurs de pluie par mois à Bohicon (en mm).....	206
Tableau 3.6.8c : Hauteurs de pluie par mois à Cotonou (en mm).....	206
Tableau 3.6.8d : Hauteurs de pluie par mois à Kandi (en mm).....	206
Tableau 3.6.8e : Hauteurs de pluie par mois à Natitingou (en mm).....	207
Tableau 3.6.8f : Hauteurs de pluie par mois à Parakou (en mm)	207
Tableau 3.6.8g : Hauteurs de pluie par mois à Savè (en mm)	207
Tableau 3.6.9 : Humidité minimale et maximale par station (en %)	208
Tableau 3.6.10 : Température minimale et maximale par station (en °C).....	209

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1: Pyramide des âges du Bénin en 2010</i>	2
<i>Graphique 2 : Incidence de la pauvreté selon le niveau d'instruction en 2009</i>	10
<i>Graphique 3 : Noyau dur de la pauvreté en 2007 et 2009 selon le milieu de résidence</i>	13
<i>Graphique 7 : Etat du réseau routier national non compris la voirie urbaine en 2010.....</i>	22
<i>Graphique 8 : Consommation d'énergie électrique de 2000 à 2010 au Bénin (en MWh) ..</i>	24
<i>Graphique 9 : Principaux motifs d'hospitalisation en 2010.....</i>	32
<i>Graphique 10 : Taux de fréquentation des services de santé par département en 2009 et 2010.....</i>	34
<i>Graphique 11 : Evolution du ratio filles/garçons par ordre d'enseignement de 2006 à 2010</i>	30
<i>Graphique 12: Hauteur de pluie (mm) par station en 2009 et 2010</i>	40

AVANT-PROPOS

L'élaboration du Tableau de Bord Social (TBS) constitue une activité traditionnelle de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE). Cette initiative a démarré en 1995 et a connu de 1995 à 2000, cinq (5) éditions annuelles avec le soutien financier du PNUD. Après 2000, la poursuite de l'élaboration de ce document a connu une période de latence voire de rupture liée au problème de financement et, plus particulièrement à une réorientation due au nouveau paradigme relatif à la lutte contre la pauvreté en vigueur au cours des années 90.

Le bilan d'une décennie d'ajustement structurel au Bénin a révélé que, malgré les progrès accomplis en termes de rétablissement des grands équilibres macro-économiques et de croissance économique, le phénomène de pauvreté persiste. C'est dans ce contexte que le Gouvernement a élaboré, dès la fin des années 90, un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) devenu plus tard la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP) dont les deuxième et troisième générations couvrent respectivement les périodes 2007-2009 et 2011-2015. La SCRP est considérée aujourd'hui comme le document stratégique global intersectoriel de référence au Bénin. Ce document vise à renforcer la coordination des actions des acteurs nationaux ainsi que des partenaires au développement en fonction des capacités techniques et institutionnelles du Gouvernement. La réorientation des politiques de développement sur le front de la lutte contre la pauvreté pose un grand défi, celui d'assurer le suivi et l'évaluation des stratégies contenues dans la SCRP. Il est ainsi nécessaire, d'une part, de s'appuyer sur un système d'informations statistiques fiable, actualisé et performant, et d'autre part, de mettre en œuvre une politique de diffusion systématique et régulière des résultats.

Appréciant la mesure de ces défis et la nécessité d'assurer le suivi-évaluation du DSRP, l'INSAE a relancé l'élaboration d'une édition du TBS couvrant les périodes 2000-2003 et 2004-2006. Par ailleurs, la production annuelle de ce document a repris depuis 2006.

Outre la mise à jour des indicateurs traditionnels publiés dans le TBS, le document publie les indicateurs retenus dans le cadre du suivi du DSRP ou de la SCRP et des OMD. Une documentation complète sur les indicateurs est fournie de manière à permettre à l'utilisateur de comprendre et d'interpréter à bon escient les indicateurs publiés.

Le TBS édition 2011, bénéficiant de l'appui financier de l'Observatoire du Changement Social (OCS) est publié en deux tomes. Le tome I présente le profil socio-économique, une analyse dudit profil et des tableaux statistiques. Le second tome (Tome II) retrace la méthodologie développée dans le cadre de l'élaboration de ce document et présente l'ensemble des fiches d'informations relatives aux indicateurs publiés dans le tome I.

Ce document a été réalisé par **Djabar ADECHIAN**, Directeur des Statistiques Sociales et messieurs **Raïmi Aboudou ESSESSINO**, Chef Service des Statistiques Sociales, et **Mouchitaba LAWANI**, chargé d'étude à la Direction des Statistiques Sociales et sous la supervision de **Alexandre BIAOU**, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique. **M. Fatai CHITOU**, Expert Démographe à l'INSAE a assuré la relecture du document.

Le Tableau de Bord Social est un recueil statistique dont les données primaires proviennent de plusieurs sources. Sa production est le résultat d'une intense collaboration entre les structures qui produisent et analysent l'information statistique au Bénin. Au nombre de ces structures, il faut souligner la contribution :

- au niveau central, de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) ;

- au niveau sectoriel, des services chargés de la collecte et de l'analyse des statistiques dans les ministères et autres institutions.

L'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) ne saurait en aucun cas passer sous silence les précieuses contributions des cadres provenant des différents secteurs. Le Tableau de Bord Social 2011 a connu la contribution points focaux et des cadres des structures suivantes :

- l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) chargé de la coordination technique du système statistique national ;
- Observatoire du Changement Social (OCS)
- la Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de l'Enseignement Primaire et Maternel ;
- la Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- la Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de la Santé Publique ;
- la Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche ;
- la Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de l'Energie et de l'Eau;
- la Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature ;
- la Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme ;
- la Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme ;
- la Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère Délégué auprès du PR Chargé des Transports Terrestres, des transports Aériens et des Travaux Publics;
- la Direction Générale des Affaires Economiques du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SiGFIP) du Ministère de l'Economie et des Finances
- La Direction Générale de l'Eau;
- La Direction Générale du Budget du Ministère de l'Economie et des Finances;
- Agence Nationale pour l'Emploi;
- Le Centre National de Sécurité Routière.

RESUME

La réalisation du Tableau de Bord Social découle du besoin accru d'informations au niveau du pays et des départements en raison d'une part, du suivi et de l'évaluation de la SCRP et des OMD et d'autre part, de l'élaboration des plans et programmes de développement tant au niveau national que décentralisé.

La nécessité d'adapter le TBS au suivi de la SCRP 2010-2015 et des OMD a conduit à réorienter son contenu et sa forme. Cette révision a permis de dégager un profil socio-économique décomposé selon les axes stratégiques de la SCRP 3 dont l'objectif est de créer les conditions d'une croissance accélérée pour la réduction de la pauvreté. Il s'agit de :

- Axe 1 : Accélération de la croissance ;
- Axe 2 : Développement des infrastructures ;
- Axe 3 : Renforcement du capital humain ;
- Axe 4 : Promotion de la bonne gouvernance ;
- Axe 5 : Développement équilibré et durable de l'espace national.

Le Tableau de Bord Social est présenté en deux tomes :

Le tome I est structuré en trois sections :

- ✓ Bref aperçu sur le Bénin ;
- ✓ Profils socio-économiques au Bénin ;
- ✓ Série chronologique des principaux indicateurs qui caractérisent la situation socio-économique du pays.

Le tome II présente la méthodologie de l'exercice et la définition de l'ensemble des indicateurs publiés dans le tome I.

Analyse des profils socio-économiques du Bénin

Indicateurs liés à l'objectif de réduction de la pauvreté

- ✓ L'incidence de la pauvreté monétaire a augmenté entre 2009 et 2011, passant de 35,2% en 2009 à 36,2% en 2011 ;
- ✓ Entre 2009 et 2011, à part du Mono, tous les départements ont enregistré une aggravation de l'incidence de pauvreté monétaire ;
- ✓ Par ailleurs, dans une moindre mesure il est noté une réduction des inégalités entre 2009 et 2011 dans la distribution des dépenses de consommation des ménages ;
- ✓ La pauvreté non monétaire a touché 30,2% de la population béninoise en 2011 contre 30,8% en 2009.

Accélération de la croissance

- ✓ La situation économique du Bénin affiche une performance relativement faible en 2011 par rapport à 2010 : le taux de croissance s'établit à 3,5% en 2011 contre 2,2% en 2010;
- ✓ Toutefois, l'économie béninoise est marquée par une maîtrise de l'inflation en 2009 : le taux d'inflation s'élève à 2,7% en 2011 (inférieur au critère de convergence des Etats membres de l'UEMOA 3%) contre 2,1% en 2010 ;

- ✓ La balance commerciale toujours déficitaire s'est améliorée en 2011 : le solde commercial en pourcentage du PIB s'élève à -8,1% en 2011 comme en 2010;
- ✓ Le déficit public s'est creusé en 2011 par rapport à 2010 : le déficit global (base ordonnancement) est estimé à -4,4% du PIB en 2011 contre -3,1% du PIB en 2010.

Développement des infrastructures

- ✓ Jusqu'au 31 décembre 2011, seulement 21% du réseau routier national non compris la voirie urbaine est en bon état;
- ✓ La consommation d'énergie électrique dans le secteur domestique et des services a augmenté de près de 1,6% en 2011 (852,0 MWh) par rapport à 2010 (838,3 MWh);
- ✓ La part de la population ayant accès à l'eau potable s'élève d'année en année : 72,7% de la population béninoise s'approvisionne en eau potable en 2011 contre 62,7% en 2002 ;
- ✓ La téléphonie fixe est en voie de disparition au profit des GSM ces dernières années : le nombre de lignes téléphoniques fixes installés est estimé à 16,8 pour 1 000 habitants en 2011 contre 15 pour 1000 habitants en 2010 alors que le nombre d'abonnés aux réseaux GSM est estimé à 152 715 en 2011 contre 133 427 en 2010.

Renforcement du capital humain

- ✓ La scolarisation dans le primaire a connu un accroissement (le taux brut de scolarisation est de 112,6% en 2011 contre de 110,6% en 2010) ;
- ✓ Le niveau de fréquentation des services de santé reste encore faible en 2011 (45,4%) ; de plus, en 2011, les départements du Plateau (22,7%), du Couffo (25,5%) et des Collines (28,5%) affichent les niveaux les plus bas ;
- ✓ Le paludisme, les infections respiratoires aiguës et les affections gastro-intestinales constituent les pathologies les plus fréquentes avec 63,0% des motifs de consultations en 2011 contre 72,8% en 2010;
- ✓ Le taux de chômage au niveau national a augmenté passant de 0,9% en 2009 à 2,6% en 2011.

Promotion de la bonne gouvernance

- ✓ La capacité d'absorption des dotations budgétaires pour le l'investissement dans les ministères a accru en 2011 par rapport à 2010 : elle s'est établie à 80,35% en moyenne en 2011 contre un taux moyen de 26,98% en 2009 ;
- ✓ Les délais moyens de paiement des dépenses publiques ont accru pour atteindre 24,7 jours en 2011 contre 17,5 jours en 2010 ;
- ✓ Le délai de passation de marchés est de 73 jours en moyenne en 2011, en diminution nette par rapport à 2010 (86 jours).

Développement équilibré de l'espace nationale

- ✓ Sur toute l'étendue du territoire national, l'exploitation bois de chauffe s'élève à 37 198 stères en 2010 contre 57 667 stères en 2009, soit une baisse de 35,5% ;
- ✓ La superficie totale reboisée par l'Administration forestière s'établie à 4 048,58 ha en 2010 contre 6 545,7ha+16 123 mètres linéaires en 2008 ;
- ✓ Par ailleurs, toutes les stations ont enregistré une baisse du nombre de jours de pluie en 2011 par rapport à 2010.

1. Profils socio-économiques du Bénin : Tableau de synthèse des indicateurs de la SCRP

Objectif central de la SCRP		Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
		Incidence de la pauvreté							
		Milieu rural		38,3	36,1	nd	38,4		39,686
		Milieu urbain		36,5	28,3	nd	29,8		31,4
		National		37,5	33,3	nd	35,2		36,2
Réduction de la pauvreté		Indicateur du Développement Humain (IDH)	0,468	0,471	0,502	nd	nd	0,490	nd
Axe de la SCRP	Domaine	Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Accélération de la croissance									
I	Macro-économie	Taux de croissance réel (%)	2,9	3,8	4,6	5	2,7	2,6	3,7
		Taux d'inflation (%)	5,4	3,8	1,3	7,9	2,2	2,1	2,7
		PIB/tête (en \$ U.S)	600,9	620,3	645,4	702,3	710,9	732,3	733,1
		Taux d'ouverture du commerce extérieur (%)	50,1	46,2	47,9	47,3	40,9	41,1	38,7
		Taux de couverture du commerce extérieur (%)	32,3	22,1	16,7	24,5	28,7	67,0	
		Indice de la production industrielle (IPI)	170,6	169,4	182,2	190,2	208,0	220,7	236,8
II	Transport	Linéarité de route (Km)		6 076	6 076	6 076	6 076	6 076	6 076
		Bitumée (Km)		1 821	1 838	1838	2061,5	2078	2212
		En terre (Km)		4 255	4 238	4 238	3 883	5 945	5 945
	Eau et assainissement	Taux de desserte en milieu rural (%)	41,0	44,0	46,5	49,9	55,1	57,2	61,0
		Taux de desserte en eau de la SONEB (%)		53	52	53,8	56,8	58,8	61,41
	Santé	Taux de fréquentation des soins de santé (%)	37	44	45,6	45,2	46,5	46,5	45,4
		Taux de couverture des consultations postnatales (%)	41	41	43	41	37	36,5	38,9
		Taux de couverture des consultations prénatales (%)	91	91	96	93,3	92,9	93,4	97,2
		Décès maternels pour 100 000 naissances vivantes (%)	539	397	179	140	195	196,2	ND
		Taux de couverture vaccinale PENTA3 (%)	94	92	96	94	98	94,6	94,9
		Taux de couverture vaccinale VAR (%)	85	90	92	90	95	96,3	89,9
		Ratio habitants par médecin	7 377	7006	7728	7 511	7979	7979	8411

1. Profils socio-économiques du Bénin : Tableau de synthèse des indicateurs de la SCRP (suite)

Axe de la SCRP	Domaine	Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011		
III	Education	Taux d'alphabétisation des adultes (%)	44,3		39,5		38,5		ND		
		Taux d'abandon au primaire (%)	13,9	11,1	9,2	11,3	10,7	10,7	14,4		
		Taux de redoublement (%)	17	7,9	11,4	16,3	13,4	13,4	13,3		
		Taux brut d'admission au primaire (%)	99,0	109	119,3	143	140	132,2	130,7		
		Taux d'achèvement (%)	66	65,0	66,3	60,6	72,58	64,1	67,9		
		Ratio élèves /maître	46,8	43,6	43,8	44,6	44,9	44,4	44,2		
		Taux brut de préscolarisation (%)	-	3,7	4,5	7,6	8,1	10,3	12,6		
		Taux brut de scolarisation (%)	94,8	93,0	98,5	104,3	109,1	110,6	112,6		
	Renforcement des capacités des pauvres	Taux d'activité (%)		56,6	53		75,1		72		
		Taux de chômage national(%)		2,1	0,7		0,9		2,6		
		Taux de chômage en milieu urbain		5	2		0,9		4,3		
		Taux de chômage à Cotonou		9	5		3,2		6,1		
		Evolution du SMIG	27500	27500	27500	27500	27500	31625	31625		
		Ratio fille /garçons (nombre de filles pour 10 garçons)									
		Maternel	9,8	10	9,8	9,8	10,2	10,2	10,1		
		Primaire	7,7	8	8,2	8,2	8,5	8,7	8,7		
		Secondaire	5,2	3,5	5,2	5,2	nd				
		Supérieur	2,8	3,1	3,2	3,2	3	3,4	1,6		
		Promotion de la bonne gouvernance									
		IV	Taux d'exécution des dépenses courantes hors salaire au niveau des ministères (%)	71,7	70	68,7	76,9	68,5	23,43		
Taux d'exécution des dépenses d'investissement au niveau des ministères (%)	64,1		55,2	42	45,1	49,7	26,98	80,35			
Délai de passation des marchés publics	186,7		116,2	172	61	69,3	65	73			
Délai moyen de paiement des dépenses publiques	27,3		22,9	10,1	15,7	19,5	17,5	24,7			
Distance moyenne parcourue par les justiciables (en km)	49,6		49,6	49,6	49,6	49,6	49,7	ND			
Taux d'occupation des prisons (%)	300,7		323	194	206	220,1	198,7	ND			
Ratio Population/magistrat	93478		101039	104272	112031	92747	70813	67585			

2. Profils socio-économiques du Bénin : Tableau de synthèse des indicateurs des OMD

Objectifs	Cibles	Indicateurs	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Valeur cible OMD en 2015	
1. Eliminer l'extrême pauvreté et la faim	Réduire de 50% la proportion de la population béninoise vivant en dessous du seuil de pauvreté en faisant passer l'indice de pauvreté à 15% d'ici 2015	Indice de la pauvreté monétaire	36,30%		37,50%	33,30%			35,2	36,2	15%	
		Indice de Pauvreté Humaine	48,90%	49,90%	40,30%	39,70%				ND	16%	
		Indice d'écart de pauvreté			0,055	0,04			0,045	0,271		
	D'ici à 2015, réduire de 50% le nombre de personnes souffrant de malnutrition	Proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'une insuffisance pondérale	30%		18,40%	18,40%	17,30%					14,60%
2. Assurer une éducation primaire pour tous	D'ici à 2015, assurer l'instruction primaire à tous les enfants en âge d'aller à l'école	Taux net de scolarisation dans le primaire	80,70%			76,20%				74,4	100%	
		Taux d'achèvement du primaire	49,5	66	65	66,32	60,6	72,58	64,1	67,86	100%	
		Taux d'alphabétisation des 15 et plus, femmes et hommes	35,38	44,03		39,5		38,5		44,6	100%	
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Eliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2015 et, à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	Rapport fille-garçon dans le primaire (Nombre de filles pour 10 garçons)	7,5	7,7	10,1	8,2	8,2	8,5	8,7	8,7	1	
		Rapport fille-garçon dans le secondaire	4,8	5,2	3,5	5,2	5,2			ND		
		Rapport fille-garçon dans le supérieur	2,8	2,8	3,2	3,2	2,9	3	3,4	1,6		
		Pourcentage des élus locaux par sexe (% des femmes)	3,20%			3,20%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	30%
		Pourcentage de femmes parlementaires					10,80%	10,80%	10,80%	10,80%	10,80%	-

2. Profils socio-économiques du Bénin : Tableau de synthèse des indicateurs des OMD (Suite 1)

Objectifs	Cibles	Indicateurs	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Valeur cible OMD en 2015
4. Réduire la mortalité infantile	Réduire le taux de mortalité infanto-juvénile de 166,5 pour mille en 1996 à 65 pour mille en 2015	Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans pour 1000 NV	146,4		125	125					65 pour 1000
		Taux de mortalité infantile	65,6		67	67 pour 1000					39 pour 1000
		Proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole	86%	85%	90%	92%	90%	95%	96%	99,10%	100%
5. Améliorer la santé maternelle	Réduire le taux de mortalité maternelle de 498 en 1996 à 125 pour cent mille naissances vivantes en 2015	Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes	193	230	397	179	140	195	196,2	ND	125 pour 100.000
		Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	76%	76%	76%	82%	82%	79%	81%	94,40%	100%
	Rendre l'accès à la médecine procréative universel d'ici à 2015	Taux de couverture en soins prénatals	92,30%	91%	91%	96%	94%	92,90%	93,40%	97,20%	100%
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies	Réduire la prévalence des IST/VIH/SIDA	Taux de prévalence du VIH chez les femmes enceintes de 15 à 24 ans	2	2,1	2	1,7	1,8	2	2	1,70%	1,90%
		Taux d'utilisation de la contraception moderne	16,4	10,1	6,9	7	11,8	21%	22%	18,80%	40,90%
	D'ici 2015, avoir maîtrisé le paludisme et autres grandes maladies, et avoir commencé à inverser la tendance actuelle	Taux d'incidence du paludisme (1000 hbts)	116	123	138,6	149	121	131	161	157,00%	ND
		Taux de prévalence de la tuberculose (10 000 hbts)	3,57	4,2	3,18	3,4	4,4	5,5	3,4	3,7	Stabilisé
		Taux de fréquentation des services de santé (soins curatifs)	39	37	44	46	45,2	46,50%	46,50%	45,40%	100%

2. Profils socio-économiques du Bénin : Tableau de synthèse des indicateurs des OMD (Suite 2)

Objectifs	Cibles	Indicateurs	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Valeur cible OMD en 2015
7. Assurer un environnement durable	Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales	Superficie des terres protégées (en %)	0,18%			23,90%					50%
		Proportion de la population évacuant des ordures ménagères dans la nature				78%		80,40%			30%
	Réduire de moitié d'ici 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable	Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable	76%			66,30%		75,70%			100%
	Réussir d'ici 2015, à améliorer sensiblement la vie d'au moins 2/3 des béninois vivant dans des taudis	Proportion de ménages ne disposant pas de latrine ou toilette	67,30%			87,10%		58,10%			42%
8. Mettre en place un Partenariat Mondial pour le développement	Traiter globalement le problème de la dette des pays en voie de développement, par des mesures d'ordre national et international propres à rendre leur endettement viable à long terme	Service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services	3,60%	3,20%	3%	2,35%	2,51%	3,20%	2,70%	ND	≤ 15%
	Formuler et appliquer des stratégies qui permettent aux jeunes de trouver un travail décent et utile	Taux de chômage				2,02%		0,90%		2,6	ND

INTRODUCTION

La majorité des pays d'Afrique Sub-Saharienne se sont engagés dans la mise en œuvre de Stratégies de Lutte contre la Pauvreté, le plus souvent à travers des Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté ou Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP ou SCRP) dont l'élaboration et la mise en œuvre sont appuyées par la communauté internationale. Ces pays ont également souscrit dans la plupart des cas à des engagements au titre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Ces initiatives supposent un suivi rapproché des indicateurs sociaux et économiques dont les résultats doivent permettre un réajustement des stratégies, des politiques et des programmes mis en œuvre pour lutter contre la pauvreté.

La pauvreté, dans son ampleur et ses manifestations, est un phénomène évolutif. Sa réduction nécessite des efforts soutenus et durables. Le suivi et l'évaluation des impacts des politiques de lutte contre la pauvreté nécessitent la mise en place d'un système d'informations fiable. La production du Tableau de Bord Social est une contribution à cette démarche. La nécessité d'adapter le TBS au suivi de la SCRP 3 et des OMD a conduit à une réorientation de son contenu et de sa forme. Cette révision a permis de dégager un profil socio-économique décomposé selon les axes stratégiques de la SCRP. Les indicateurs contenus dans le TBS reprennent notamment ceux identifiés dans la section portant sur le suivi-évaluation de la SCRP, du PRSC ainsi que les indicateurs de suivi des OMD et des programmes de l'Union Européenne. Dans la majorité des cas, il s'agit d'indicateurs de résultat et d'impact des budgets programmes des Ministères. En outre, dans le souci d'assurer une certaine continuité, les indicateurs publiés dans les TBS antérieurs ont été également reconduits dans cette édition du TBS.

Le profil présenté dans ce document suit donc l'objectif et les axes stratégiques contenus dans la SCRP et est présenté comme suit :

- Objectif : Créer les conditions d'une croissance accélérée pour la réduction de la pauvreté
- Axe 1 : Accélération de la croissance
- Axe 2 : Développement des infrastructures
- Axe 3 : Renforcement du capital humain
- Axe 4 : Promotion de la bonne gouvernance
- Axe 5 : Développement équilibré et durable de l'espace national.

Le Tableau de Bord Social 2010 est structuré en trois sections. La première donne un bref aperçu du Bénin. La seconde traite des profils socio-économiques au Bénin. La troisième présente sous forme de tableaux avec plus de détails certaines séries chronologiques, les principaux indicateurs qui caractérisent la situation socio-économique du Bénin.

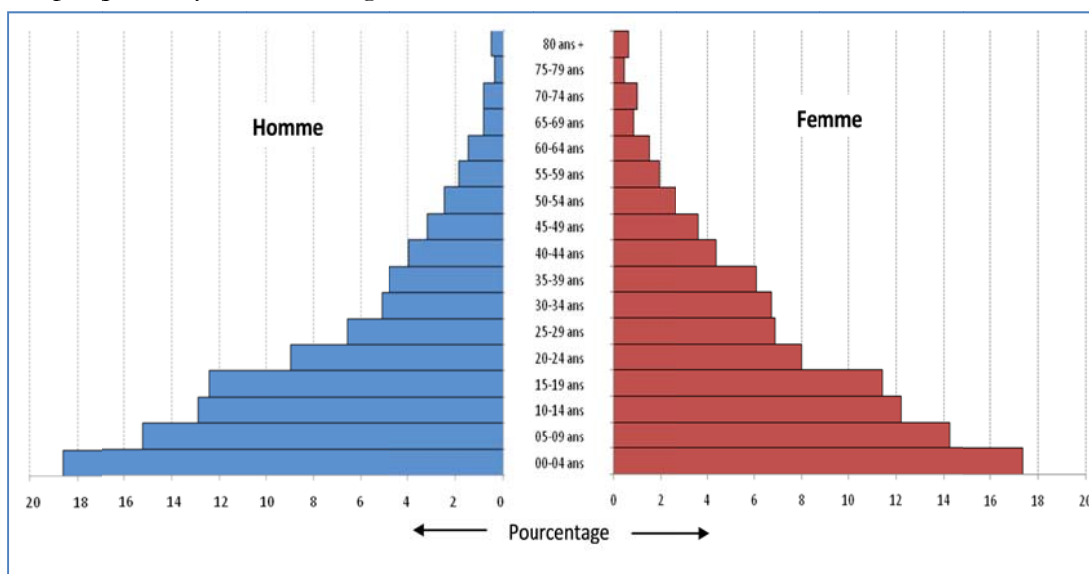
I. APERÇU SUR LE BENIN

Cette première section du TBS 2011 met sommairement en relief les principales caractéristiques du Bénin. On y traite de la population, des conditions climatiques et hydrographiques, des sols et de la végétation, de l'organisation administrative et des relations interafricaines qu'entretient le Bénin avec les pays de la sous-région.

Population

En 2011, la population du Bénin a été estimée à 9 067 076 habitants dont 4 624 683 femmes contre 4 442 393 hommes. Le Bénin est caractérisé par une population jeune. En effet, 53% de la population a moins de 18 ans. L'espérance de vie à la naissance était de 61,4 ans, légèrement plus élevé pour les femmes (63,5 ans) que pour les hommes (59,2 ans). La population potentiellement active (15-64 ans) représentait 52,0% de la population. En 2011, 45,7% de la population vivent en milieu urbain.

Graphique 1: Pyramide des âges du Bénin en 2011



Source : INSAE, Projections révisées des données du RGPH3, 2010

La population est inégalement répartie sur le territoire. On observe de fortes densités dans le sud qui s'expliquent par la présence des infrastructures socio-économiques et administratives et la proximité de l'océan.

Tableau 1.1: Distribution de la population par département en 2011

Région	Population en 2011				Superficie (km ²)	2010 (hbts/km ²)	2011 (hbts/km ²)
	Départements	Homme	Femme	Ensemble			
NORD	Alibori	350829	347081	697910	26055	26	27
	Atacora	364359	371486	735845	20349	35	36
	Borgou	488374	481522	969896	25863	36	38
	Donga	236985	231859	468845	11292	40	42
CENTRE	Collines	353298	364474	717772	14103	49	51
	Zou	381326	422204	803530	5263	148	153
SUD	Atlantique	526671	547038	1073709	3233	322	332
	Couffo	329201	373387	702588	2406	283	292
	Littoral	440251	450530	890781	79	10917	11276
	Mono	236458	245746	482204	1607	291	300
	Ouémé	473621	505116	978737	1282	739	763
	Plateau	261019	284239	545258	3257	162	167
Total	Bénin	4442393	4624683	9067076	114789	76	79

Source : Projections départementales révisées des données du RGPH3, INSAE 2010

Relief

De forme allongée en latitude, le Bénin est limité au Nord par le Niger, au Nord-Ouest par le Burkina-Faso, à l'Ouest par le Togo, au Sud par l'Océan Atlantique et à l'Est par le Nigeria. Il couvre une superficie de 114 763 Km² avec un relief peu accidenté. La seule région élevée, la chaîne de l'Atacora, est située dans le Nord-Ouest du pays.

Climat

L'évolution du climat est marquée par la succession de périodes excédentaires et déficitaires en précipitations, d'inégales durées et aperiodiques. Cette situation rend l'activité agricole, principale activité de la population, tributaire des aléas climatiques. Du Nord au Sud, on peut distinguer 5 régions de caractères climatiques différents :

- Une Zone Nord, limitée au Sud par les régions montagneuses du Nord-Est et du Nord-Ouest où le climat de type continental tropical (soudanien) est caractérisé par la succession dans l'année, d'une seule saison sèche de Novembre à Mars et d'une seule saison des pluies (maximum pluviométrique en Août). La hauteur annuelle des précipitations varie en moyenne de 700 mm à 1500 mm du Nord au Sud et se répartit entre 70 et 120 jours environ avec de fortes amplitudes moyennes de température (20°C à 35°C).
- Les zones montagneuses du Nord-Est et du Nord-Ouest (chaîne de l'Atacora), avec les caractères climatiques que la zone Nord. Toutefois, le maximum pluviométrique s'établit en Septembre et non en Août et la saison des pluies y est un peu plus longue

(fin Mars à début Novembre). Les hauteurs annuelles des précipitations varient entre 1200 mm à 1400 mm et se répartissent, en moyenne entre 90 et 110 jours avec de fortes températures en Mars (40°C en moyenne).

- Une Zone de transition, comprise sensiblement entre les parallèles de DJOUGOU et DASSA-ZOUME ; c'est une zone de transition entre le climat tropical des régions précédentes et le climat subéquatorial des régions côtières. Les hauteurs annuelles des pluies oscillent entre 1000 mm et 1200 mm et se répartissent, en moyenne entre 80 et 110 jours.
- Une zone précôtère, située au Sud de la zone de transition où les caractères de double saison des pluies s'affirment peu à peu par une diminution progressive du minimum pluviométrique d'Août qui reste toutefois compris entre 50 et 100 mm. Les hauteurs annuelles des pluies varient de 1000 mm à 1300mm et se répartissent en moyenne entre 90 et 110 jours.
- Une Zone Côtière, elle est caractérisée par une répartition inégale d'Est à l'Ouest des pluies et quatre saisons plus ou moins marquées dont deux saisons des pluies et deux saisons sèches. Les hauteurs annuelles de pluies varient entre 900 mm et 1100 mm dans la zone Ouest tandis qu'elles oscillent entre 1300 mm et 1400mm dans la zone Est. Les températures maximales les plus élevées ont lieu en Mars (34°C) tandis que les plus basses ont lieu en Août (23°C).

Hydrographie

Le réseau hydrographique du Bénin s'appuie sur le système morphogénétique en place à partir de la ligne de partage des eaux. Aussi, distingue-t-on le système Nord ayant comme défluent le fleuve Niger et le système Sud dont les eaux convergent vers le Golfe du Bénin dans l'Océan Atlantique. De ces deux ensembles, se dégagent deux systèmes imbriqués de bassins versants auxquels s'ajoute le bassin de la Pendjari (380 km). Au Nord, c'est le bassin du Niger et au Sud, le système du bassin versant de l'Ouémé. Ce réseau hydrographique est complété par un système lacustre et lagunaire.

Les cours d'eau et plans d'eau du Bénin sont poissonneux. Les populations riveraines se composent en bonne partie des pêcheurs : pêche dans les lacs et lagunes et le long de certains cours d'eau (Mono, Ouémé, Zou, Okpara, Pendjari, Niger).

Végétation

La végétation varie lorsqu'on se déplace du Sud vers le Nord. Elle est répartie en deux grandes catégories de paysages végétaux :

- La végétation dégradée du Sud-Bénin qui s'étend de la côte jusqu'à la latitude de Setto. Elle est constituée des îlots forestiers, des savanes arborées et arbustives, de quelques prairies aquatiques ainsi que des mangroves ;

- La végétation des régions soudanaises qui présente dans le Nord une savane arborée dominée par le néré, le karité, le caïlcédrat, le baobab et le kapokier.

Le long des cours d'eau se développent des forêts galeries. Il existe par ailleurs des plantations de tecks, d'anacardiens et de manguiers.

Sol et faune

La plus grande partie du Bénin est composée de sols à sesquioxydes, ferrugineux et ferralitiques. Les sols des régions méridionales, dans les départements de l'Ouémé, de l'Atlantique et du Mono sont ferralitiques sur le continental terminal et s'étendent du plateau de Dogbo-Azovè au plateau d'Abomey et à ceux de Pobè-Sakété. Au Nord, dominent les sols à sesquioxydes. Seules, les vallées des cours d'eau présentent des sols hydromorphes et des poches vertisols.

Au total, 70 500 km² de terres arables sont disponibles au Bénin dont seulement 15% environ sont exploitées. Ce taux brut d'exploitation des terres disponibles masque en réalité les disparités régionales réelles entre l'abondance des terres dans le Nord du pays et leur rareté dans les régions méridionales.

La faune est très riche et diversifiée. On trouve un grand nombre de gros herbivores (éléphants, buffles, cobs de bufflon, bubales), de carnivores (lions, guépards surtout dans les réserves, les parcs nationaux de la Pendjari et W du Niger), beaucoup de reptiles, de singes, de rongeurs, d'oiseaux et d'insectes.

Organisation socio-linguistique

Le Bénin est habité par une multitude de communautés qui se répartissent en trois grands groupes linguistiques, à savoir :

- le Groupe GBE, numériquement le plus important et comprenant les ethnies généralement attribuées à l'aire Adja-Tado (Fon, Aïzo, Goun, Mina, Wèmè, etc.) ;
- le Groupe EDE, comprenant les Yoruba, Nago et apparentés ;
- le Groupe GUR, comprenant la plupart des groupes ethniques de la partie septentrionale du pays (Batonu, Ditamari, Yom, Wama, Natiémi, etc.)

Ces groupes ont élaboré des formes d'organisation sociale variées allant des systèmes de pouvoir centralisé dont le plus élaboré est celui de l'ancien royaume du Danxomè aux sociétés qui peuvent être qualifiées de segmentaires (Nord-Ouest de l'Atacora) en passant par des formes de pouvoir décentralisé (royaumes Wassangari du Nord-Est).

Au Bénin, la langue officielle est le Français. Dans le commerce et les relations internationales le Français et l'Anglais sont les langues utilisées.

Migrations

S'agissant du mouvement de la population béninoise, on enregistre deux types de migration : les migrations internes et les migrations externes.

Les migrations internes se traduisent par :

- les migrations rurales : de l'Atacora vers le Borgou et les Collines (où les jeunes sont en quête de nouvelles terres), des campagnes du Mono et de l'Atlantique vers les périmètres d'aménagement ;
- l'exode rural : les jeunes ruraux désertent les villages pour affluer vers les centres urbains (Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Abomey, etc.), à la recherche d'un emploi salarié et des loisirs. Les villages se vident des jeunes travailleurs et les villes regorgent de ces jeunes ruraux qui ne trouvent pas de travail et deviennent des sans-emplois.
- les migrations interurbaines des petites villes vers les principaux centres économiques régionaux (Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Abomey, Djougou). Cette forme de migration concerne surtout les artisans de métier (mécaniciens, tailleurs, cordonniers) et les jeunes ouvriers en quête d'emploi (chauffeurs, maçons).

Les migrations externes se font sous deux formes :

- les migrations saisonnières qui intéressent les jeunes ruraux qui vont vers le Ghana, la Côte d'Ivoire (de moins en moins) et surtout, vers le Nigeria. Ces jeunes migrants vont séjourner dans les plantations de cacao pour les cueillettes surtout d'octobre à mars; ils sont également manœuvres dans les villes ;
- la deuxième forme assez importante, concerne les ouvriers, les intellectuels et hommes d'affaires qui vont s'installer en Côte d'Ivoire (de moins en moins), au Nigéria, au Gabon, au Niger, au Togo, sans oublier les migrants vers l'Europe (surtout la France).

La démocratisation du régime politique, la stabilité retrouvée et l'accroissement des difficultés économiques des autres pays de la sous-région sont des facteurs qui ont favorisé le retour des béninois au pays et l'investissement au cours des dernières années.

Administration territoriale

La réforme de l'Administration territoriale au Bénin consacrée par la loi n° 97-028 du 15 Janvier 1999 porte le nombre de départements de six (6) à douze (12) que sont :

- | | | |
|--------------|----------------|----------------|
| - l'Alibori | - l'Atacora | - l'Atlantique |
| - le Borgou | - les Collines | - le Couffo |
| - la Donga | - le Littoral | - le Mono |
| - le Plateau | - l'Ouémé | - le Zou |

CARTE POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DU BÉNIN

Carte administrative du Bénin



La structure hiérarchique de l'Administration territoriale au Bénin, telle que prévue par les textes en la matière, comprend :

- **Les départements : au nombre de 12**

Les 12 départements sont administrés par six (6) préfets, nommés en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge de la décentralisation.

- **Les communes : au nombre de 77**

Chaque commune est administrée par un Maire élu par un Conseil Municipal.

- **Les arrondissements : au nombre de 546**

Le ressort territorial de chaque arrondissement est celui de la commune rurale ou urbaine existant au moment de la promulgation de la Loi n°97-028 du 15 janvier 1999 portant organisation de l'Administration Territoriale en République du Bénin. Chaque arrondissement est administré par un Chef d'Arrondissement assisté par un Conseil d'Arrondissement.

- **Les villages ou quartiers de ville : au nombre de 4 386**

Le village ou quartier de ville constitue l'unité administrative de base autour de laquelle s'organisent la vie sociale et les activités de production. Chaque village ou quartier de ville comprend, outre les zones d'habitation, l'ensemble des terres qui en constituent le patrimoine. Ils sont administrés par un Chef de village ou un chef de quartier assisté d'un Conseil de village ou d'un Conseil de quartier.

Relations interafricaines

Le Bénin est membre fondateur du Conseil de l'Entente, de l'UEMOA, de la CEDEAO et de l'UA ;

- Le Conseil de l'Entente est une organisation de coopération politique et économique qui regroupe le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Burkina-Faso, le Niger et le Togo ;
- La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est une organisation créée en 1975, qui vise à renforcer la coopération politique, économique et technique entre tous les États de l'Afrique de l'Ouest ;
- L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine regroupe huit pays de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina-Faso, Togo, Niger, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali et la Guinée Bissau) qui ont en commun le F CFA. Son siège est à Ouagadougou (Burkina-Faso) ;
- L'Union Africaine (UA) qui regroupe tous les États indépendants d'Afrique.

II. ANALYSE DES PROFILS SOCIO-ECONOMIQUES DU BENIN

Le profil socioéconomique analysé dans le Tableau de Bord Social 2011 est présenté selon les points ci-après :

- Analyse¹ des indicateurs de résultat pertinents pour l'objectif de réduction de la pauvreté
- Analyse des indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 1 de la SCRP 3: Accélération de la croissance
- Analyse des indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 2 de la SCRP 3: Développement des infrastructures
- Analyse des indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 3 de la SCRP 3: Renforcement du capital humain
- Analyse des indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 4 de la SCRP 3: Promotion de la bonne gouvernance
- Analyse des indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 5 de la SCRP 3: Développement équilibré et durable de l'espace national

2.1. Analyse des indicateurs de résultat pertinents pour l'objectif de réduction de la pauvreté

Les indicateurs du TBS 2011 sont organisés autour de l'objectif central de la SCRP qui est la réduction de la pauvreté et des cinq axes stratégiques de la SCRP. La Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté vise essentiellement à réduire la proportion de la population béninoise vivant en dessous du seuil de pauvreté.

L'évolution de la pauvreté sur la période couverte par le TBS est présentée d'un point de vue monétaire et non monétaire à l'aide des indicateurs suivants :

- Incidence de la pauvreté monétaire (P0);
- Profondeur de la pauvreté monétaire (P1);
- Sévérité de la pauvreté monétaire (P2) ;
- Contribution des départements à la pauvreté nationale par rapport aux trois indices de pauvreté précédents.

La pauvreté monétaire au Bénin est mesurée par le niveau des dépenses de consommation des ménages en référence à un seuil de pauvreté.

Les indicateurs renseignés sont issus de l'exploitation des bases de données des enquêtes réalisées auprès des ménages en utilisant les seuils de pauvreté qui prennent en compte l'inflation entre les périodes. Les sources utilisées concernent l'Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages en République du Bénin (EMICoV) dont les informations sont relatives aux années 2006, 2007, 2009 et 2011.

¹ Les sources des données sont indiquées dans la section III pour ne pas alourdir le texte de la section II.

Pauvreté monétaire au Bénin : une légère aggravation entre 2009 et 2011

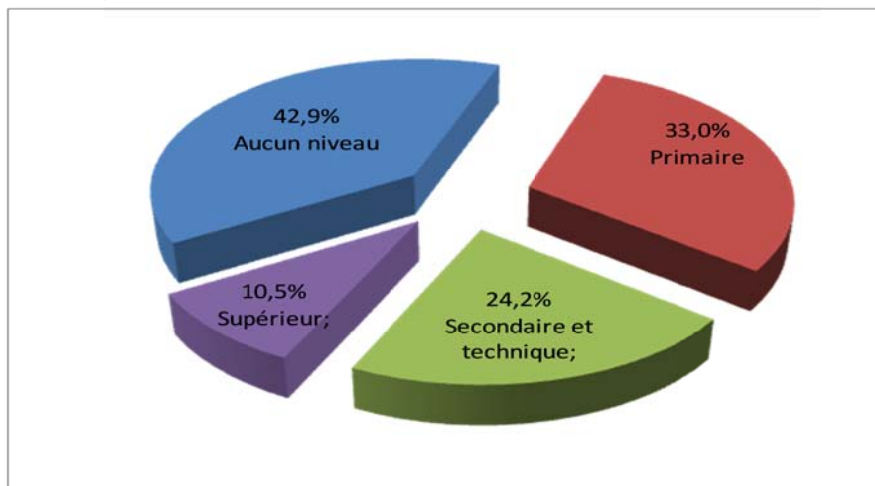
Depuis 2007, la pauvreté monétaire a connu une aggravation de période en période. L'incidence de pauvreté s'est établit à 33,3% en 2007 et est passée respectivement à 35,2% et 36,2% en 2009 et 2011. Suivant le milieu de résidence, l'incidence de la pauvreté a connu une aggravation entre 2009 et 2011. En milieu rural, l'incidence de pauvreté monétaire s'établit à 39,7% en 2011 contre 38,4% en 2009 soit une hausse de 1,3 point. En milieu urbain, l'incidence de pauvreté monétaire s'est accrue de 1,5 point entre 2009 et 2011; l'indice s'élève à 31,3% en 2011 contre 29,8% en 2009.

L'inégalité parmi les pauvres s'est sensiblement aggravée au niveau national entre 2009 et 2011. L'indice de sévérité s'établit à 0,039 en 2011 contre 0,044 en 2009.

Pauvreté monétaire et niveau d'instruction : une corrélation négative.

Au Bénin comme l'indique la littérature, l'éducation apparaît comme étant un facteur favorable pour la réduction de la pauvreté monétaire. En effet, les ménages dirigés par des personnes ayant au moins le niveau primaire sont moins vulnérables à la pauvreté. Par ailleurs, l'incidence de pauvreté diminue avec le niveau d'instruction : l'incidence de pauvreté en 2011 s'élève à 42,9% pour les chefs de ménage n'ayant aucun niveau d'instruction contre 33,0%, 24,2% et 10,5% respectivement pour ceux qui ont le niveau primaire, le niveau secondaire et le niveau supérieur.

Graphique 2 : Incidence de la pauvreté selon le niveau d'instruction en 2011



Source : INSAE, EMICoV 2011

Pauvreté monétaire suivant les départements : le Couffo, le Mono, les Collines et le Zou sont les plus affectés par la pauvreté

En 2011, la pauvreté monétaire a touché plus de 4 ménages sur dix dans certains départements à savoir : les départements du Couffo (46,6%), des Collines (46,1%), du Mono (43,5%), et du Zou (41,5%). Par contre, d'autres départements ont eu une incidence de pauvreté en-dessous de la moyenne nationale : Borgou (31,5%), Littoral (25,9%) et Ouémé (25,4%) qui ont affiché une incidence de plus de quatre points de pourcentage en moins par rapport au niveau national.

Entre 2009 et 2011, à part du Mono, tous les départements ont enregistré une aggravation de l'incidence de pauvreté monétaire.

Tableau 2.1: Indicateurs de pauvreté monétaire par département

Départements	2009			2011		
	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)
Alibori	35,7	0,111	0,05	36,3	0,092	0,033
Atacora	36	0,107	0,046	39,7	0,096	0,034
Atlantique	36,9	0,111	0,048	39,0	0,115	0,048
Borgou	28,9	0,095	0,045	31,5	0,079	0,028
Collines	44,2	0,142	0,064	46,1	0,122	0,047
Couffo	46,5	0,136	0,055	46,6	0,133	0,056
Donga	31,3	0,088	0,037	36,6	0,095	0,034
Littoral	23,9	0,059	0,022	25,9	0,072	0,031
Mono	46,5	0,143	0,059	43,5	0,113	0,042
Ouémé	24,3	0,057	0,02	25,4	0,061	0,023
Plateau	32,7	0,088	0,037	36,0	0,108	0,047
Zou	41,2	0,128	0,057	41,5	0,126	0,054
Bénin	35,2	0,104	0,045	36,2	0,098	0,039

Source : INSAE, EMICOV (2010, 2011)

Inégalité dans la distribution des revenus : une sensible amélioration entre 2009 et 2011

L'analyse de l'évolution des inégalités dans la distribution des revenus ou des dépenses vient compléter l'analyse de l'évolution de l'incidence de la pauvreté est insuffisante pour une appréciation totale de la situation en matière de pauvreté et inégalité. L'indice de Gini est un indicateur qui mesure l'inégalité des dépenses par tête; il varie entre 0 et 1.

En 2011, on note une distribution plus inégalitaire des dépenses par tête au niveau des ménages urbains qu'au niveau des ménages ruraux. Aussi, les dépenses par tête sont-elles plus également distribuées pour les ménages dirigés par les hommes que ceux dirigés par les femmes.

Par ailleurs, dans une moindre mesure il est noté une réduction des inégalités entre 2009 et 2011 dans la distribution des dépenses de consommation des ménages. En effet, au niveau national, l'indice de Gini est passé de 0,469 en 2009 à 0,464 en 2011, soit un repli de 0,5 point de pourcentage. La même tendance est notée tant au niveau des ménages ruraux (-0,23 point de pourcentage) que des ménages urbains (-0,16 point de pourcentage), avec une baisse plus importante en milieu rural par rapport au milieu urbain marqué par une plus grande inégalité.

Tableau 3.1: Gini selon le milieu de résidence et le genre

Catégorie	2009	2011
Milieu de résidence		
Urbain	0,468	0,452
Rural	0,396	0,373
Sexe		
Masculin	0,467	0,469
Féminin	0,467	0,441
Bénin	0,469	0,464

Source : INSAE, EMICOV (2010, 2011)

Pauvreté non monétaire : une quasi stagnation au niveau national entre 2009 et 2011

Appréhendée à travers un indice composite de niveau de vie, la pauvreté non monétaire est un indicateur qui traduit l'ampleur des privations en termes de confort général du logement, de possession de biens durables et d'hygiène. Cette forme de pauvreté a touché 30,2% de la population béninoise en 2011 contre 30,8% en 2009. Bien que le milieu rural soit plus touché par la pauvreté non monétaire (à l'image de la pauvreté monétaire), les ménages ruraux ont connu une amélioration de leurs conditions en 2011 par rapport à 2009 (l'incidence est passée de 35,2% à 32,9%), contrairement aux ménages urbains qui ont enregistré une aggravation.

L'incidence de pauvreté non monétaire a connu un repli progressif entre 2006 (42%) et 2011 (30%), soit une baisse de 12 points. Cette situation est traduite par une amélioration dans l'accès aux infrastructures de base ces dernières années.

Tableau 2.2 : Indice de pauvreté non monétaire par département

Départements	2009			2011		
	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)
Alibori	33,3	0,149	0,090	41,4	0,165	0,098
Atacora	69,7	0,313	0,179	58,3	0,272	0,181
Atlantique	26,4	0,107	0,058	24,3	0,101	0,066
Borgou	32,2	0,120	0,062	29,5	0,111	0,064
Collines	17,3	0,061	0,030	22,6	0,080	0,048
Couffo	42,2	0,169	0,085	37,2	0,153	0,093
Donga	21,4	0,074	0,039	23,7	0,079	0,043
Littoral	13,0	0,037	0,016	20,1	0,061	0,027
Mono	44,9	0,230	0,147	41,2	0,201	0,141
Ouémé	19,5	0,081	0,045	20,1	0,07	0,043
Plateau	28,7	0,107	0,056	28,1	0,105	0,065
Zou	32,3	0,130	0,069	27,9	0,110	0,066
Bénin	30,8	0,127	0,070	30,2	0,121	0,074

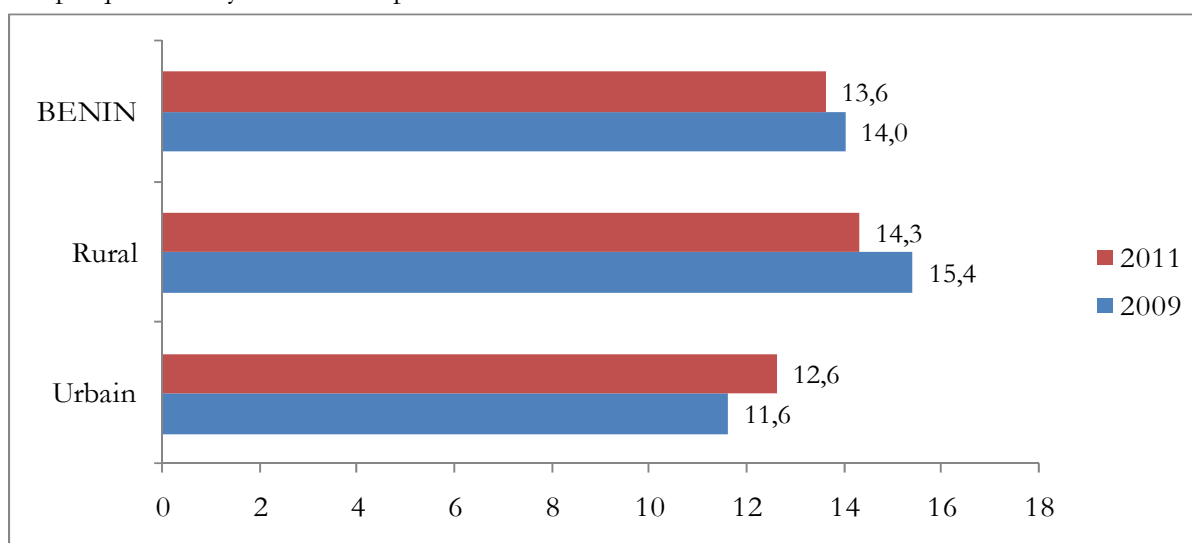
Source: INSAE, EMICOV (2009, 2011)

Par ailleurs, on note de fortes disparités entre les départements. Sur la période 2009-2011, L'incidence de pauvreté non monétaire demeure plus élevée dans l'Atacora et plus faible dans le littoral. Sur la période 2009-2011, les départements de l'Atacora (-11,4 points), du Couffo (-5 points), du Zou (-4,4 points), du Mono (-3,7 points), de l'Atlantique (-2,1 points), du Borgou (-2,7 points) et du Plateau (-0,6 point) ont enregistré un baisse de l'incidence de pauvreté non monétaire tandis que les départements de l'Alibori (+8,1 points), du Littoral (+7,1 points), des Collines (+5,3 points), de la Donga (+2,3 points) et de l'Ouémé (+0,6 point) ont connu une détérioration de leur situation.

Noyau dur de la pauvreté : Plus de dix personnes sur cent cumulent la pauvreté monétaire et la pauvreté non monétaire

Le noyau dur de la pauvreté est l'ensemble des ménages ou des individus qui cumulent les différentes formes de la pauvreté. Le cumul de toutes les formes de pauvreté (pauvreté monétaire et non monétaire) permet d'isoler un noyau dur de la pauvreté qui est estimé à 14,0% en 2011 contre 13,6% en 2009, soit une augmentation de 0,4 points. Les personnes de cette classe représentant plus du dixième de la population pauvres en 2011, ont à la fois de faibles dépenses de consommation, de mauvaises conditions de vie et des privations en termes d'actifs.

Graphique 3 : Noyau dur de la pauvreté en 2009 et 2011 selon le milieu de résidence



Source : INSAE, EMICoV (2010, 2011)

Encadré 1 : Points saillants de l'axe central de la SCRP 3

- *Légère aggravation de la pauvreté monétaire entre 2009 et 2011 : l'incidence de pauvreté monétaire s'établit à 36,2% en 2011 contre 35,2% en 2009 ;*
- *Baisse des inégalités au sein de la population : l'indice des inégalités s'élève à 0,464 en 2011 contre 0,469 en 2009 ;*
- *Le risque d'être pauvre baisse avec le niveau d'instruction : en 2011, l'incidence de pauvreté est de 42,9% pour ceux qui sont non instruits, 33,0% pour le primaire, 24,2% pour le secondaire/technique et 10,5% pour le supérieur;*

La quasi-totalité des départements ont enregistré une aggravation de la pauvreté entre 2009 et 2011 : les départements du Couffo (46,6%), des Collines (46,1%), du Mono (43,5%), et du Zou (41,5%) ont une incidence au-dessus de la moyenne nationale.

2.2. Analyse des indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 1 de la SCRP 3: ACCELERATION DE LA CROISSANCE

La croissance et la distribution du revenu sont essentielles à la réduction de la pauvreté. L'axe 1 de la SCRP 3 vise la stabilisation du cadre macroéconomique ; la dynamisation du secteur privé ; la promotion de nouvelles filières porteuses pour les exportations et la promotion de l'intégration régionale. Le TBS renseigne sur un certain nombre d'indicateurs relatifs à la situation macro-économique, aux sources de la croissance en passant en revue le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche), le secteur des services (tourisme, nouvelles technologies de l'information et de la communication, service de transit), le secteur industriel et des infrastructures de base (énergie, eau, mines, télécommunications et infrastructures de transports).

La croissance économique est devenue plus forte en 2011 par rapport à 2010

Comme le montre le tableau ci-après, l'activité économique au Bénin est en pleine croissance avec un taux de croissance économique qui suit une évolution erratique, avec une contribution plus importante des secteurs primaire et tertiaire. En 2011, le taux de croissance est de 3,7%, en hausse de 1,5 point par rapport à celui de 2010. Cette performance de l'activité économique est à l'actif des programmes d'investissement mis en œuvre en 2011 surtout dans le domaine d'infrastructure.

Tableau 2.3 : Taux de croissance par secteur entre 2001 et 2011

Indicateurs	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance économique réel	6,2	4,4	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	5,0	2,7	2,2	3,7
Contribution secteur primaire	2,5	1,0	0,9	2,4	-0,3	2,1	1,6	1,4	0,8	0,9	2,3
Contribution secteur secondaire	1,3	1,1	0,4	-0,1	0,8	-0,1	0,5	0,6	0,6	-0,1	0,5
Contribution secteur tertiaire	2,4	2,3	2,6	0,8	2,4	1,8	2,5	3,1	0,9	0,9	0,7

Source : SCN/DSEE/INSAE

...avec une faible contribution du secteur secondaire.

Le secteur secondaire apporte une faible contribution à la croissance durant la dernière décennie. En effet, sur la période 2001-2011, la contribution moyenne du secteur secondaire à la croissance économique sur cette période est de 0,6% contre 1,5% pour le secteur primaire et 1,6% pour le secteur tertiaire. Le faible taux de croissance constaté depuis 2001 est imputable aux faibles performances enregistrées au niveau du tissu industriel qui est toujours resté embryonnaire.

Les grandes mesures incitatrices prises par le gouvernement à savoir un meilleur encadrement des producteurs, une meilleure organisation des filières, les réformes au niveau de la SONAPRA et la filière coton, l'accompagnement des jeunes entrepreneurs et entreprises agricoles, la mécanisation progressive de l'agriculture et la distribution d'intrants ont contribué dans une moindre mesure à

amélioration de la croissance au niveau du secteur primaire. En effet, en 2011 le secteur primaire a contribué pour 2,3% à la croissance économique contre 0,9% en 2009.

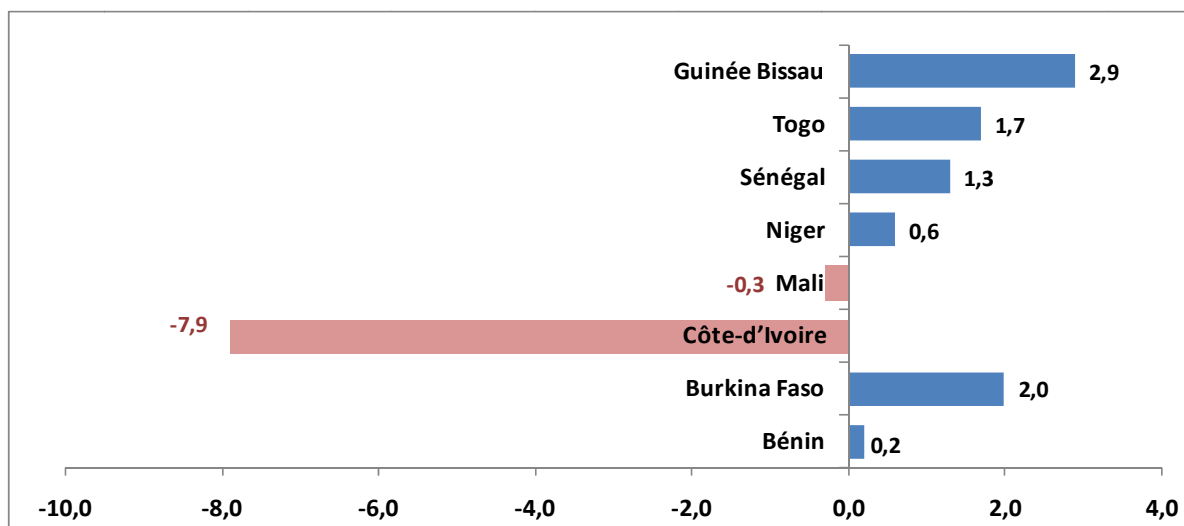
Le secteur secondaire a enregistré une légère amélioration de sa performance entre 2010 et 2011. La croissance dans ce secteur s'est établie à 0,5% en 2011 contre -0,1% en 2010. Globalement, le secteur secondaire est demeuré donc le maillon le plus faible de l'économie nationale avec une faible part dans le PIB. Comme l'indiquent les résultats du Deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE2), les difficultés dans le développement des activités industrielles ont beaucoup plus rapport au manque de financement et aux maux (lourdeur et lenteur, les faux frais au niveau du port) qui minent l'administration ; de ce fait, de nombreux défis restent à relever dans ce secteur.

Le secteur tertiaire quant à lui a connu une performance au ralentie entre 2010 et 2011. En effet, la contribution du secteur tertiaire s'élève à 0,7% en 2011 contre 0,9% en 2010. Au niveau de ce secteur, les activités commerciales ont connu un repli entre 2010 et 2011. En effet, les statistiques indiquent une baisse du trafic portuaire au Port Autonome de Cotonou (PAC) en 2011 par rapport à 2010, du fait d'une diminution du nombre de navires de commerce accostant sur les côtes de Cotonou (1 123 en 2011 contre 1 186 en 2010). Cette situation s'est traduite par, une baisse du tonnage embarqué ou déchargé au Port de Cotonou (6 788 696 tonnes en 2011 contre 6 6 959 355 tonnes en 2010) soit un repli de 2,5%.

Par ailleurs, la performance économique enregistrée par le Bénin au sein de l'UEMOA est très peu reluisante

En 2011, le Bénin fait partie des pays de l'UEMOA dont la situation s'est améliorée par rapport à celle de 2010, du point de vue de la croissance du produit intérieur brut réel par tête. En effet, le taux de croissance du PIB réel par tête s'élève à 0,2% en 2011 contre -0,9% en 2010 pour le Bénin. La Côte d'Ivoire (-7,9%) et le Mali (-0,3%) ont été marqués par une aggravation de leur situation économique en 2010 et 2011 du fait de la crise politique ou de la rupture de dialogue politique et économique qui ont fragilisé leur économie. Les pays qui ont enregistré une performance plus importante du taux de croissance du PIB par tête sont : la Guinée Bissau (2,9), le Burkina-Faso (2,0%), le Togo (1,7%), et le Sénégal (1,3%).

Graphique 4 : Niveau du taux de croissance réel par tête (%) en 2011 au sein de l'UEMOA

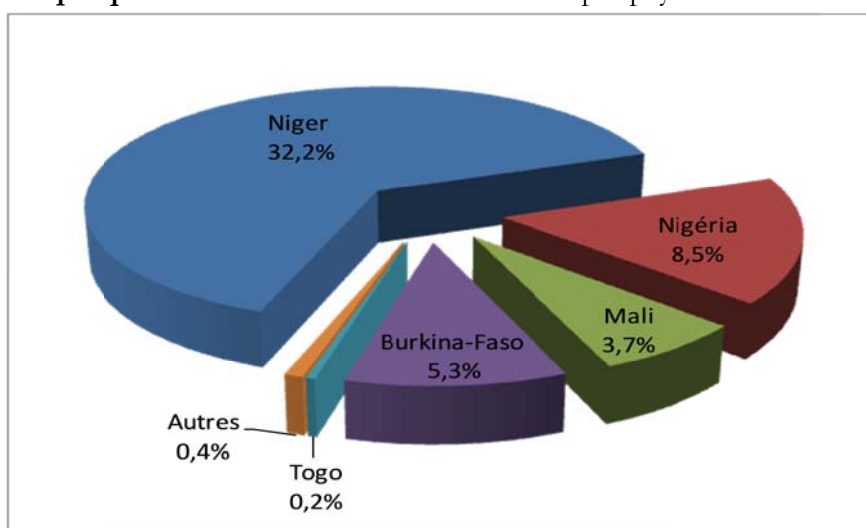


Source : A partir des données de la BAD, Pocketbook_2012_BAfD

Principaux pays utilisateurs du Port Autonome de Cotonou en 2011 : le Niger est resté en tête

Parmi les principaux pays utilisateurs du Port de Cotonou en 2011, le Niger est en tête avec 32% des tonnages de marchandises embarquées (6 788 696 tonnes) au PAC, suivi du Nigeria (8,5%) et du Burkina-Faso (5,3%).

Graphique 5 : Part du trafic de marchandises par pays utilisateurs du PAC en 2011



Source : INSAE 2011

Par ailleurs, on note une nette diminution des flux de marchandises en direction du Burkina-Faso (-19,5%), du Niger (-12,1%), du Nigeria (-6,5%) en 2011 par rapport 2010 ; le du Togo (+159,3%) et le Mali (+28,5) affichent une tendance inverse

Tourisme au Bénin: des efforts remarquables se font dans le domaine

Au cours des dernières années, des avancées notables ont été notées dans le domaine du tourisme avec une augmentation significative des infrastructures d'accueil et des sites touristiques. En

conséquence, on note une progression sensible du nombre de touristes visitant le Bénin entre 2009 et 2010. En effet, le nombre de touristes enregistrés s'élève à 195 000 en 2010 contre 190 000 en 2009. Aussi, les recettes touristiques s'établissent à 45 milliards en 2010 contre 41 milliards en 2009. Notons par ailleurs, que la durée moyenne de séjour est en légère augmentation en 2010 (5,12 jours) par rapport à 2009 (4,79 jours).

Prix à la consommation : une hausse notable de l'inflation en 2011 par rapport à 2010

L'analyse de la situation de l'inflation depuis 2008 révèle une amélioration sensible du coût de vie en matière de consommation finale des ménages. En effet, l'indice harmonisé des prix à la consommation (base 100 : 2008) a enregistré un taux de variation en moyen annuel plus élevé en 2011 par rapport à 2010. Le taux s'élève à 2,7% en 2011 contre 2,1 % en 2010. Depuis 2009, le taux d'inflation est resté inférieur au critère de convergence des Etats membres de l'UEMOA qui est de 3%.

Investissement public rapporté au PIB : un repli en 2011 par rapport à 2010

Le taux d'investissement global, quasi stable sur la période 2006-2011, représente près de 20% du PIB avec un investissement privé qui s'établit en moyenne à 14% du PIB. Le taux d'investissement privé s'élève à 14,1 % du PIB en 2011, soit une baisse de 1,3 point de pourcentage par rapport à 2010. Cette contre performance dans le secteur privé traduit un ralentissement de l'activité dans ce secteur. L'investissement public quand à lui s'est établi en moyenne à 6,7% sur la période 2006-2011; son niveau s'est établi à 6,6% du PIB en 2011 contre 5,5% en 2010. Cette situation peu reluisante de l'investissement public est due aux difficultés rencontrées par le gouvernement dans la mobilisation des ressources pour le Programme d'Investissement Public (PIP) ces trois dernières années.

Pour ce qui concerne l'épargne nationale, il ressort un repli en 2011 par rapport à 2010. En effet, l'épargne nationale est estimée à 12,6% du PIB en 2011 contre 12,8% du PIB en 2010. Le niveau de l'épargne nationale enregistré n'arrive pas à couvrir l'investissement au point où il ressort un solde Epargne – Investissement négatif (-8,1% du PIB en 2011 comme en 2010).

Dépenses de l'Etat rapportées au PIB : une hausse en 2011 par rapport à 2010

En matière d'opérations financières de l'Etat, on note une diminution sensible de la part des recettes totales dans le PIB en 2011 par rapport à 2010. La part des recettes dans le PIB s'élève à 17,5% en 2011 (dont 15,5% proviennent des taxes et impôts) soit une baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport au niveau de 2010 (dont 16,2% proviennent des taxes et impôts). Par contre, les dépenses de l'Etat en pourcentage du PIB ont connu une hausse entre 2010 et 2011 ; elles s'établissent à 21,9% en 2011 contre 21,6% en 2010. Par ailleurs, la masse salariale qui a connu une hausse sensible entre 2010 (7,3% du PIB) et 2011 (7,4% du PIB) est imputable entre autres, aux mesures prises par le gouvernement pour satisfaire les travailleurs et aux recrutements des agents de l'Etat. Cette situation s'est traduite par un creusement du déficit global base ordonnancement (-4,4% du PIB en 2011 contre -3,1% du PIB en 2010).

Opérations avec l'extérieur : une légère amélioration du solde commercial en 2011 par rapport à 2010

Les statistiques des échanges extérieures révèlent que la balance commerciale du Bénin reste toujours déficitaire. Toutefois, les opérations avec l'extérieur affichent une situation meilleure en 2011 par rapport à 2010. En effet, le déficit s'est amoindri entre 2010 et 2011 : le solde commercial en pourcentage du PIB s'élève à -6,8 % en 2011 contre -7,5% en 2010.

Situation de la dette du Bénin en 2011: le service de la dette en pourcentage des exportations en hausse par rapport à 2010

L'encours de la dette publique est de 613,7 milliards de francs CFA en 2010 (dont 96,9 milliards de dette bilatérale contre 516,5 milliards de dette multilatérale) contre 582,9 milliards de francs CFA en 2010 (dont 100,1 milliards de dette bilatérale contre 482,8 milliards de dette multilatérale). En ce qui concerne le service de la dette rapporté aux exportations, le Bénin enregistre une hausse en 2011 par rapport à 2010 : il est estimé 3,1% en 2011 contre 2,5% en 2010.

Conjoncture internationale : une flambée des prix des principaux produits d'exportation et une perte substantielle de compétitivité de la zone franc

Les cours mondiaux des principales matières premières d'exportation du Bénin à savoir le coton (3271,6 \$/tonne en 2010 contre 2283,8 \$/tonne en 2010), le maïs (284,7 \$/tonne en 2010 contre 185,9 \$/tonne en 2010), l'huile de palme (1112,4\$/tonne en 2010 contre 900,8\$/tonne en 2010) ont connu une hausse en 2011 par rapport à 2010. De même, les cours des principaux produits d'importation, à savoir le pétrole (106,6 \$/baril en 2011 contre 79,1 \$/baril en 2010) et le riz (471,9 \$/ tonne en 2011 contre 383,6 \$/ tonne en 2010) ont connu une hausse par rapport en 2011 par rapport à 2010. En somme, entre 2010 et 2011, l'évolution des cours mondiaux a été plus favorable aux matières premières suivantes : le maïs (+0,53), le phosphate (+0,51) et le coton (+0,43%).

Par ailleurs, l'année 2011 a été marquée globalement par une appréciation du franc CFA par rapport au dollar comparativement à la situation de 2010. En effet, 1 \$ US vaut 471,9 F CFA en 2011 contre 495,3 F CFA en 2010. Ce niveau de change du franc CFA par rapport au dollar se traduit par une perte sensible de la compétitivité du Bénin par rapport aux autres pays dont les monnaies ont une bonne tenue par rapport au dollar notamment avec le Ghana (1 \$ US vaut 1,5 cedis en 2011) où la compétitivité est renforçant d'année en année.

La production agricole au Bénin : une baisse de 2,4% en 2011 par rapport à 2010

L'agriculture est l'un des secteurs prioritaires identifiés pour faire du Bénin une économie émergente. La vision du Gouvernement pour le secteur agricole est de « Faire du Bénin, une puissance agricole dynamique à l'horizon 2015, compétitive, respectueuse de l'environnement, créatrice de richesse répondant aux besoins de développement économique et social de la population ».

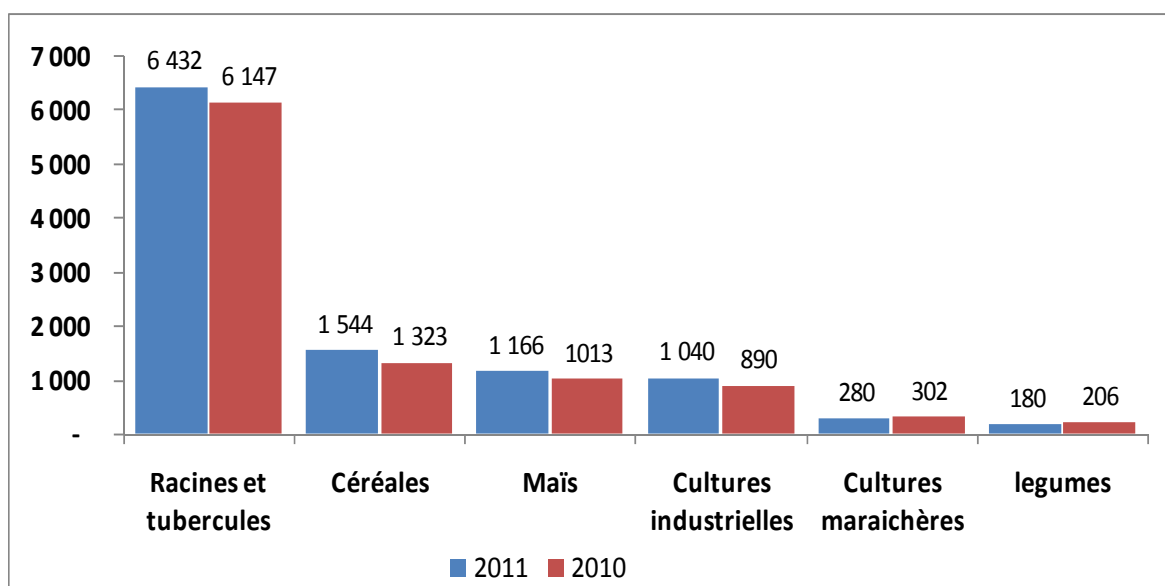
La production agricole est concentrée autour de deux catégories de cultures à savoir : les cultures vivrières et les cultures de rente essentiellement dominées par le coton. La culture vivrière est largement dominée par les racines et tubercules dont la production s'est établie à 6 431 675 tonnes en 2011 contre 6 147 413 tonnes en 2010, soit une hausse de 4,6% du fait de la forte

pluviométrie favorable à ces types de cultures. En suite vient les cultures céréalières dont la production totale réalisée dans le pays est de 1 544 233 tonnes en 2011 contre 1 322 637 tonnes en 2010 soit une hausse de 16,8%.

Le maïs est la principale culture des céréales ; sa production a connu une croissance soutenue au cours des douze dernières années. La production est passée de 642 843 tonnes en 2001 à 1 165 957 tonnes en 2011 soit un taux d'accroissement moyen de 6,1% sur la période. Toutefois, en 2011 la production de maïs a régressé de 153 327 tonnes soit 15,1% par rapport à 2010.

Les départements qui ont le plus contribué à la production des céréales en 2011 sont l'Alibori (20,6%), les Collines (17,3%), le Borgou (13,1%), et l'Atacora (10,5%). Ces quatre départements totalisent 61,6% de la production du pays en céréales au cours de l'année 2011.

Graphique 6 : niveau de la production agricole totale en 2010 et 2011 (millier de tonne)



Source : A partir des données du MAEP

La production des cultures industrielles (coton, arachide, ananas, canne à sucre et tabac) en 2011 est de 1 039 859 tonnes contre 889 859 tonnes en 2010. Première source de devises du Bénin, la production du coton en 2011 est estimée à 265 178 tonnes contre 136 958 en 2010 soit une hausse de 93,6% de la production. En 2011, la production du coton est concentrée dans les départements de l'Alibori (73,6%), de l'Atacora (17,6%) et du Borgou (7,3%).

L'analyse structurelle de la production du coton révèle d'énormes difficultés dans cette filière car sa production a connu des variations assez particulières au cours de ces dix dernières années. Cette importante baisse de la production de coton enregistrée ces dernières années s'explique par la réduction des emblavures constatée à partir de 2005, réduction due entre autres au manque d'engouement des producteurs de cette culture à cause du niveau du prix d'achat estimé peu encourageant par les producteurs et des nombreux dysfonctionnements observés dans la filière. De nombreux défis restent à relever dans ce secteur.

Production halieutique : une baisse en 2011 par rapport à 2010

La production animale est dominée par les pratiques traditionnelles d'élevage des espèces bovines, ovines et caprines et des espèces de volailles. Cependant, des élevages modernes et non conventionnels se développent en zones périurbaines. Quant à la production halieutique, elle est caractérisée par les pêches continentales, maritime et l'aquaculture. Depuis les cinq dernières, la production halieutique au Bénin est estimée en moyenne à 39 622,6 tonnes par ans. En 2011, la production halieutique au Bénin est estimée à 38 006,4 tonnes, en baisse de 10,6% par rapport à 2010. Par ailleurs, la production halieutique est dominée par la pêche continentale qui totalise 80% de la production du secteur en 2011 contre 72% en 2010.

Encadré 2 : Points saillants de l'axe 1 de la SCRP 3: Accélération de la croissance

- *La situation économique du Bénin est un peu plus reluisante en 2011 par rapport à 2010 : le taux de croissance s'établit à 3,5% en 2011 contre 2,2% en 2010;*
- *Toutefois, l'économie béninoise est marquée par une maîtrise de l'inflation en 2011: le taux d'inflation s'élève à 2,7% en 2011 (inférieur au critère de convergence des Etats membres de l'UEMOA 3%) contre 2,1% en 2010 ;*
- *Les dépenses de l'Etat rapportées au PIB ont augmenté en 2011 : les dépenses de l'Etat en pourcentage du PIB s'établissent à 21,9% en 2010 contre 21,6% en 2010 ;*
- *Le déficit public s'est creusé en 2011 par rapport à 2010 : le déficit global (base ordonnancement) est estimé à -4,4% du PIB en 2011 contre -3,1% du PIB en 2010.*

2.3. Analyse des indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 2 de la SCRP 3: DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

L'axe 2 de la SCRP 3 est centré sur le développement des infrastructures à travers la mise en place d'un réseau d'infrastructures en bon état et des services de transport performants et compétitifs, des infrastructures énergétiques, d'hydrauliques et d'assainissement.

2.3.1. Infrastructures de transport

Les infrastructures de transport concernent le développement et l'entretien du réseau routier, incluant les pistes rurales, le réseau ferroviaire, le développement du transport maritime et fluvial, et les services portuaires et aéroportuaires.

Qualité du réseau routier au Bénin : Moins de la moitié du linéaire total bitumée

Le Bénin ne dispose pas d'infrastructures de transport suffisantes qui sont pourtant essentielles au développement des échanges. Le réseau routier national comporte une linéarité totale de 6 076 Km (Décret N° 2001-092 du 20/02/2001) sous la responsabilité du MDCTTATP-PR. Ce réseau routier se répartit comme suit :

- 7 routes classées Nationales Inter-Etats totalisant une longueur de 2 178 Km,
- 10 anciennes routes classées Nationales pour une longueur de 1 247 Km et
- 29 nouvelles routes classées Nationales d'une longueur de 2 651 Km.

A ce réseau classé, s'ajoutent les traversées urbaines de routes nationales d'une longueur 55 Km (dans les villes de Cotonou et Porto-Novo).

En 2011, ce réseau comporte 2 212 Km de routes bitumées et 5 945 Km de routes en terre dont 2 651 Km de routes nouvellement classées. Le réseau des pistes rurales est encore insuffisant. Sur un linéaire de plus de 25 575 km de pistes inventoriées, seul un réseau de 8 185 km de pistes a été aménagé à ce jour, dont 2 213 km effectivement entretenues (construites).

Tableau 2.4 : Etat du réseau routier bitumé et en terre en octobre 2011

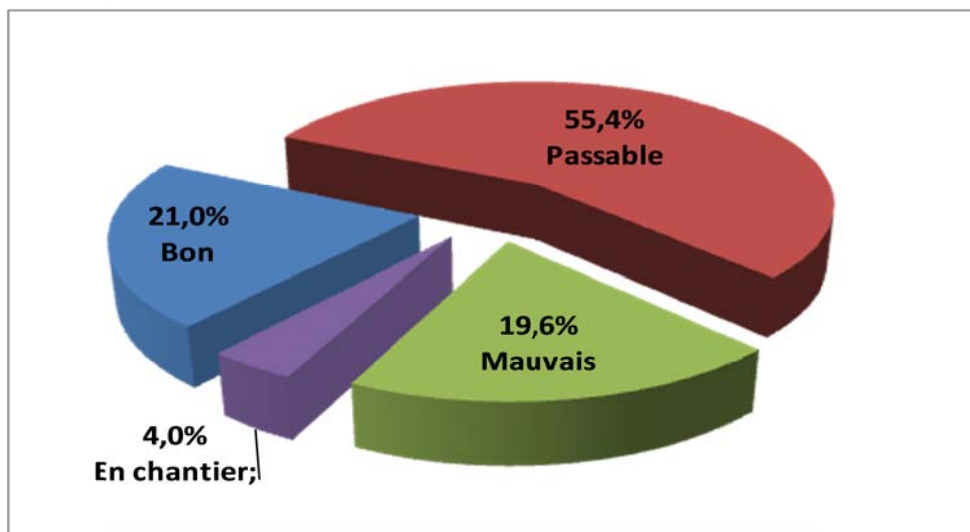
Niveau de service	Routes bitumées	Proportion (%)	Routes en terre (km)	Proportion (%)
Bon	1421,0	64,2	2823,2	47,5
Passable	376,2	17,0	1498,7	25,2
Mauvais	263,1	11,9	806,7	13,6
En chantier	151,5	6,9	816,0	13,7
Total	2211,8	100,0	5944,6	100,0

Source : DGTT

Etat du réseau routier national non compris la voirie urbaine : Moins du quart du linéaire est en bon état en 2011

La réalisation d'infrastructures routières constitue une des priorités pour le gouvernement, qui s'emploie à désenclaver beaucoup de localités, à faciliter le bon écoulement des marchandises, à rendre l'accès aux marchés facile pour les populations. Toute fois, de nombreux efforts restent à relever en faveur du réseau routier national. En effet, jusqu'au 31 décembre 2011, seulement 21% du réseau routier national non compris la voirie urbaine est en bon état. Environ 20% est en mauvais état et mérite d'être aménagé afin de soulager les populations.

Graphique 7 : Etat du réseau routier national non compris la voirie urbaine en 2011



Source : DGTT, 2012

Densité routière (en km pour 10 000 hbts): une diminution progressive d'année en année

Les pistes rurales constituent le principal réseau de collecte et d'évacuation des produits agricoles. Le désenclavement des zones rurales revêt donc une grande importance sur le plan économique, social et politique. Avec l'accroissement démographique rapide, malgré les efforts déjà consentis par le gouvernement jusqu'à nos jours, la densité routière est estimée en moyenne à 6,6 kilomètre de route pour 10 000 habitants, en baisse de 0,2 point par rapport à 2010.

Tableau 2.5 : Densité routière au Bénin en 2011

Région	Population en 2011	Superficie (km ²)	Densité de la population	Longueur de route (km)	Densité routière (en km pour 10 000 hbts)	Densité routière (en km/km ²)
Alibori-Borgou	1 667 806	51 918	32	1 655	9,9	0,032
Atacora-Donga	1 204 690	31 641	38	1 549	12,9	0,049
Atlantique-Littoral	1 964 491	3 312	593	529	2,7	0,160
Mono-Couffo	1 184 793	4 013	295	470	4,0	0,117
Ouémé-Plateau	1 523 995	4 539	336	410	2,7	0,090
Zou-Collines	1 521 302	19 366	79	1 328	8,7	0,069
Ensemble Bénin	9 067 076	114 789	79	5 945	6,6	0,052

Source : SBDTD/DPP/MTPT/INSAE

Le réseau des liaisons urbaines et interurbaines doit être amélioré tenant compte du contexte de la décentralisation et de l'urbanisation. Le point faible du réseau routier, réside surtout dans son manque d'entretien. Ainsi, comparativement aux autres pays d'Afrique de l'ouest, le réseau ferroviaire et routier béninois révèle d'énormes insuffisances.

Le transport fluvial et lagunaire n'est pas développé au Bénin, bien que des potentialités existent pour désenclaver certaines zones, pour la promotion du tourisme, et même pour développer un système de transport public près de Cotonou.

Trafic portuaire au Port Autonome de Cotonou : la nécessité d'augmenter la capacité s'impose

Le Port de Cotonou joue un rôle important dans l'économie béninoise, mais sa capacité actuelle ne répond pas à la demande car, le volume du trafic augmente d'année en année au cours de ces dix dernières années. En effet, le trafic maritime en termes de trafic total des marchandises en tonnes métriques est de 6 788 696 en 2011 contre 3 309 890 en 2001, soit plus du double du trafic observé en 2001. Pour faire face l'évolution grandissante du trafic portuaire et renforcer la compétitivité du PAC, les réformes engagées par le Gouvernement dans ce secteur doivent être poursuivies.

L'état actuel de l'aéroport international ne favorise pas une très bonne performance dans le trafic,

Le Bénin dispose d'un seul aéroport de classe internationale situé à Cotonou. Sa piste d'atterrissage et de décollage d'une longueur de 2 400 m est insuffisante pour accueillir aisément certains types d'avions gros-porteurs. Les possibilités de son allongement sont limitées. Jusqu'en 2007, il existait six (06) pistes d'atterrissage et un (01) aérodrome secondaire (Parakou) dans le pays. Le transport aérien domestique n'existe pas actuellement. Les travaux réalisés dans le cadre de l'organisation du sommet de la CEN-SAD en juin 2008 à Cotonou, ont permis de porter la capacité d'accueil de l'Aéroport International Cardinal Bernardin GANTIN de Cadjèhoun de 09 postes à 23 postes d'avions. Par ailleurs, la construction d'un second aéroport de classe internationale est en cours à Tourou dans le département du Borgou. Aussi, des efforts sont-ils en cours pour la réalisation effective du projet « Aéroport de Glodjigbé »

... en plus, le réseau ferroviaire béninois révèle d'énormes insuffisances à corriger.

Le réseau ferroviaire comprend une voie métrique unique entre Cotonou et Parakou (438 km). Cependant, la voie et le matériel roulant sont en mauvais état au point que l'exploitation de la ligne est partiellement paralysée. Depuis l'achèvement de la route Cotonou-Parakou, les modes ferroviaire et routier sont en forte concurrence dans ce corridor. D'ailleurs, la quantité de marchandises transportées par voie ferroviaire a énormément diminué en 2009 (36 553 tonnes) par rapport à 2000 (155 597 tonnes). Depuis 2010, le réseau ferroviaire n'est plus exploité pour le transport de marchandises et de personnes. La réhabilitation de ce réseau s'impose afin de limiter le développement des gros porteurs qui ne cessent de dégrader le réseau routier construit avec de lourds investissements.

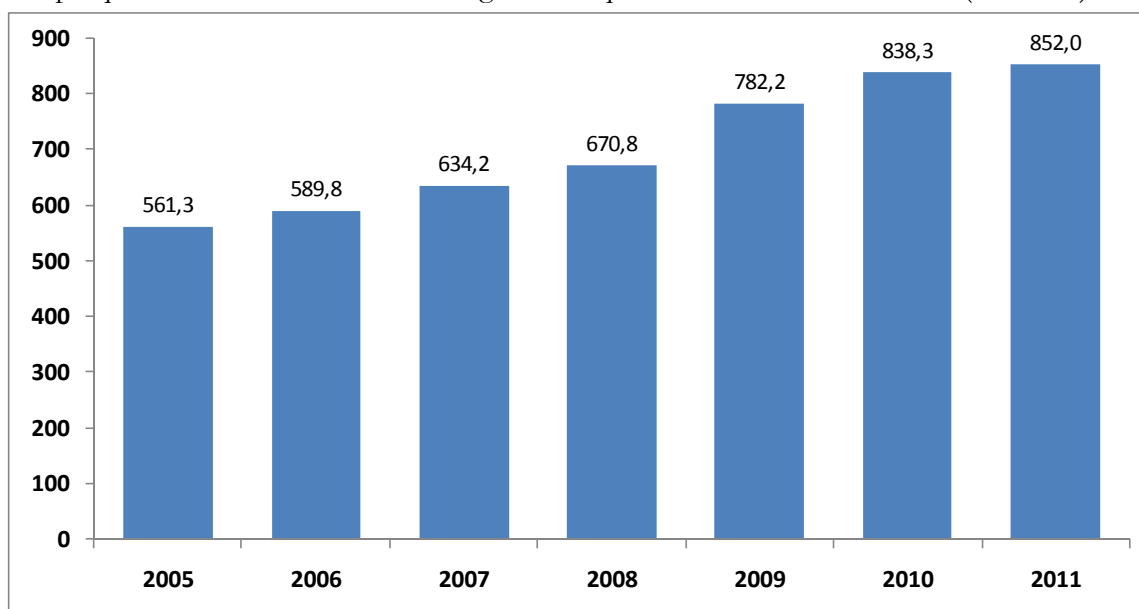
2.3.2. Infrastructures énergétiques

La Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria sont les principaux fournisseurs du Bénin dans la production d'énergie électrique.

Consommation d'énergie électrique : en augmentation permanente d'année en année dernières années

Malgré la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur, la consommation d'énergie électrique est en nette progression depuis l'année 2005 dans le pays. En effet, la consommation d'énergie électrique dans le secteur domestique et des services est passée de 561,3 MWh en 2005 à 852,0 MWh en 2011, soit un accroissement de 7,2% en moyenne par an sur la période. La consommation d'énergie électrique dans le secteur domestique et des services a augmenté de près de 1,6% entre 2010 (838,3 MWh) et 2011 (852,0 MWh).

Graphique 8 : Consommation d'énergie électrique de 2001 à 2011 au Bénin (en MWh)



Source : SBEE, 2011

La durée moyenne de coupure est passée de 80 mn en 2006 à 78 mn en 2007 puis à 97 mn en 2008. A partir de 2009, la durée a considérablement baissé des efforts du Gouvernement dans ce domaine si bien que la durée moyenne de coupure est devenue faible des nos jours; toutefois, le problème de capacité subsiste encore. Pour faire face à ce problème, le Bénin se propose de donner une certaine autonomie et réduise sa dépendance énergétique en se dotant d'une centrale électrique.

Tableau 2.6 : Durée moyenne de coupure du courant électrique entre 2006 et 2008 (en mn)

	2006	2007	2008
Durée moyenne de coupure (Minutes)	80	78	97

Source : SBEE, 2008

2.3.3. Infrastructures hydrauliques et d'assainissement

Le taux de desserte en eau potables en 2011 est en hausse de 3,8 points par rapport à 2010,

Au cours de la dernière décennie, le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers s'évertuent pour qu'une grande part de la population aie accès à l'eau potable. Ainsi, le taux de desserte en milieu rural en eau potable au niveau national a connu une amélioration depuis lors. La part de la population rurale ayant accès à l'eau potable s'élève à 61,0% en 2011 contre 57,2% en 2010. Néanmoins, on observe d'énormes disparités d'un département à un autre en 2011. Les départements du Mono (80,3%), de l'Atacora (70,5%), du Zou (69,1%), du Plateau (67,9%), de la Donga (67,7%), des Collines (64,9%), de l'Alibori (63,4%), du Couffo (63,0) se situent au dessus de la moyenne nationale alors que l'Atlantique (52,3%), le Borgou (52,1%) et notamment l'Ouémé (37,2%), affichent des niveaux en deçà de la moyenne nationale.

... du fait des efforts non négligeables faits par le Gouvernement pour assurer la couverture en points d'eau au niveau national

Le nombre de points d'eau installé est estimé à 23 850 EPE en 2011 contre 21 171 EPE en 2010, soit un accroissement de 12,7%. Mais, il existe toujours des disparités selon les départements. Aussi faut-il signaler que l'entretien des points d'eau s'améliore progressivement. En effet, le taux de fonctionnement des points d'eau est estimé à de 94,2% en 2011 contre 90,4% en 2010, soit environ 1 EPE en panne sur 100 en 2010.

Par ailleurs, la part de la population s'approvisionnant en eau potable provenant de la SONEB ou recourant à l'eau de fontaine/robinet public ou à une pompe villageoise enregistre une hausse d'année en année si bien que la situation de 2011 est meilleure par rapport à celle de 2002. En effet, 73,9% de la population béninoise s'approvisionne en eau potable en 2009 contre 62,7% en 2002.

Mais, beaucoup d'effort restent à faire dans le domaine de l'assainissement

Plus des trois quart des populations adoptent encore des pratiques qui contribuent à la dégradation de notre environnement. En 2011, seulement 16,9% des ménages évacuent les ordures ménagères par la voirie publique ou privée ou ONG (36,9% pour le milieu urbain et 0,6% pour le milieu rural). En 2009, ce taux est estimé à 13,2% au niveau national (31,5% pour le milieu urbain et 1,1% pour le milieu rural). Par ailleurs, 55,3% des ménages (24,5% en milieu urbain et 80,3 en milieu rural) utilisent la nature pour mode d'aisance en 2011 contre 58,1% en 2009 (18,3% en milieu urbain et 84,1 en milieu rural).

2.3.4. Infrastructures de communication

La téléphonie fixe est en voie de disparition au profit des GSM ces dernières années,

Le nombre de lignes téléphoniques fixes mis en place par Bénin Télécoms SA est encore insuffisant, vue le niveau faible de la téledensité enregistré ces dernières années. En effet, le nombre de lignes téléphoniques fixes installés est estimé à 16,8 pour 1 000 habitants en 2011 contre 15 pour 1000 habitants en 2010. Ce déficit a été largement comblé par les réseaux GSM

pour lesquels le nombre d'abonnés a maintenu une tendance à la hausse ces dernières années : nombre d'abonnés estimé à 152 715 en 2011 contre 133 427 en 2010.

... par contre, d'efforts louables sont faits en vue de faciliter l'accès des populations à la connexion internet, à la radio et à la télévision

Le nombre d'abonnés à l'internet bien qu'étant faible est en expansion ces trois dernières années. En effet, environs 37 949 habitants sont abonnés à l'internet par le réseau fixe en 2011 contre 27 036 habitants en 2010; soit environ 4,2 habitants pour 1 000 en 2011 contre 3,1 habitants pour 1 000 en 2010. Quant à l'internet par les réseaux de téléphonie mobile, le nombre d'abonnés est estimé à 242 690 en 2011 contre 97 564 en 2010; soit environ 26,8 habitants pour 1 000 en 2011 contre 11,1 habitants pour 1 000 en 2010. Cette tendance enregistrée pour le nombre d'abonné à internet va se traduire par une augmentation de la bande passante. En effet, la largeur de la bande passante internationale a connu une amélioration ces trois dernières années ; elle s'est établie à 1 085 mégabits par seconde en 2011 contre respectivement 620 et 205 en 2010 et 2009.

Par ailleurs, les taux de couvertures radiophonique et télévisuelle sont évalués respectivement à 90% et 85% en 2011 contre respectivement 90% et 90% en 2010.

Ces résultats enregistrés au niveau des TIC traduisent les efforts du Gouvernement dans le quadrillage du territoire par le réseau de fibre optique ainsi que dans l'accès aux moyens de communication (couverture radiophonique et télévisuelle, accès facile à la téléphonie).

Encadré 3 : Points saillants de l'axe 2 de la SCRP 3: Développement des infrastructures

Infrastructures de transport

- ***Moins du quart du linéaire est en bon état en 2011 : jusqu'au 31 décembre 2011, seulement 21% du réseau routier national non compris la voirie urbaine est en bon état;***
- ***La densité routière (en km pour 10 000 hbts) diminue progressivement d'année en année : la densité routière est estimée en moyenne à 6,6 kilomètre de route pour 10 000 habitants en 2011, en baisse de 0,2 point par rapport à 2010.***

Infrastructures énergétiques

- ***La consommation d'énergie électrique est en augmentation permanente d'année en année dernières années : la consommation d'énergie électrique dans le secteur domestique et des services a connu un accroissement de 7,2% en moyenne par an sur la période 2005-2011 ;***
- ***La consommation d'énergie électrique dans le secteur domestique et des services a augmenté de près de 1,6% en 2011 (852,0 MWh) par rapport à 2010 (838,3 MWh).***

Infrastructures hydrauliques et d'assainissement

- *Le taux de desserte en eau potables est en hausse en 2011: la part de la population rurale ayant accès à l'eau potable s'élève à 61,0% en 2011 contre 57,2% en 2010; de plus, 72,7% de la population béninoise s'approvisionne en eau potable en 2011 contre 62,7% en 2002 ;*
- *La gestion de l'environnement reste encore une préoccupation car 9 ménages sur 10 des ménages évacuent les ordures ménagères dans la nature pendant qu'environ 6 ménages sur 10 utilisent la nature comme mode d'aisance (EMICoV, 2011).*

Infrastructures de communication

- *La téléphonie fixe est en voie de disparition au profit des GSM ces dernières années : le nombre de lignes téléphoniques fixes installés est estimé à 16,8 pour 1 000 habitants en 2011 contre 15 pour 1000 habitants en 2010 alors que le nombre d'abonnés aux réseaux GSM est estimé à 152 715 en 2011 contre 133 427 en 2010;*
- *Pour la connexion internet, la largeur de la bande passante internationale a presque doublé en 2011 (1 085 Mégabits) par rapport à 2010 (620 Mégabits).*

2.4. Analyse des indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 3 de la SCRP 3: RENFORCEMENT DU CAPITAL HUMAIN

L'axe 3 de la SCRP 3 est centré sur l'amélioration du capital humain à travers la promotion de l'éducation et l'amélioration des soins de santé.

2.4.1. Education

La République du Bénin a toujours réservé une place de choix à l'instruction. Rares sont les villages du Bénin qui ne disposent pas d'une école primaire. Les collèges d'enseignement général et les lycées couvrent la quasi-totalité du territoire national. Ils appartiennent en majorité à l'Etat, mais de plus en plus, des institutions privées s'occupent, aux côtés de l'Etat, de l'éducation au Bénin. L'Enseignement supérieur pour sa part est marqué par la présence de deux universités publiques (UAC et UP) et de quelques établissements privés d'enseignement supérieur. Le système formel d'éducation au Bénin comporte cinq (5) niveaux d'enseignement

L'enseignement maternel d'une durée de 2 ans : une augmentation d'environ 12 116 nouveaux élèves entre 2010 et 2011

En 2011, l'enseignement maternel touchait environ 109 449 enfants contre 97 333 enfants en 2010, soit une augmentation d'environ 12 116 nouveaux élèves en l'espace d'une année. Cette augmentation est faible par rapport à celle notée entre 2009 et 2010. Cet ordre d'enseignement concerne essentiellement les enfants de la tranche d'âge comprise entre 3 et 5 ans. Le sex-ratio dans cet ordre d'enseignement est de 10,1, soit un effectif de 55 032 filles pour 54 417 garçons.

Au cours de l'année 2011, le secteur privé a accueilli 26% des enfants de cet ordre d'enseignement contre 25% en 2010. Le nombre d'enseignants est estimé à 4 043 pour 2 671 écoles. Le taux brut de préscolarisation bien qu'étant très faible, a connu une légère augmentation. Il est de 12,62% en 2011 contre 10,32% en 2010 avec un niveau plus élevé chez les filles (11,60%) que chez les garçons (11,08%).

L'enseignement primaire d'une durée de 6 ans : un accroissement de 5% de la population scolarisée en 2011 par rapport à 2010

Il présente la plus forte population scolaire et regroupe en principe les enfants de 6 à 11 ans selon la législation Béninoise. L'effectif de la population scolarisée était de 1 869 379 élèves en 2011 contre 1 787 940 élèves en 2010, soit un accroissement de 5%. Le sex-ratio est de 8,7, soit un effectif de 870 213 filles pour 999 166 garçons. En 2006, cet ordre d'enseignement comptait 754 115 garçons contre 602 703 filles. Soit un accroissement de 32,5% de l'effectif des garçons et de 44,4% pour les filles entre 2006 et 2011.

En 2011, cet ordre d'enseignement comptait 42 293 enseignants avec 20% de femmes contre 38 540 en 2010. Le ratio d'encadrement (élèves/maitre) a légèrement baissé entre 2010 et 2011. En effet, le ratio était de 44,2 élèves par maitre en 2011 contre 44,4 en 2010. En 2011, les Agents Permanents de l'Etat (APE) représentaient 24,2% des enseignants contre 28,5% en 2010. Cette

situation est due à l'augmentation des agents contractuels qui passent de 14 596 agents en 2010 à 16 363 agents en 2011.

En 2011, le taux brut d'admission (proportion de nouveaux entrants sur l'effectif de la population de 6 ans) était de 130,73%. Niveau relativement faible par rapport à celui de 2010 (132,18%). Les garçons présentent un taux brut d'admission de (133,7%) supérieur à celui des filles (127,54%). Le niveau élevé de cet indicateur traduit la présence, dans l'effectif, de nouveaux entrants âgés de plus de 6 ans ou de moins de 6 ans. Ce phénomène est plus marqué avec le temps. En effet, en 2001 le taux brut d'admission atteint la valeur de 104,8%. En 2002, ce taux a chuté légèrement et est passé à 102,4%. En dehors de ce cas particulier, on observe une progression régulière de l'indicateur d'année en année jusqu'en 2008 avant de connaître une tendance baissière à partir de 2009.

Le taux d'achèvement quant à lui connaît une augmentation légèrement remarquable : il est de 67,9% en 2011 contre 64,1% en 2010. Comparativement à l'année 2010, on relève que le taux d'achèvement est le même chez les garçons que chez les filles.

Au cours de la période 2008-2011, le taux brut de scolarisation a connu une légère augmentation chaque année. En 2011, il a atteint 112,6% contre 104,3% en 2008 et 110,6% en 2010. Ce taux est plus élevé chez les garçons que chez les filles quelque soit l'année.

Tableau 2.7 : Indicateurs sur la performance de l'enseignement primaire selon le genre de 2008 à 2011

Indicateurs	2009			2010			2011		
	T	G	F	T	G	F	T	G	F
Taux d'admission	140,01	141,96	137,94	132,18	133,71	130,5	130,73	133,71	127,54
Taux d'achèvement	72,58	56,83	65	64,07	70,35	57,30	67,86	73,15	73,15
Taux brut de scolarisation	109,1	113,5	104	110,6	114	107	112,62	115,93	109,05
Taux de redoublement	13,4	13,2	13,59	13,4	13,2	13,59	13,27	13,30	13,23
Taux d'abandon	10,72	10,2	11,36	10,72	10,2	11,36	14,41	13,63	15,31

Source : DPP/MEPS G : garçons F : Filles T : Total

L'enseignement secondaire général d'une durée de 7 ans : l'effectif des élèves ne cesse de s'accroître

Il comporte deux cycles (le premier cycle allant de la classe de 6ème à la classe de 3ème et le second cycle allant de la seconde à la terminale). L'enseignement secondaire public général a mobilisé 436 511 élèves en 2007 contre 433 850 en 2006. Dans le secteur privé, l'effectif des élèves en 2005 était de 64 543 élèves, soit 17,09% de l'effectif de l'enseignement secondaire général. En 2006, cet effectif était en baisse, soit 56 437 élèves.

Le taux brut de participation dans l'enseignement secondaire général en 2005 était de 31,23%. Cet indicateur se situe à 39,8% chez les garçons et 22,07% chez les filles. En 2006, cet indicateur était de 31,76%, avec 46,59% pour les garçons contre 24,98% pour les filles.

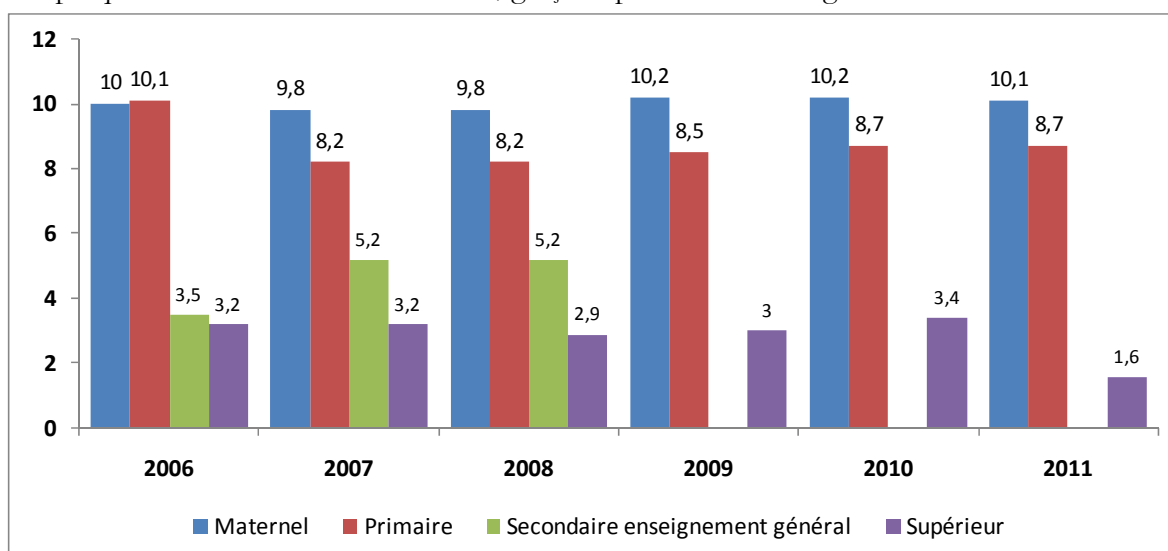
L'enseignement supérieur public : un développement progressif du secteur privé

L'effectif des étudiants dans les établissements de l'enseignement supérieur public (UAC et UP) a connu une augmentation au cours des années. En 2011, les établissements d'enseignement supérieur public comptent 88 556 étudiants contre 27 614 étudiants en 2002 soit une augmentation de 220,7%. Notons qu'en 2008, l'effectif des étudiants (46 671) a baissé par rapport à l'année 2007. L'Université d'Abomey Calavi compte 88,9% des étudiants du secteur public en 2011.

En 2011, le sex-ratio au niveau de l'enseignement supérieur public est de 1,6 soit environ 2 filles pour 10 garçons. Ce ratio est de 0,13 à l'Université d'Abomey Calavi et de 0,21 à l'Université de Parakou. Au niveau des deux universités, 78,4% des étudiants suivent une formation générale. Le nombre d'enseignants permanents dans les deux universités a atteint 1064 en 2011 contre en 2010.

Le ratio étudiants/enseignant après avoir enregistré une augmentation de 16 points en 2009, a baissé entre 2010 et 2011 pour se situer à 83 étudiants pour un enseignant.

Graphique 11 : Evolution du ratio filles/garçons par ordre d'enseignement de 2006 à 2011



Source : Calculs effectués à partir données DPP/MEMP et DPP/MESRS

2.4.2. Santé

Le système sanitaire national est calqué sur le découpage administratif et se définit au travers d'une structure pyramidale à trois niveaux :

- le niveau central ou national ;
- le niveau intermédiaire ou départemental ;
- le niveau périphérique.

Au niveau central, la gestion du système est assurée par le Ministère de la Santé qui est chargé de mettre en œuvre la politique définie par le Gouvernement en matière de santé. Pour ce faire, il initie l'action sanitaire, planifie sa mise en œuvre, coordonne et contrôle l'exécution des tâches

définies. Comme infrastructures au niveau central, nous avons le Centre National Hospitalier et Universitaire (CNHU) et l'Hôpital de la Mère et de l'Enfant Lagune (HOMEL).

Au niveau intermédiaire, le relais de la politique sanitaire nationale est assuré par les Directions Départementales de la Santé dont les actions s'inscrivent dans le sens de la stratégie arrêtée au niveau central. Il existe cinq Centres Hospitaliers Départementaux (CHD) situés dans les départements de l'Ouémé, du Borgou, de l'Atacora, du Zou et du Mono. Dans le Littoral, c'est le CNHU qui, en plus de sa fonction nationale, joue le rôle de CHD-Littoral.

Au niveau périphérique, on retrouve les zones sanitaires qui constituent les entités opérationnelles les plus décentralisées du système de santé béninois. La zone sanitaire est constituée d'un réseau de services de premiers soins : Unité Villageoise de Santé (UVS), Maternités et dispensaires seuls², Centre de Santé (CS) et des formations sanitaires privées, le tout appuyé par un hôpital de première référence (Hôpital de zone), public ou privé, et destiné à desservir une aire abritant entre 100 et 200 mille habitants.

En 2011, on dénombre 27 zones sanitaires qui ont leurs hôpitaux de référence dont 12 jouent pleinement leur rôle sur les 34 fonctionnelles créées suite à la réorganisation de la base sanitaire du Bénin. Cette stratégie permet de rendre viable et performante la qualité des services offerts en même temps qu'elle favorise la décentralisation, la participation communautaire et le partenariat des secteurs public et privé.

Le personnel de santé (médecin, infirmier, sage-femme) est encore en deçà des normes souhaitées.

La couverture sanitaire est encore insuffisante au Bénin : le nombre d'habitants par lit d'hospitalisation a augmenté passant de 923 en 2000 à 5 901 en 2002 puis a globalement diminué pour atteindre 3 868 en 2008. De plus, la disponibilité en personnel médical est en baisse car, le nombre d'habitants par médecin en 2011 est de 8 411 contre 6 787 en 2000. Le nombre d'habitants par infirmier, a connu une augmentation entre 2010 et 2011. En 2011, on comptait 3 856 habitants pour un infirmier contre 2 469 habitants pour un infirmier en 2010, traduisant ainsi une baisse de la disponibilité en personnel infirmier. Le nombre de femmes en âge de procréer par sage-femme présente une augmentation en dents de scie. Après la baisse constatée entre 2006 et 2007, on note une augmentation du nombre de femmes en âge de procréer par sage-femme en 2009 soit 1 563 femmes en âge de procréer pour une sage-femme. Cet effectif a connu une augmentation entre 2010 et 2011.

Le paludisme, les infections respiratoires aiguës et les affections gastro-intestinales constituent les pathologies les plus fréquentes des motifs de consultations en 2011;

Sur le plan épidémiologique, plusieurs pathologies amènent les patients à se présenter en consultation dans les centres de santé. Depuis 2006, près des deux tiers des patients sont allés en consultation pour les trois principales pathologies³ qui affectent la population. La proportion des motifs de consultation pour ces trois pathologies est en évolution et a atteint 72,8% en 2010 contre 60,1% en 2006 et a connu un repli en 2011 (63%). Le paludisme est l'affection qui touche

² "Seuls" signifie qu'il n'y a qu'une seule maternité ou un seul dispensaire

³ -Paludisme ; Infections respiratoires aiguës et Affections gastro-intestinales.

le plus fréquemment les béninois et, le taux de 2010 (42,8%) est en baisse par rapport à celui de 2010 suivi des infections respiratoires aiguës (13,5%). Les infections gastro-intestinales n'affectent que 6,7% des patients. Le taux de guérison de la tuberculose est resté relativement stable sur la période 2000 à 2011. En 2010, on enregistre 227 cas de lèpre dépistés soit une baisse de 8% par rapport à 2009.

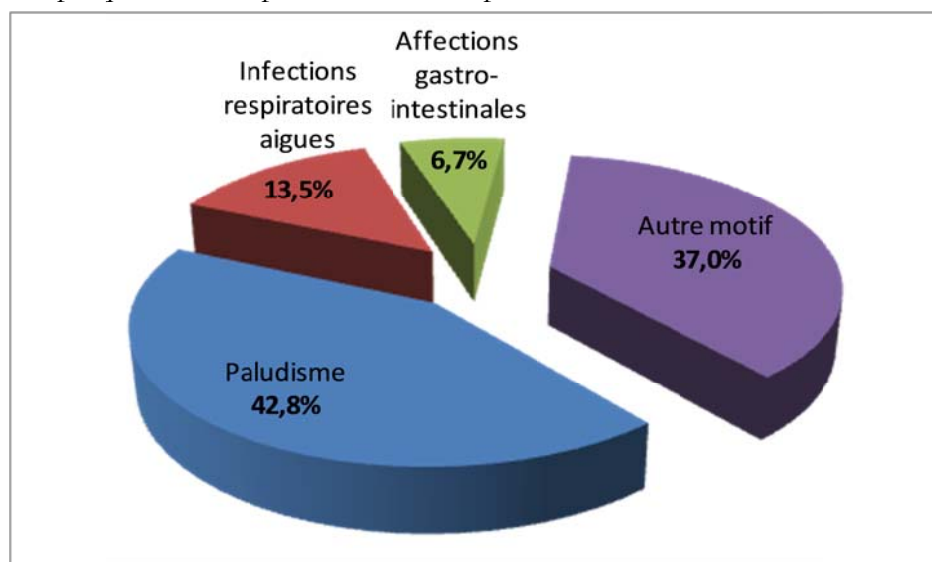
Grâce aux efforts déployés sur les plans matériel et financier, les maladies infectieuses comme la lèpre et l'onchocercose reculent sensiblement et la dracunculose (ver de Guinée) a été éradiquée. De même, la poliomyélite a connu une recrudescence avec 20 cas notifiés en 2009 et 6 cas en 2008 contre 0 cas entre 2005 et 2007 malgré les multiples Journées Nationales de Vaccinations (JNV).

Mais en dépit de ces résultats satisfaisants, le paludisme continue d'être en première ligne des fléaux à combattre. Pour ce faire, il a été lancé un Plan de Lutte Antipaludique Accéléré (LAPA), avec pour objectif, la réduction de 50% des décès dus au paludisme d'ici à l'an 2025, de 30% entre 2010 et 2015, et de 20% entre 2015 et 2025. Il est également question de réduire dans les mêmes proportions le taux de morbidité et l'incidence socio-économique du paludisme d'ici à l'an 2025.

En 2010, le taux de prévalence du Sida a atteint 1,7% dans l'ensemble du pays avec des disparités selon le milieu de résidence : 2,2% en milieu urbain et 1,3% en milieu rural.

Pendant longtemps, de nombreux facteurs, à la fois sociologiques et monétaires tels que le manque de confiance en la médecine moderne et le faible niveau des revenus ont été des facteurs de blocage en matière d'hospitalisation des populations, notamment rurales. Néanmoins, cette situation évolue progressivement, avec les multiples journées de sensibilisation sur la question du VIH/SIDA.

Graphique 9 : Principaux motifs d'hospitalisation en 2011



Source : DPP/MS (2010)

Parmi les affections transmissibles, un accent particulier est mis sur la lutte contre le SIDA. Le taux de prévalence du VIH/SIDA obtenu à partir des sites sentinelles est de 1,7% en 2010 contre 2,0% en 2006, celui obtenu pour la même année au cours de l'EDSB-III est de 1,2%.

La prévalence du VIH est faible au Bénin mais connaît une augmentation. Néanmoins la situation dans certains départements reste préoccupante, tels le Littoral (3,4%), le Couffo (3,3%) et l'Ouémé (2,5%).

Tableau 2.8 : Prévalence du VIH par département en 2006⁴ et 2010

Départements	Sites sentinelles en 2010			EBSB III-2006		
	Urbain	Rural	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Alibori	1,2	0,2	0,4	0,6	0,3	0,4
Atacora	1,7	0,9	1,2	1,5	0,5	1,5
Atlantique	2,6	0,4	1,4	0,5	1,9	1,3
Borgou	0,4	0,0	0,2	1,6	1,6	1,6
Collines	2,2	0,7	1,1	0	0,5	0,3
Couffo	3,3	3,2	3,3	2,8	2,7	2,7
Donga	1,5	1,2	1,3	1,4	3,5	2,5
Littoral	3,4	0,8	3,4	0,5	2,8	1,7
Mono	2,3	2,9	1,2	0,4	2,3	1,4
Ouémé	2,0	0,5	2,5	0,6	0,6	0,6
Plateau	1,8	0,2	0,9	0	1	0,6
Zou	1,3	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7
Bénin	2,2	1,3	1,7	0,8	1,7	1,2

Source : Annuaires Statistiques Sanitaires (2010) ; INSAE-EDSB III, 2006

L'activité vaccinale est importante et bénéficie d'une attention particulière avec le développement du PEV (Programme Elargi de Vaccination) depuis quelques années. Les taux calculés ne concernent que les populations cibles du PEV, à savoir les enfants de moins d'un an.

Sur le plan national en 2011, la couverture vaccinale (enfants de 0-11 mois) en PENTA 3 (Pentavalent 3ème dose) a atteint 94,9% contre un niveau relativement élevé en 2009(98%). La couverture vaccinale moyenne en VAR (Vaccin Anti Rougeoleux) est de 89,1% en 2011 contre 96,3% en 2010 sur toute l'étendue du territoire national.

Selon les statistiques sanitaires, le taux de couverture en BCG en 2011 est de 109,8% contre un niveau relativement stable en 2010(110,2%). En 2011, le taux de couverture du VAR a connu une baisse de 7 points par rapport à celui de 2010 (96,3%). Les départements du Borgou, de l'Alibori et de la Donga affichent les taux les plus élevés. La couverture vaccinale du Vaccin Anti Rougeoleux (VAR) a évolué en dents de scie au cours de la période 2000-2011. En effet, le taux de couverture pour ce vaccin a d'abord connu une augmentation entre 2000 et 2002, passant de 87% à 97% et une stabilité entre 2002 et 2003 puis a diminué progressivement entre 2003 et 2005, passant de 97% à 85% avant de reprendre son allure croissante pour s'établir à 92% en 2007.

Toutefois, le niveau de fréquentation des services de santé reste encore faible en 2011 ;

En 2011, 45,4% de la population a fréquenté les services de santé. On note une baisse par rapport au niveau de 2010 (46,5%). Ce taux a connu une réelle progression entre 2008 et 2009

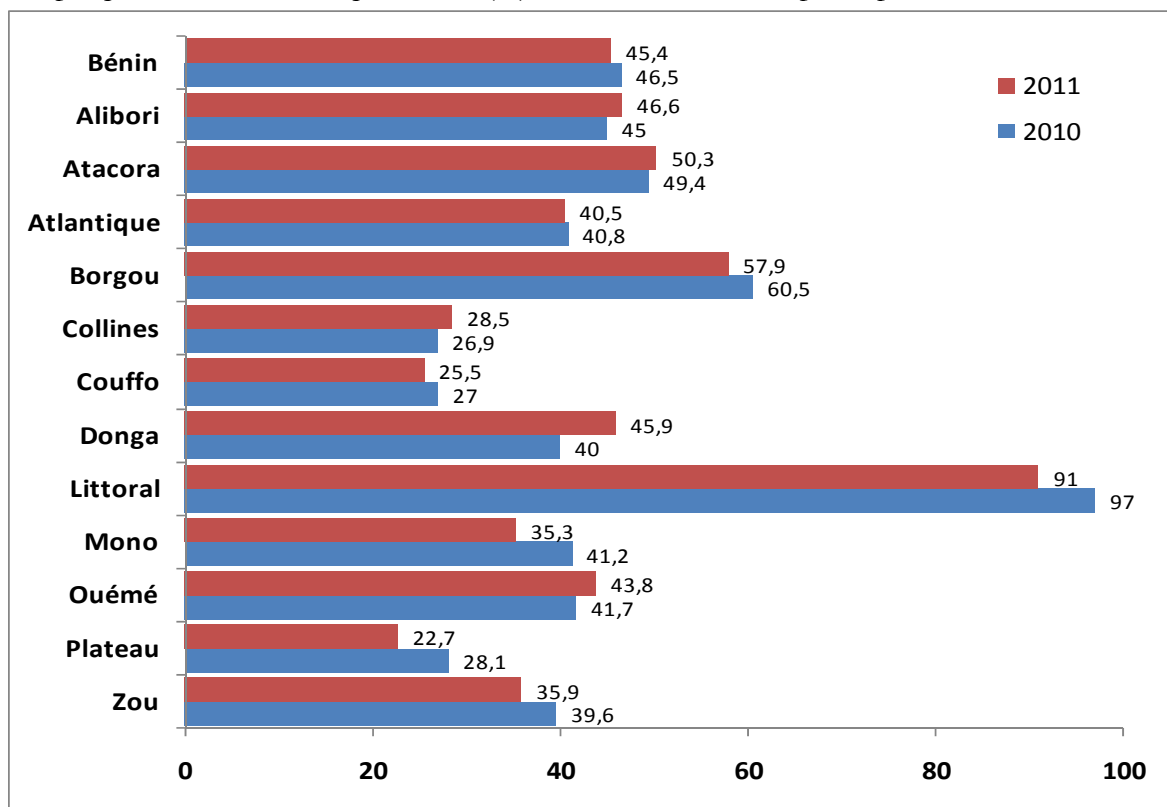
⁴ La prévalence obtenue à partir des sites sentinelle n'est pas comparable à celle obtenue à partir de l'EDSB III, car l'approche méthodologique utilisée à l'EDSB III diffère de celle utilisée pour les sites sentinelles.

dans les départements de l'Atlantique (38% à 43%) et du Littoral (87% à 101%). Par contre, dans les départements de l'Atacora (51% à 46%) et des Collines (30% à 28%), ce taux a connu une baisse assez importante. De plus, en 2011, les départements du Plateau (22,7%), du Couffo (25,5%) et des Collines (28,5%) affichent les plus faibles taux de fréquentation des services de santé.

...Par ailleurs, le taux de couverture des accouchements assistés est en hausse de 13,1 points en 2011 par rapport à son niveau de 2010.

Situé à une faible niveau en depuis 2007, le taux de couverture en consultations prénatales est passé à 93,4% en 2010 contre 96% en 2007 et a connu une augmentation en 2011 (97,2%); celui des consultations postnatales suit une tendance baissière (38,9% en 2011 contre 43% en 2007). En 2011, 94,4% des accouchements sont assistés par du personnel de santé ; le niveau atteint en 2011 est en hausse de 13,1 points de pourcentage par rapport à 2010, malgré son niveau resté stable entre 2007 et 2008 : 82%.

Graphique 10 : Taux de fréquentation (%) des services de santé par département en 2010 et 2011



Source : DPP/MS

2.4.3. Participation de la femme à la prise de décision et renforcement des capacités

Les politiques en faveur des femmes méritent d'être renforcées,

La participation de la femme à la prise de décision a connu une évolution significative entre 2000 et 2003. En effet, l'Indice de la Participation de la Femme est passé de 0,281 en 2000 à 0,336 en

2003. Cependant, des progrès restent encore à réaliser en matière de scolarisation des filles dans tous les ordres de l'enseignement.

Par ailleurs, l'accès des femmes au patrimoine foncier et au crédit reste faible. En effet, la proportion de parcelles avec titre foncier appartenant aux femmes n'a pas connu de variation significative entre 2000 et 2003 (18% en moyenne sur la période). Sur 100 crédits octroyés aux populations par les banques en 2003, 26 sont dirigés vers les femmes. Cependant, il faut signaler que le secteur de la microfinance cible en majorité les femmes. On compte (entre 2000 et 2003) environ 3 femmes pour 2 hommes touchés par le secteur de la microfinance.

En 2011 on compte 5 femmes ministres sur 26 au gouvernement; 9 femmes députés sur 83 et une femme maire sur les 77.

Au titre de l'année 2011, 4674 chercheurs d'emploi ont été reçus et orientés contre 6413 en 2010, soit une baisse de 37,2%. Parallèlement, toutes les prestations d'activités relevant du « cœur de métier emploi », à savoir les formations en technique de recherche d'emploi, les mises en relation et les insertions ont connu une plus grande ampleur.

...aussi, l'insertion de jeunes diplômés est-elle encore faible, malgré les efforts du gouvernement dans ce domaine.

Au cours de l'année 2009, on dénombre 3 084 personnes qui se sont inscrites au Programme d'Aide à l'Emploi Indépendant (PAEI), contre 2111 en 2008, soit un accroissement de 46,1%. Quant au nombre de bénéficiaires, il est passé de 1013 en 2008 à 1172 personnes en 2009.

Le nombre d'inscrits au programme d'Aide à l'Insertion des Demandeurs d'Emploi (AIDE), qui est un programme d'emploi salarié, a connu une augmentation de 43,2%, passant de 3481 en 2008 à 4984 en 2009. Dans le même temps, le nombre de bénéficiaires en 2009 était de 711 contre 562 en 2008, soit un accroissement de 26,5%.

Encadré 4 : *Points saillants de l'axe 3 de la SCRP 3: renforcement du capital humain*

Education

- ***Le taux de préscolarisation en 2011 est de l'ordre de 12,6% contre 10,38% en 2010 ;***
- ***La scolarisation dans le primaire a connu un accroissement (le taux brut de scolarisation est de 112,6% en 2011 contre de 110,6% en 2010) ;***
- ***En 2011, le taux de redoublement est de l'ordre de 13,3% et le taux d'abandon de 14,4%; ces taux étaient respectivement de 13,4% et 10,7% en 2010 ;***
- ***L'enseignement supérieur public a connu une augmentation de l'effectif des étudiants inscrits entre 2010 et 2011: 88 556 en 2011 contre 82 942 en 2010. Cet ordre d'enseignement compte 2 filles pour 10 garçons.***

Santé

- ***Le niveau de fréquentation des services de santé reste encore faible en 2011***

(45,4%). De plus, en 2011, les départements du Plateau (22,7%), du Couffo (25,5%) et des Collines (28,5%.) affichent les niveaux les plus bas. Par rapport au niveau de 2010, le taux de fréquentation a baissé dans les départements du Borgou, du Couffo, du Littoral, du Mono, du Plateau et du Zou ;

- *En 2011, le taux de couverture des accouchements assistés est en hausse de 13,1 points par rapport à son niveau de 2010(81,3%) ;*
- *Le personnel de santé (médecin, infirmier, sage-femme) est encore en deçà des normes souhaitées ;*
- *Le paludisme, les infections respiratoires aiguës et les affections gastro-intestinales constituent les pathologies les plus fréquentes avec 63% des motifs de consultations en 2011 contre 72,8% en 2010.*

2.5. Analyse des indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 4 de la SCRP 3: PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE

Dans la SCRP 3, la promotion de la bonne gouvernance fait notamment référence à l'accélération des réformes administratives et au renforcement de l'Etat de droit et des libertés individuelles. Elle s'apprécie principalement par rapport aux dépenses de l'Etat, aux délais de paiement, au dispositif de passation de marché et au fonctionnement de l'appareil judiciaire.

Dépenses courantes hors salaires de l'Etat (cette partie est à actualiser après mise à disposition des données par le point focal)

En 2010, les dépenses de l'Etat base engagements ont connu une baisse (153 453 millions) par rapport à l'année 2009 (318 976 millions). Il faut noter que sur la période 2006-2007, les dépenses totales de l'Etat ont connu aussi une baisse. En effet, les dépenses totales sont passées de 499 679 millions de F CFA en 2006 à 317 190 millions de F CFA en 2007 soit un repli de 36,5% sur la période.

Les secteurs sociaux ont accru leurs dépenses courantes hors salaires de 24,2%, passant de 71 633 millions en 2009 à 88 991 millions en 2010. Les secteurs de l'éducation et de la santé concentrent respectivement 65% et 22% des dépenses hors salaires des secteurs sociaux soit au total 87% des dépenses hors salaires des secteurs sociaux en 2010, niveau supérieur à celui de 2009 (80%). Néanmoins, on note une baisse de 3,4% des dépenses courantes hors salaires au niveau de la Santé entre 2009 et 2010. Par contre, les dépenses dans l'Education ont considérablement augmenté de 55,7% entre 2009 et 2010.

Concernant les hautes institutions de l'Etat, la Présidence de la République et l'Assemblée Nationale sont les plus consommatrices de ressources publiques. En 2010, leurs budgets représentaient 76,0% des dépenses hors salaires des hautes institutions de l'Etat contre 76,7% en 2009.

Même si la plupart des institutions et départements ministériels ont vu leurs budgets décroître sensiblement, on note un meilleur arbitrage en faveur des secteurs sociaux, notamment en faveur de l'éducation. Cette option s'explique par les priorités de la politique du Bénin en matière de développement du capital humain et des infrastructures économiques, sources majeures d'une croissance économique durable.

Exécution budgétaire des ministères : un accroissement de la capacité d'investissement en 2011 par rapport à 2010

La capacité d'absorption des dotations budgétaires pour l'investissement dans les ministères a accru en 2011 par rapport à 2010 : elle s'est établie à 80,35% en moyenne en 2011 contre un taux moyen de 26,98% en 2010. La performance dans la capacité d'absorption budgétaire pour l'investissement s'est améliorée dans la plupart des ministères. Cette performance peut s'expliquer par des efforts d'amélioration enregistrés des délais dans certains domaines dans les ministères à savoir :

- les procédures de décaissement des fonds ;

- les passations des marchés publics ;
- la mise à disposition des crédits d'investissements.

Délais moyens de paiement des dépenses publiques : un accroissement en 2011 par rapport à 2010

En 2011, le délai moyen de paiement des dépenses est de 24,7 jours contre 17,5 jours en 2010. Cette situation traduit la contre performance de l'administration, du faite de la lenteur des procédures administratives. En général, ce délai moyen a augmenté au niveau de tous les ministères.

Délais de passation des marchés publics de 2011: en diminution nette par rapport à 2010

Le délai moyen de passation des marchés publics a connu une amélioration en 2011 par rapport à 2010. En effet, les délais de passation des marchés publics sont en moyenne de 73 jours en 2011 contre 86 jours en 2010 ; soit une baisse de plus de 15,4%. On note une augmentation du délai moyen de passation des marchés sur financement du budget national. Ainsi, le délai moyen de passation des marchés de service (respectivement de grands travaux) est passé de 80 jours en 2010 à 71 jours en 2011 (respectivement de 91 jours à 91,5 jours).

Fonctionnement de l'appareil judiciaire : le tiers des magistrats se trouve à Cotonou.

Le nombre de magistrats dans les juridictions est resté stable (142) entre 2010 et 2011. Environ le tiers (36%) des magistrats se trouve à Cotonou. Le ratio habitants/magistrat a connu une baisse en 2011 : 67 585 habitants pour un magistrat contre 70 813 en 2010. Les prisons civiles restent marquées par une surpopulation carcérale (le taux d'occupation des prisons est passé de 199% en 2010 à 205% en 2011) avec une prépondérance des détenus en attente de jugement par rapport aux condamnés.

Encadré 5 : Points saillants de l'axe 4 de la SCRP 3: Promotion de la bonne gouvernance

- *La capacité d'absorption des dotations budgétaires pour le l'investissement dans les ministères a accru en 2011 par rapport à 2010 : elle s'est établie à 80,35% en moyenne en 2011 contre un taux moyen de 26,98% en 2009 ;*
- *Les délais moyens de paiement des dépenses publiques ont accru pour atteindre 24,7 jours en 2011 contre 17,5 jours en 2010 ;*
- *Le délai de passation de marchés est de 73 jours en moyenne en 2011, en diminution nette par rapport à 2010 (86 jours).*

2.6. Analyse des indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 5 de la SCRP 3: DEVELOPPEMENT EQUILIBRE ET DURABLE DE L'ESPACE NATIONAL

Visite aux parcs touristiques : le parc Pendjari apparaît plus attractif (les données de 2011 ne sont pas fournies)

Au sujet des visiteurs dans les deux parcs nationaux du Bénin, le nombre est en nette augmentation depuis 2005. Il a presque doublé entre 2005 et 2008 passant de 4 703 pour la saison cynégétique 2005-2006 à 8 026 pour la saison cynégétique 2007-2008. Dans le parc Pendjari, l'effectif des visiteurs a atteint le chiffre de 6 825 pour la saison synergétique 2009-2010, soit une augmentation de 6,2% par rapport à la saison précédente. Les étrangers sont ceux qui visitent le plus le parc Pendjari, ils représentent plus de 68,1% des visiteurs en 2009. L'effectif des visiteurs nationaux a baissé de 1,9% entre 2009 et 2010.

Tableau 2.9 : Evolution de l'effectif des visiteurs dans les parcs W et PENDJARI

PARC	Types de visiteurs	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
PENDJARI	Visiteurs étrangers	2531	2874	3798	4301	4204	4647
	Visiteurs nationaux	1713	1829	2276	2183	2220	2178
	Total de visiteurs	4244	4703	6074	6484	6424	6825
PARC W	Visiteurs étrangers	260	556	127	22	-	110
	Visiteurs nationaux	322	264	1610	1520	-	95
	Total de visiteurs	582	820	1737	1542	-	205
TOTAL	Visiteurs étrangers	2791	3430	3925	4323	4204	4757
	Visiteurs nationaux	2035	2093	3886	3703	2220	2273
	Total de visiteurs	4826	5523	7811	8026	6424	7030

Source : CENAGREF/MEHU

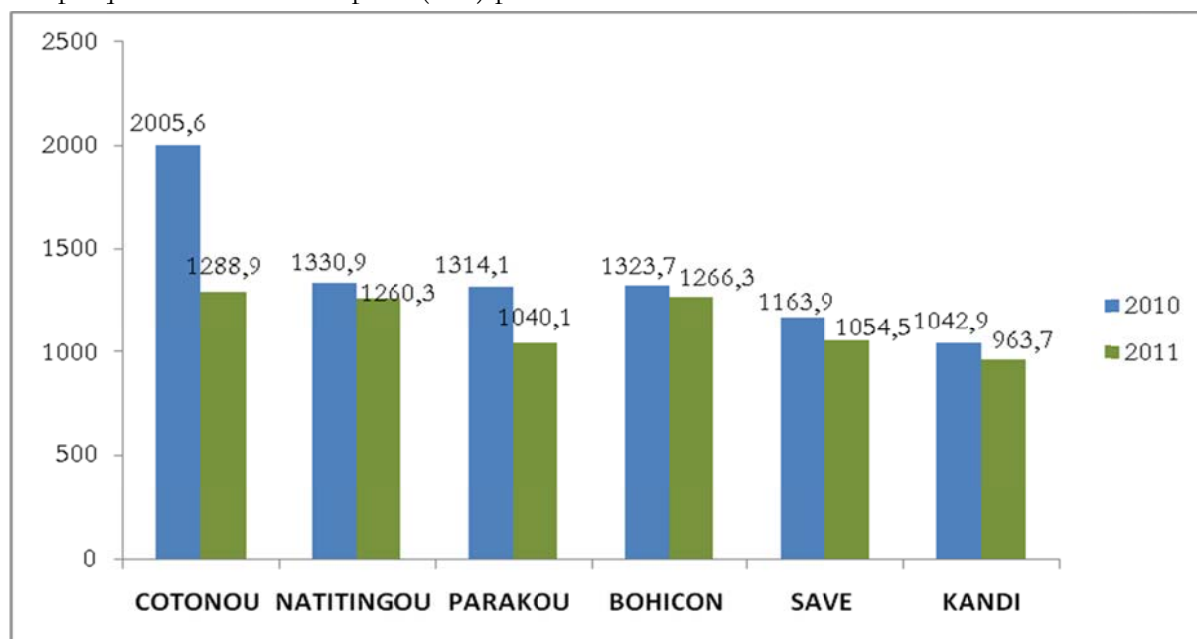
Ressources forestières du Bénin : une exploitation grandissante

Quant à l'exploitation du bois d'œuvre, on note des variations importantes au cours des 10 dernières années. Les résultats de l'EMICoV 2010 indiquent que le bois (73,9%) suivi du charbon (20,77%) sont les modes de cuisson les plus courants. En revanche, au cours de l'année 2010, le volume de bois d'œuvre exporté s'élève à 68 536m³ contre 33 807m³ en 2009. Sur toute l'étendue du territoire national la quantité exploitée comme bois de chauffe s'élève à 37 198 stères en 2010 contre 57 667 stères en 2009. Par ailleurs, 1 223 558 sacs de 50kg de charbon de bois ont été enregistrés dans le circuit formel en 2010 contre 786 571 sacs de 50kg en 2009. Toutes ces pratiques contribuent à exercer une forte pression sur les ressources forestières du pays. Les actions de reboisement sont de plus en plus renforcées pour limiter les dégâts que cause cette exploitation forestière grandissante. En revanche, la superficie totale reboisée par l'Administration forestière s'établit à 4 048,58 ha en 2010 contre 6 545,7ha+16 123 mètres linéaires en 2008. Par ailleurs, les agents forestiers sont encore en nombre insuffisant car depuis 2007, un agent forestier couvrait près de 184 ha de forêt classée.

Variations climatiques : une baisse des précipitations en 2011 par rapport à 2010

Au niveau du climat, les totaux annuels des précipitations ont connu un repli en 2011 par rapport à 2010 : à Cotonou (1288,9 mm en 2011 contre 2005,6 mm en 2010), Bohicon (1266,3 mm en 2011 contre 1323,7 mm en 2010), Savè (1054,5 mm en 2011 contre 1163,9 mm en 2010), Kandi (963,7 mm en 2011 contre 1042,9 mm en 2010), Parakou (1040,1 mm en 2011 contre 1314,1 mm en 2010) et à Natitingou (1260,3 mm en 2011 contre 1330,9 mm en 2010).

Graphique 12 : Hauteur de pluie (mm) par station en 2010 et 2011



Source : A partir des données de l'ASECNA

Par ailleurs, toutes les stations ont enregistré une baisse du nombre de jours de pluie en 2011 par rapport à 2010. La baisse a été plus importante dans les stations de Kandi (71 jours en 2011 contre 91 jours en 2010) et de Bohicon (83 jours en 2011 contre 101 en 2010). En 2011, le nombre de jours de pluies le plus faible a été enregistré à Kandi (71 jours) ; le plus élevé est celui de Natitingou (108 jours).

Les températures moyennes et l'humidité relative de l'air n'ont pas varié de façon significative entre 2010 et 2011.

La proportion de parcelles dotées de titre foncier augmente d'année en année

L'accès au foncier a connu une avancée ces deux dernières années avec les réformes foncières introduites par le gouvernement et accompagnées par MCA Bénin depuis 2006. En effet, en 2007, 65% des ménages sont propriétaires de parcelles. Par ailleurs, la part des parcelles dotées de titre foncier est estimée à 2% en 2007. De plus, les conflits fonciers sont en baisse en 2009 par rapport à 2007, vu que le pourcentage de parcelles objets de conflits fonciers est estimé à 1,3% en 2007.

Encadré 6 : Points saillants l'axe 5 de la SCRP 3: Développement équilibré et durable de l'espace national

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles et l'amélioration du cadre de vie

- *Sur toute l'étendue du territoire national, l'exploitation bois de chauffe s'élève à 37 198 stères en 2010 contre 57 667 stères en 2009, soit une baisse de 35,5% ;*
- *La superficie totale reboisée par l'Administration forestière s'établit à 4 048,58 ha en 2010 contre 6 545,7ha+16 123 mètres linéaires en 2008.*
- *Par ailleurs, toutes les stations ont enregistré une baisse du nombre de jours de pluie en 2011 par rapport à 2010*

Gestion des catastrophes et des risques naturels

- *L'année 2011 a été marquée par des inondations moins grave que celui de 2010, qui ont causé de dommages et pertes de produits agricoles.*

III. PROFILS SOCIO-ECONOMIQUES EN CHIFFRES

Cette section présente les données disponibles pour les indicateurs retenus suivant les axes identifiés dans la section II.

Indicateurs de résultats pertinents pour l'objectif central de la SCRP

Tableau 3. 1. 1 : Indicateurs de développement

INDICATEURS	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Indice du Développement Humain (IDH)	0,44	0,46	0,464	0,467	0,468	0,471	0,502	nd	nd	0,490	nd
PIB à prix courant (en Milliard de Franc CFA)	1832,1	1956,9	2067,5	2140	2298,7	2460,2	2639	2970,5	3109,4	3248,2	3444,0
PIB réel (en Milliard de Franc CFA)	855,9	893,8	928,5	957,4	984,9	1021,8	1069,1	1122,7	1152,7	1182,1	1225,3
PIB courant / Tête (en \$ U.S) 1\$ = 500 FCFA	556,5	578,1	593,7	578,5	600,9	620,3	645,4	702,3	710,9	715,9	733,1
Taux d'ouverture du commerce extérieur	53,2	53,2	52,0	48,7	50,1	46,2	47,9	47,3	40,9	39,8	38,7

Source : INSAE

Tableau 3. 1. 2 : Indices de pauvreté par département et par milieu de résidence

Départements & milieux	2002			2006			2007			2009			2011		
	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)
Départements															
Alibori	34	0,118	0,056	42,5	0,151	0,081	43,3	0,136	0,059	35,7	0,111	0,05	36,285	0,092	0,033
Atacora	43,3	0,149	0,071	32,3	0,078	0,029	33,16	0,077	0,028	36	0,107	0,046	39,742	0,096	0,034
Atlantique	19,4	0,078	0,046	39,6	0,111	0,046	36,38	0,113	0,05	36,9	0,111	0,048	39,010	0,115	0,048
Borgou	24,2	0,101	0,063	39,2	0,172	0,105	39,23	0,136	0,065	28,9	0,095	0,045	31,462	0,079	0,028
Collines	25,6	0,084	0,044	36	0,099	0,04	31,17	0,077	0,03	44,2	0,142	0,064	46,070	0,122	0,047
Couffo	27,7	0,095	0,048	40,4	0,114	0,047	35,38	0,09	0,034	46,5	0,136	0,055	46,577	0,133	0,056
Donga	36,4	0,119	0,06	36,2	0,101	0,039	33,62	0,1	0,043	31,3	0,088	0,037	36,641	0,095	0,034
Littoral	9,5	0,037	0,021	37,8	0,132	0,067	26,24	0,08	0,038	23,9	0,059	0,022	25,882	0,072	0,031
Mono	40,2	0,166	0,097	37,1	0,095	0,036	27,56	0,077	0,033	46,5	0,143	0,059	43,527	0,113	0,042
Ouémé	35,4	0,18	0,127	36,1	0,119	0,055	25,33	0,076	0,036	24,3	0,057	0,02	25,431	0,061	0,023
Plateau	37,3	0,132	0,07	40,3	0,128	0,059	35,23	0,089	0,032	32,7	0,088	0,037	36,013	0,108	0,047
Zou	34,9	0,114	0,062	35,9	0,096	0,039	32,68	0,078	0,028	41,2	0,128	0,057	41,488	0,126	0,054
Milieu de résidence															
Urbain	23,6	0,107	0,069	36,5	0,12	0,057	28,31	0,085	0,039	29,76	0,0847	0,0355	31,351	0,088	0,036
Rural	31,6	0,11	0,058	38,3	0,115	0,053	36,08	0,101	0,041	38,36	0,1158	0,0498	39,686	0,105	0,040
Bénin	28,4	0,109	0,063	37,5	0,117	0,055	33,26	0,095	0,04	35,2	0,104	0,045	36,195	0,098	0,039

Source : Calculs effectués par INSAE à partir des bases de données de ELAM9; ECVR2; Enquête QUIBB, 2002; EMICOV (2006, 2007, 2010 et 2011).

Tableau 3. 1. 3 : Indices de pauvreté selon le genre et le niveau d’instruction du chef de ménage

Catégorie	2006			2007			2009			2011		
	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)
Genre												
Masculin	37,37	0,116	0,054	34,66	0,099	0,042	36,2	0,108	0,046	38,0	0,104	0,041
Féminin	36,1	0,109	0,048	26,51	0,077	0,034	30,4	0,086	0,036	27,6	0,070	0,027
Niveau d’instruction												
Aucun	41,45	0,133	0,063	35,9	0,094	0,036	39,9	0,121	0,052	42,9	0,119	0,048
Primaire	35,18	0,103	0,046	30,1	0,093	0,043	31,5	0,088	0,036	33,0	0,086	0,033
Secondaire et technique	26,38	0,068	0,028	32,5	0,11	0,054	20,6	0,057	0,023	24,2	0,061	0,023
Supérieur	11,11	0,037	0,02	4,6	0,007	0,002	6,8	0,017	0,006	10,5	0,028	0,013

Source : Calculs effectués par INSAE à partir des bases de données de ELAM ; ECVR2; Enquête QUIBB, 2002, EMICOV (2006, 2007, 2010 et 2011).

Tableau 3. 1. 4 : Indices de Gini selon le milieu de résidence et le genre

Catégorie	2002	2006	2007	2009	2011
Milieu de résidence					
Urbain	0,479	0,524	0,465	0,468	0,452
Rural	0,361	0,481	0,416	0,396	0,373
Sexe					
Masculin	0,435	0,539	0,472	0,467	0,469
Féminin	0,456	0,497	0,462	0,467	0,441
Bénin	0,44	0,53	0,472	0,469	0,464

Source : Calculs effectués par INSAE à partir des bases de données de ELAM9; ECVR2; Enquête QUIBB, 2002, EMICOV (2006, 2007, 2010).

Tableau 3. 1. 5 : Contributions des départements à la pauvreté nationale

Départements	2006			2007			2009			2011		
	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)
Alibori	8,56	10,1	12,07	9,92	11,09	11,46	8,8			6,4		
Atacora	6,92	5,55	4,6	8,05	6,66	5,86	7,3			10,0		
Atlantique	11,21	10,44	9,64	11,61	12,86	13,58	11,7			13,0		
Borgou	5,33	7,77	10,57	6,07	7,49	8,61	8,4			7,9		
Collines	7,46	6,81	6,13	7,39	6,46	6,17	10,6			8,7		
Couffo	9,4	8,81	8,09	9,39	8,52	7,7	10,1			8,7		
Donga	11,31	10,49	9,02	11,95	12,65	13,01	4,2			4,9		
Littoral	7,66	8,88	10,04	6,06	6,53	7,41	5,7			8,4		
Mono	9,93	8,45	7,13	8,19	8,12	8,31	7,6			6,3		
Ouémé	5,02	5,5	5,66	4,05	4,34	4,9	8,2			8,5		
Plateau	11,52	12,15	12,48	11,45	10,26	8,76	4,7			6,4		
Zou	5,67	5,04	4,56	5,88	5,01	4,24	12,5			10,8		

Source : Calculs effectués par INSAE à partir des bases de données de ELAM9; ECVR2; Enquête QUIBB, 2002; EMICOV (2006, 2007, 2010 et 2011).

Tableau 3. 1. 6 : Indice de Développement Humain (IDH) par département

IDH	2004	2005	2006	2007	2009
Alibori	0,405	0,406	0,335	0,512	0,316
Atacora	0,417	0,418	0,386	0,485	0,366
Atlantique	0,475	0,476	0,469	0,474	0,499
Borgou	0,439	0,44	0,421	0,492	0,455
Collines	0,497	0,498	0,462	0,494	0,475
Couffo	0,446	0,447	0,404	0,477	0,412
Donga	0,471	0,472	0,392	0,48	0,378
Littoral	0,62	0,621	0,62	0,48	0,654
Mono	0,519	0,52	0,441	0,463	0,460
Ouémé	0,527	0,528	0,503	0,489	0,525
Plateau	0,445	0,446	0,402	0,492	0,412
Zou			0,4	0,453	0,441
Bénin	0,467	0,468	0,471	0,502	0,490

Source : RNDH, 2005; INSAE, 2007, 2010

Tableau 3. 1. 7: Indices de pauvreté non monétaire par département

Départements	2007			2009			2011		
	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)
Alibori	46	0,0312	0,0033	33.3	0.149	0.090	41,4	0,165	0,098
Atacora	65,8	0,0651	0,0083	69.7	0.313	0.179	58,3	0,272	0,181
Atlantique	30,9	0,0215	0,002	26.4	0.107	0.058	24,3	0,101	0,066
Borgou	45,9	0,0629	0,0242	32.2	0.120	0.062	29,5	0,111	0,064
Collines	28,9	0,0189	0,0019	17.3	0.061	0.030	22,6	0,08	0,048
Couffo	48,5	0,0338	0,0034	42.2	0.169	0.085	37,2	0,153	0,093
Donga	38,8	0,0292	0,0032	21.4	0.074	0.039	23,7	0,079	0,043
Littoral	17,3	0,0365	0,0127	13.0	0.037	0.016	20,1	0,061	0,027
Mono	49,2	0,0398	0,0043	44.9	0.230	0.147	41,2	0,201	0,141
Ouémé	28,4	0,0429	0,0135	19.5	0.081	0.045	20,1	0,07	0,043
Plateau	43,8	0,0323	0,0033	28.7	0.107	0.056	28,1	0,105	0,065
Zou	43,2	0,0326	0,0033	32.3	0.130	0.069	27,9	0,11	0,066
Bénin	39,7	0,0374	0,0075	30.8	0.127	0.070	30,2	0,121	0,074

Source : INSAE, 2007, 2010 et 2011

Tableau 3. 1. 8: Incidence du noyau dur (%)

Milieu de résidence	2007	2009	2011
Urbain	6,1	11,6	12,6
Rural	8,8	15,4	14,3
BENIN	7,8	14,0	13,6

Source : INSAE, 2007, 2010 et 2011

Indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 1 de la SCRP 3 :

Accélération de la croissance

Tableau 3. 2. 1 : Indicateurs de croissance économique

Indicateurs	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB nominal (%)	9,1	6,8	5,6	3,5	7,4	7	7,4	12,6	4,8	4,5	6,0
Taux de croissance économique réel (%) (prix de 1985)	6,2	4,4	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	5	2,7	2,6	3,7
Taux de croissance de la population	2,8	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
Taux de croissance du PIB par habitant (%)	6,3	4,4	3,9	0,1	3,9	3,5	3,8	8,8	1,2	0,06	2,4
Contribution à la croissance en % (secteur primaire)	2,5	1	0,9	2,4	-0,3	2,1	1,6	1,4	0,8	0,9	2,3
Contribution à la croissance en % (secteur secondaire)	1,3	1	0,4	-0,1	0,8	-0,1	0,5	0,6	0,6	-0,1	0,5
Contribution à la croissance en % (secteur tertiaire)	2,4	1,4	1,9	-0,1	1,8	1,8	2,5	3	0,9	0,9	0,7
Taux d'accroissement des exportations de biens d'équipements	-4,4	-16,9	69	-24,4	173,7	-69,5	24,9	1109,9	-58,7		
Taux d'accroissement des exportations de biens d'investissements	-4,6	-16,7	63	-24,4	171,4	-69,2	-44,2	2594,1	-59,6		
Taux d'accroissement des importations de biens d'équipements	12,6	-2,6	26,3	-11,3	-22,4	1,7	103,7	-4	-0,5		
Taux d'accroissement des importations d'investissements	15,5	-3	28	-11,8	-24,2	5	103,5	-2,8	-2,4		
Nombre d'entreprises immatriculées	3057	3324	3563	3172	3023	3023	3663	4223	4720	6974	7225
Secteur primaire	0	46	37	32	34	26	69	121	87		233
Secteur secondaire	594	2610	2781	2501	2355	2529	1087	945	771		5785
Secteur tertiaire	2463	668	745	639	634	709	2634	3157	3862		1207

Source : INSAE * Provisoire

Tableau 3. 2. 2a : Indices des prix à la consommation (base 100 : 1996 pour 2000-2009 et base 100 : 2008 pour 2010)

Catégorie	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Indice global	119,2	122,1	124	125,1	131,8	136,8	138,5	149,4	100,8	102,6	
Nature du produit											
Indice produit frais	113,7	121,5	118,5	118,5	131,2	130,8	129,2	149,2	105,7	111,2	118,0
Indice Energie	156,9	148,4	159,7	162,8	188,7	210,4	212,9	223,5	90,8	98,9	102,8
Indice hors produit frais et énergie	117,2	119,6	121,9	123,1	126,2	131	133,7	142,1	100,6	101,1	102,7
Durabilité du produit											
Indice durables	111,3	113,3	113,7	111	110,9	112,9	112,6	111,3	100,2	99,2	96,6
Indice non durables	119,2	123	123,5	123,3	134,2	136	136,3	152,9	100,3	105,3	110,1
Indice semi-durables	109,9	111,7	111,5	110	111,9	113,2	112	110,6	99,9	100,6	101,9
Indice services	123,8	124,8	130,4	135,8	136	149,4	155,7	160,1	100,6	100,6	101,9
Secteur											
Indice primaire	109,8	118	116,7	112,4	123,2	126,9	126,5	133,9	108,9	115,3	114,8
Indice secondaire	119,4	121,8	122,6	122,9	131,7	133,1	133,2	148,1	99,2	103,0	107,6
Indice services	123,8	124,8	130,4	135,8	136	149,4	155,7	160,1	100,6	100,6	101,9
Indice produits locaux	118,5	123,1	124,8	126,7	133,2	138,3	140,4	152	101,3	103,0	105,3
Indice produits importés	120,9	120,2	122,3	121,7	129	133,6	134,8	144,6	98,4	101,7	105,7

Source : INSAE

Tableau 3. 2. 2b : Indices des prix à la consommation selon les fonctions (base 100 : 1996 pour 2000-2009 et base 100:2008 pour 2010)

Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	120,2	117,2	116,4	127,3	126,6	125,8	148,4	156,7	106,6	112,6
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	137,1	141,6	143,4	145,9	146,9	148,4	153,6	164,6	105,3	106,5
Articles d'habillement et chaussures	110,6	111,1	110,3	110,6	112,4	111,2	111,4	111,3	102,3	103,8
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	129,6	136,4	138,3	148,9	159,2	158,7	166,4	170,9	110,3	112,6
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	116	118,9	115,7	121,5	118,6	120,2	123,9	125,4	100,4	101,5
Santé	119,5	120,7	121,3	120,7	118,7	120,1	123	123,4	102,4	102,7
Transports	150,5	165,2	168,3	179,5	200,3	218,1	229,2	218,2	95,6	97,9
Communication	100	100	100	96	250,7	250,7	252,1	252,3	82,5	77,6
Loisirs et culture	108,9	109,2	110,5	109,7	114,8	113,6	111,1	110,6	97,4	98,0
Enseignement	120,7	123,3	123,8	127,4	123,8	123,8	124	124	100,7	101,4
Restaurants et Hôtels	120,5	126,6	138,7	136,8	135,2	138,5	139,7	144,6	106,1	109,0
Biens et services divers	112,8	111,1	109,3	112,6	114,9	114,7	115,7	116,5	102,0	104,2
Ensemble (indice global)	122,1	124	125,1	131,8	136,8	138,5	149,5	152,7	102,6	105,4
Taux d'inflation	2,4%	1,5%	0,9%	5,4%	3,8%	1,3%	7,9%	2,2%	2,1%	2,7%

Source : INSAE

Tableau 3. 2. 2c : Indices des prix à la consommation selon les fonctions (base 100 : 2008)

Libellé	janv-11	févr-11	mars-11	avr-11	mai-11	juin-11	juil-11	août-11	sept-11	oct-11	nov-11	déc-11
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	115,184	109,468	107,538	111,244	113,300	113,943	114,276	113,664	112,382	112,131	113,069	115,237
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	105,801	105,742	105,772	106,026	106,135	106,302	106,217	106,347	107,105	107,390	107,556	107,754
Articles d'habillement et chaussures	103,403	103,429	103,431	103,197	103,245	103,943	104,020	104,062	104,081	104,081	104,111	104,232
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	112,701	109,952	112,029	112,521	113,233	113,905	113,811	112,552	111,967	112,476	112,976	113,175
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,707	101,094	101,470	101,854	102,250	102,379	101,515	101,168	100,979	101,131	101,752	101,753
Santé	102,625	102,617	102,617	102,617	102,636	102,743	102,740	102,740	102,740	102,740	102,740	102,740
Transports	95,795	96,942	96,746	97,450	97,079	98,141	97,099	98,382	97,974	100,001	99,391	99,767
Communication	82,010	77,955	78,093	78,093	77,175	76,957	76,999	76,999	77,026	76,991	76,991	75,928
Loisirs et culture	97,943	98,166	98,072	98,072	98,050	98,001	97,989	98,374	97,960	98,083	97,894	97,785
Enseignement	101,279	101,279	101,279	101,279	101,279	101,279	101,279	101,279	101,279	101,618	101,618	101,618
Restaurants et Hôtels	108,066	108,066	108,066	108,066	108,066	108,089	109,539	109,621	109,621	109,842	109,842	110,579
Biens et services divers	101,806	101,824	101,830	103,077	103,313	103,477	103,421	104,521	105,829	105,829	107,788	107,973
Ensemble	105,913	103,734	103,350	104,726	105,372	105,854	105,942	105,849	105,381	105,691	106,068	106,859

Source : INSAE

Tableau 3. 2. 2d : Indices des prix à la consommation en 2010 (base 100 : 1996)

libellé	janv-11	févr-11	mars-11	avr-11	mai-11	juin-11	juil-11	août-11	sept-11	oct-11	nov-11	déc-11
Critère de convergence (taux d'inflation)	2,1%	2,8%	2,7%	2,6%	2,6%	2,5%	2,6%	2,9%	3,0%	3,1%	2,9%	2,7%
Taux d'inflation (glissement annuel)	5,1%	3,3%	2,2%	2,4%	2,4%	1,7%	3,4%	4,0%	2,8%	2,1%	1,5%	1,8%
Taux mensuel	0,9%	-2,1%	-0,4%	1,3%	0,6%	0,5%	0,1%	-0,1%	-0,4%	0,3%	0,4%	0,7%
Nature du produit												
Indice produit frais	123,964	114,140	109,944	116,356	120,055	121,277	122,245	117,154	115,267	115,915	118,483	121,477
Indice Energie	101,769	100,006	101,814	103,013	103,143	104,730	102,658	102,186	101,075	104,073	104,015	104,183
Indice hors produit frais et énergie	102,242	101,826	102,012	102,213	102,209	102,343	102,556	103,717	103,687	103,499	103,420	103,781
Durabilité du produit												
Indice durables	96,363	96,313	96,431	96,432	96,601	96,695	96,794	96,869	96,869	96,869	96,687	96,061
Indice non durables	112,333	107,858	106,925	109,303	110,241	111,149	111,039	110,447	109,149	109,823	110,915	112,489
Indice semi-durables	101,413	101,502	101,501	101,300	101,345	102,025	102,075	102,226	102,311	102,338	102,403	102,523
Indice services	101,071	100,563	100,606	101,381	101,880	101,940	102,223	102,553	102,749	102,779	102,560	102,795
Secteur												
Indice primaire	117,295	110,003	113,819	114,746	112,409	113,620	117,390	115,183	112,682	115,129	116,121	119,172
Indice secondaire	109,139	105,998	104,721	106,702	107,817	108,646	108,048	107,871	107,007	107,353	108,206	109,278
Indice services	101,071	100,563	100,606	101,381	101,880	101,940	102,223	102,553	102,749	102,779	102,560	102,795
Indice produits locaux	106,855	103,605	103,050	104,723	105,730	106,143	106,476	105,302	104,719	104,891	105,463	106,253
Indice produits importés	103,959	104,004	103,978	104,732	104,611	105,250	104,825	106,998	106,768	107,375	107,339	108,117

Source : INSAE

Tableau 3. 2. 3 : Epargne – Investissement (en % du PIB)

Indicateurs	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Taux d'investissement	19,7	18,4	20,3	20,7	18,2	20,6	20,7	20,7	21,4	20,9	20,7
Public	5,4	4,9	6,6	6,1	6,3	4,9	7,8	5,9	9,7	5,5	6,6
Privé	14,2	13,6	13,7	14,6	11,9	15,7	12,9	14,9	11,7	15,5	14,1
Epargne Intérieure Brute	10,7	8,2	10,2	12,2	9,6	11,1	7,1	9,1	9,4	11,3	11,0
Publique	5,7	7,1	6,5	7,1	6,6	7,3	11,6	9,5	8	8,4	7,6
Privée	5	1,1	3,7	5,1	3	3,8	-4,6	-0,4	1,5	2,8	3,3
Epargne Nationale	16,7	12,9	11	13,6	13	16	10,6	12,7	11,5	12,8	12,6
Solde Epargne – Investissement	-3	-5,6	-9,3	-7,1	-5,2	-4,6	-10,12	-8,1	-9,9	-8,1	-8,1

Source : DGAE/MFE

Tableau 3. 2. 4 : Opérations financières de l'Etat (en % du PIB)

Indicateurs	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Recettes totales	15,3	16,3	16,6	16,4	16,7	17	20,74	19,6	18,5	18,6	17,5
Recettes fiscales	13,5	14,4	14,9	14,6	14,5	15,4	16,91	17,2	16,1	16,2	15,5
Recettes non fiscales	1,8	1,8	1,7	1,9	2,1	1,5	3,83	2,3	2,4	2,4	2,1
Dépenses totales	18,1	18,3	22	20,1	21,3	19,5	22,17	23	26,0	21,6	21,9
Dépense en capital	4,3	4,6	5,1	5,5	5,7	5,5	5,42	6,3	22,3	16,4	
dont: Masse salariale							4	6,1	7,3	7,3	7,4
Investissement public	5,4	4,9	6,6	6,1	6,3	4,9	7,82	5,9	9,7	5,5	6,6
Contribution budgétaire à l'investissement	2,5	2,4	3	2,9	3,3	2,3	2,9	3,5	7,1	3,1	3,1
Solde primaire (définition étroite)	0,9	1,4	-1,4	0	-1,4	0,4	3,06	0,7	-4,0	0,5	-0,1
Solde primaire (définition large)	-2,1	-1,3	-4,8	-3,3	-4,3	-2,3	-1,23	-3,1	-7,0	-2,5	-3,9
Déficit global (base ordonnancement)	-2,8	-2	-5,4	-3,6	-4,6	-2,5	-1,43	-3,5	-7,5	-3,1	-4,4

Source : DGAE/MEF

Tableau 3. 2. 5 : Opérations avec l'extérieur (en % du PIB)

Indicateurs	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Exportations	14,9	15,9	15,2	14	13	15,6	18,99	19,8	15,8	19,5	19,3
Importations	22,1	24,2	23,3	20,8	19,9	22,2	29,07	27,5	25,1	27,1	26,1
Balance commerciale	-7,2	-8,2	-7,8	-6,7	-6,6	-6,6	-10,07	-9,57	-9,3	-7,5	-6,8
Taux d'ouverture	53,2	53,2	52,0	48,7	50,1	46,2	47,9	47,3	40,9	46,6	45,4
Balance courante (- = déficit)	-3	-5,6	-9,3	-7,1	-5,2	-4,6	-8,97	-8,42	-9,3	-8,1	-8,1
Balance globale	7,1	-2,8	-1,2	-2,9	2,1	5,3	5,91	1,13	-1,5	2,6	1,0

Source : INSAE; DGAE/MEF * Prévisoire

Tableau 3. 2. 6 : Importations et exportations (en valeur) de quelques produits (milliard de FCFA)

Indicateurs	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Importations	456,5	502,4	515,1	471	474	527	782	767,1	743,2	800,7	824,7
Produits alimentaires	68,6	82,8	83,8	80,3	102,9	107,7	239,9	270,4	231,5		
-dont céréales	15,2	18,6	24,3	28,8	53,4	59,6	104,8	86,7	46,9		
Produits des industries alimentaires	22,3	29,2	31,5	25,3	30,1	40,5	37,2	48,8	43,9		
Boissons et tabacs	5,7	8,1	9,7	10,1	9,1	13,2	13	16,7	14,1		
Machines et matériels de transport	72,9	71	89,7	79,5	61,7	61,9	121,7	108	115,8		
Exportations	150,5	167,5	157,8	158,7	153,2	116,7	130,8	188,2	213	490,8	506,6
Taux de couverture	33,0	33,3	30,6	33,7	32,3	22,1	16,7	24,5	28,7	61,3	61,4

Source : INSAE

Tableau 3. 2. 7 : Situation de la dette publique (en milliards de F CFA)

Indicateurs	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Encours	974,4	941,6	832,6	826,2	919,4	519,8	299,72	415,09	462,2	582,9	613,7
Dette Bilatérale	199,4	167,3	144,5	137,4	144,6	128,1	58,8	73,61	78,7	100,1	96,9
Dette Multilatérale	775	774,3	688,1	688,8	774,8	391,7	240,92	341,48	383,5	482,7	516,7
Service de la dette	18,2	19,4	15,7	14,9	12,9	15	15,2	17,05	34,4	20,4	25,7
Service assuré	18,2	19,4	18,7	14,9	12,9	15	15,2	17,05	34,4	20,4	25,7
Principal	12,4	13,7	10,7	9,2	8,2	9,6	10,1	9,01	22,9	14,5	17,9
Intérêts et commissions	5,8	5,7	5	5,7	4,7	5,4	5,1	8,04	11,5	5,9	7,8
Impayés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Allègement PPTE	15,6	17,8	17	15,2	12	ND	21,51	21	24,9	24,4	ND
Dette Bilatérale	4,2	5,4	5,1	2,4	1,6	ND		5,3	3,9	4,3	0
Dette Multilatérale	11,4	12,4	11,9	12,8	10,4	ND		15,7	21	20,1	0

Source : DGAE/MEF

Tableau 3. 2. 8 : Indicateurs de la dette (% du PIB)

Indicateurs	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Encours/PIB (%)	53,2	48,1	40,3	38,6	40	21,1	11,34	13,95	14,2	17,9	17,8
Encours / Exportations Biens & Service (%)	255,3	225,2	201	199,4	255,9	104,3	46,37	61,31	69,8	71,0	73,5
Service dette/export B & S (%)	4,8	4,6	3,8	3,6	3,2	3	2,35	2,51	3,2	2,5	3,1
Intérêt / Export B & S (%)	3,3	3,3	2,6	2,2	2,1	2	1,51	1,61	5,2	1,8	2,2

Source : DGAE/MFE; DCRE/MEF

Tableau 3. 2. 9 : Situation monétaire intégrée (en milliards de F CFA)

Indicateurs	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
AVOIRS EXTERIEURS NETS	341,4	469,7	416,5	430,2	252,7	375,7	520,2	676,45	690,2	645,9	728,7
Banque Centrale	252,5	365	309,3	336,3	169,6	320,5	436,7	527,9	569,39	484,1	222,3
Banques	88,9	104,7	107,2	93,9	83,1	55,2	83,5	148,55	120,81	161,9	506,4
CREDIT INTERIEUR	134,6	79,4	111,9	127,6	205,6	279,9	256,3	325,06	442,39	593,2	593,6
Position nette du Gouvernement	-59,4	-113,5	-110,3	-91,1	-99,4	-95,2	-159,5	-202,58	-182,09	-105,4	-164,2
Crédit à l'économie	194	192,8	222,2	218,7	305	375,1	415,8	527,64	624,48	698,6	757,8
MASSE MONETAIRE	480	538,7	503,8	538,5	426,9	615,8	727,3	958,24	1106,42	1182,8	1276,1
Disponibilité monétaire	217,3	231,9	177,9	205,1	57,2	203,8	263,4	245,42	370,28	342,4	356,6

Source : BCEAO

Tableau 3. 2. 10 : Critères de convergence UEMOA

Indicateurs	Critères	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Critères de premier rang												
Ratio du solde budgétaire de base (% du PIB)	> 0	0,1	0,7	-2,1	-0,6	-1,7	0,1	2,87	0,37	-4,2	-0,1	-0,5
Taux d'inflation annuel moyen (%)	< 3%	4	0,4	1	0,9	5,4	3,8	1,3	7,9	2,2	1,9	2,8
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB (% du PIB)	< 70%	53,2	48,1	40,3	38,6	40	21,1	11,35	13,95	14,2	17,9	17,8
Arriérés de paiement extérieurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Critères de second rang												
Masse salariale sur recettes fiscales (%)	< 35%	32	31,9	34,4	38	39	35,6	32,03	35,61	45,1	45,4	47,6
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapporté aux recettes fiscales (%)	> 20%	18,9	22,1	19,9	24,5	16,7	14,7	20,97	24,13	44,3	19,2	20,2
Ratio du déficit extérieur courant hors dons par rapport au PIB (%)	< 5%	-6,3	-8,3	-9,7	-7,7	-6,2	-6,9	-9,91	-10,45	-11,1	-12,2	-9,4
Taux de pression fiscale (%)	> 17%	13,5	14,4	14,9	14,6	14,5	15,4	16,91	17,22	16,1	16,2	15,5

Source : DGAE/MEF; BCEAO

Tableau 3. 2. 11a : Indicateurs macro-économiques pour les pays de la sous-région (en millions de \$US)

PIB courant au prix du marché	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
PIB Nigeria	48000	46711	58294	72053	60540	63958	66014	216755	164 728	202523	241 517
PIB Ghana	5309	6160	7624	8869	6378	6776	7182	14657	15 332	32 307	39 220
PIB UEMOA	26541	28501	36675	42125	30086	30955	31882	66658	66220	76 324	74 858
Bénin	2372	2807	3557	4047	2884	2993	3118	6336	6 412	6 566	7 504
Burkina Faso	2860	3266	4291	5103	3576	3795	3959	8188	8 373	8 833	10 132
Côte-d'Ivoire	10417	10545	13738	15481	10409	10498	10662	23006	21 786	22 949	22 413
Mali	3018	3189	4222	4765	3619	3809	3968	8411	8 845	9 412	10 770
Niger	1814	2065	2523	2792	2158	2262	2374	5147	5 365	5 483	6 478
Sénégal	4560	4982	6410	7627	5856	5981	6147	12602	11 928	12 871	12 875
Togo	1301	1443	1695	2030	1374	1401	1433	2526	3 092	3 259	3 710
Guinée Bissau	199	204	239	280	210	216	221	442	419	847	976

Source : Statistiques de la BAD, Volumes x à 13, 200x à 2011

Tableau 3. 2. 11b : Indicateurs macro-économiques pour les pays de la sous-région : taux de croissance réel par tête

Taux de croissance réel par tête (en %)	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
PIB Nigéria	0,7	-0,7	8,4	3,8	4,7	3,2	0,9	3,8	4,6	5,2	4,0
PIB Ghana	1,9	2,3	3	3,6	3,6	4,1	3,9	4,3	2,5	5,2	11,1
PIB UEMOA											
Bénin	2,9	1,2	0,6	0,1	-0,3	0,6	1,1	1,9	-0,4	-0,3	0,2
Burkina Faso	2,6	1,7	4,6	1,3	3,9	3,0	1,4	1,3	-0,2	4,8	2,0
Côte-d'Ivoire	-1,8	-3,2	-3,2	0,1	-0,5	-0,9	-0,3	0,4	1,3	0,4	-7,9
Mali	8,6	1,2	4,4	-0,8	3,0	2,2	1,1	0,6	2,1	2,7	-0,3
Niger	4,1	1,8	0,3	-3,9	3,6	1,3	1,4	1,2	-4,9	4,3	0,6
Sénégal	3,1	-1,3	4	3,5	2,7	-0,4	0,3	1,2	-0,4	1,4	1,3
Togo	-2,4	1,6	1,7	0,3	-1,5	-0,7	-0,4	-1,8	0,7	1,6	1,7
Guinée Bissau	2,7	-9,9	-2,4	1,2	0,2	-0,3	-0,4	0,3	0,8	1,4	2,9

Source : Statistiques de la BAD, Volumes x à 13, 200x à 2011

Tableau 3. 2. 11c : Indicateurs macro-économiques pour les pays de la sous-région : taux d'inflation

Taux d'inflation (IPC)	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nigéria	18	13,7	12,3	11,7	17,9	8,2	6,7	11	12	13,7	10,2
Ghana	32,9	14,5	13	12,7	15,1	10,9	9,4	14,1	18,8	10,8	8,7
UEMOA											
Bénin	4	2,4	1,3	0,4	5,4	3,8	1,5	7,9	2,2	2,1	2,7
Burkina Faso	4,9	2,3	2	-0,7	6,5	2,3	2	9,3	2,8	- 0.6	2.8
Côte-d'Ivoire	4,4	4,4	3	0,2	3,9	1,6	2,3	6,4	1,4	1.7	4.9
Mali	5,2	2,4	-3,2	-4,6	6,4	1,5	2,1	9,3	2,2	1.4	3.0
Niger	4	2,7	-1,5	-1,7	7,8	0,1	0,7	10,9	4,3	0.9	3.4
Sénégal	3	2,2	0	1,7	1,7	1,9	5,9	5,8	-1,1	1.2	3.0
Togo	3,9	3,1	-1	2,5	6,8	2,2	3,2	8,9	1,9	1.4	3.7
Guinée Bissau	3,3	3,3	-3,5	3,3	3,3	2	3	9,6	-1,5	2.2	4.6

Source : Statistiques de la BAD, Volume 8, 2007

Tableau 3. 2. 12a : Cours nominaux des matières premières

Produits	Unité	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Coton 1	\$/tonne	1 302	1 020	1 399	1 367	1 217	1 171	1395,3	1574,7	1383,9	2283,8	3271,6
Coton 2	\$/tonne	1 282	1 018	1 386	1 366	1 214	531	-	-	-	-	
Or	\$/g	10	11	13	14	16	19	24,6	30,8	34,3	43,2	55,6
Pétrole	\$/baril	28	25	29	38	53	64	71,1	97	61,8	79,1	106,6
Riz 1	\$/tonne	145	150	151	205	218	218	269,6	482	329,1	383,6	471,9
Riz 2	\$/tonne	486	346	515	582	50	0	-	-	-	-	
Maïs	\$/tonne	89	99	105	112	99	122	163,8	223,1	165,5	185,9	284,7
Sucre 1	\$/tonne	178	152	157	158	218	327	222,2	282,1	399,9	466,3	586,9
Sucre 2	\$/tonne		549	597	670	665	646	680,9	696,9	524,3	441,8	449,4
Bœuf	\$/tonne	1 936	2 127	2 161	2 513	2 617	2 547	2603	3138,1	2636,5	3351,0	4034,1
Banane	\$/tonne	32	24	20	0	0	0	-	-	-	-	
Banane 1	\$/tonne	744	759	790	890	1 176	877	1037	1187,6	1144,7	-	
Banane 2	\$/tonne	630	683	768	1 076	1 089	260	-	-	-	1003,8	1082,9
Crevette	\$/kg	15	11	11	23	22	21	25,4	19,7	18,5	16,6	18,3
Huile d'arachide 1	\$/tonne	712	687	1 243	1 159	1 060	970	1352,1	2131,1	1184,5	1403,8	1968,0
Huile d'arachide 2	\$/tonne	753	730	1 426	1 441	1 338	466	-	-	-	-	
Palmiste	\$/tonne	449	416	459	648	627	581	888,4	1129,5	700,1	1183,8	1573,0
Huile de palme	\$/tonne	310	390	443	471	420	478	780,3	948	682,5	900,8	1112,4
Sésame	\$/tonne	569	430	669	741	668	276	-	-	-	-	
Soja	\$/tonne	211	214	243	0	0	0	-	-	-	-	
Café Robusta 1	\$/tonne	930	680	847	822	1 177	1 407	1947,3	2342,3	1701	1854,5	2477,4
Café Robusta 2	\$/tonne	906	713	960	871	1 468	1 649	2351,9	-	-	-	
Café Arabica	\$/tonne	85	60	65	1 767	2 522	2 047	2717,4	3045,5	3122,6	4286,7	5959,4
Cacao 1	\$/tonne	904	1 779	1 754	1 551	1 545	1 449	1958,1	2572,8	2895,3	3130,2	2965,2
Cacao 2	\$/tonne	877	1 942	1 855	1 617	1 598	1 551	1802,7		-	-	

Source : Site Web AFRISTAT (www. Afristat.org)

Tableau 3. 2. 12b : Cours nominaux des matières premières (suite)

Produits	Unité	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Thé	\$/tonne	2 482	1 792	1 943	1 981	2 164	2 217	2119,4	2695,1	3139,7	3129,5	3517,5
Bois Grume 1	\$/m3	190	163	187	197	203	239	268	292,2	286,4	278,2	393,7
Bois dur scié 1	\$/m3	489	486	551	586	559	623	759,8	958,3	748,8	813,8	809,5
Caoutchouc	\$/tonne	691	774	1 064	1 305	1 502	2 101	2290,2	2616,8	1920,7	3653,8	4663,9
Phosphate	\$/tonne	44	40	38	41	42	44	70,9	345,4	121,7	123,0	185,7
Fer	\$/tonne	29	29	32	38	65	77	84,7	140,6	110,9	165,5	163,4
Aluminium	\$/tonne	1 552	1 350	1 419	1 716	1 898	2 570	2638,2	2572,7	1664,8	2173,2	2364,8
Uranium	\$/kg	21	26	30	18	0	0	218,8	141,5	102,9	101,4	122,8

Source : Site Web AFRISTAT (www. Afristat.org)

Tableau 3. 2. 13 : Taux de change du dollar par rapport aux devises de la sous-région

Devise	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Franc CFA	733	697	585,5	483,7	527,5	522,9	479,3	447,8	472,2	495,3	71,9
Escudo du Cap Vert	123,2	117,2	98,4	81,3	88,7	87,9	80,6	75,3	79,4	83,3	78,9
Ouguiyas de Mauritanie	255,2	271,4	263,1	243,2	220	269	259,7	241,5	261,8	280,6	285,5
Cedis du Ghana* (1 Cidis nouveau=10000 cidis ancien)	7 161,70	7 932,30	8 663,30	8 256,60	9 072,60	9 174,30	9366,2	10933,3	14088	14000	15000
Naira du Nigeria	111,2	120,6	128,5	121,8	131,3	127,4	125,8	118	148,8	150,3	153,9
Euro	1,1	1,1	0,9	0,7	0,8	0,8	0,73	0,7	0,7	0,9	
DTS du FMI	0,8	0,8	0,7	0,6	0,7	0,7	0,65	0,6	0,6	0,6	

Source : Site Web AFRISTAT (www. Afristat.org)

Tableau 3. 2. 14a : Production agricole par département en 2003 (en tonne)

Cultures	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Mais local	557 585	40 463	2928	73 103	81 317	23 437	44 911	4413		27 459	16 961	232 763	17 171
Mais amélioré	155 815	28 065	31662	22 971	34 964	34 028	2 828	14076		2 070	1 352	21 237	8 300
S/total maïs	713 400	68 528		96 074	116 281	57 465	47 739			29 529	18 313	254 000	25 471
Sorgho	163 277	61 848	35 770		43 827	4 776		13 730					3 326
Petit mil	35 455	14 585	17 020		108			3 666					76
Riz	54 139	22 226	12 643		7 140	7 419	527	3 467		179	214		324
Fonio	1 534		1 530					4					
S/total céréales	967 805	167 187	66 963	96 074	167 356	69 660	48 266	20 867		29 708	18 527	254 000	29 197
Igname	2 010 703	98 324	353 288		956 350	290 940	2 627	194 401				58 461	56 312
Manioc	3 055 523	14 051	125 734	812 882	257 082	396 646	306 341	120 204	1	180 886	67 187	642 138	132 371
Patate douce	51 143	3 915	7 847	12 262	2 170	1 319	1 185	6 468		1 529	5 342	2 941	6 165
Taro	2 502		1 669			26		400					407
Pomme de terre													
S/tot rac/tub.	5 119 871	116 290	488 538	825 144	1 215 602	688 931	310 153	321 473	1	182 415	72 529	703 540	195 255
Niebe/haricot	76 451	9 539	13 934	2 246	9 092	16 611	7 452	4 617		911	947		11 102
Pois d'angole	2 466					1 812	115						539
Vouandzou	14 435	431	9 406		860	2 403		858					477
Goussi	8 101	75			2 195	5 482							349
Sesame													
Dohi	733					161							572
Soja	4 549	318			1 117	2 410	212						492
S/total lég.	106 735	10 363		2 246	13 264	28 879		5 475		911	947		
Tomate	141 729	5 272	13 131	52 866	6 974	7 668	26 409	4 712		2 957	4 262	12 786	4 692
Piment	25 161	1 684	1 669	3 276	5 741	4 296	775	584	16	211	1 708	4 118	1 083
Gombo	60 716	9 722	19 123	2 150	10 709	6 534	1 826	5 237		1 078			4 337
Légumes f.													
Oignon	13 667	10 263		68				176		3 160			
S/tot cult. Mar.	454 743	47 667	57 263	62 852	49 952	76 256	36 965	21 483	16	9 228	7 864	16 904	23 643
Coton	379 373	181 343	61 525		95 681	6 727	9 868	13 010			41		11 178
Arachide	134 087	27 473	9 553	2 682	13 132	38 762	10 802	9 087		242	1 808		20 546
Ananas	93 505			93 505									
Canne à sucre	8 366									8 366			
Tabac	89					23		61					5
S/tot cult. Indus.	615 420	208 816	71 078	96 187	108 813	45 512	20 670	22 158		8 608	1 849		31 729

Source : DPP/MAEP

Tableau 3. 2. 14b : Production agricole par département en 2004 (en tonne)

Cultures	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Mais local	613 520	44 924	16 893	75 312	114 143	23 319	34 788	3 814		27 127	28 836	239 883	22 935
Mais amélioré	228 497	38 521	31 495	25 932	33 351	43 599	2 618	14 347	0,1	1 604	3 357	20 543	8 673
S/total maïs	842 017	83 445	48 388	101 244	147 494	66 918	37 406	18 161	0,1	28 731	32 193	260 426	31 608
Sorgho	163 831	57 613	37 608		48 605	5 491		11 274					3 454
Petit mil	36 817	17 931	15 132		139			3 523					92
Riz	64 699	28 208	16 462		7 202	8 279	284	3 450		93	363		673
Fonio	1 492	0	1 490					2					
S/total céréales	1 108 856	187 197	494 240	101 244	203 440	80 688	37 690	36 410	0,1	28 824	32 556	260 426	35 827
Igname	2 257 254	98 356	376 650		1 005 275	336 552	1 164	280 008				51 263	107 615
Manioc	2 955 015	19 267	118 190	886 978	307 286	430 449	150 998	103 219			94 853	418 269	221 138
Patate douce	49 999	3 319	7 694	11 432	3 113	1 190	1 639	2 208		837	7 398	3 151	8 020
Taro	2 981		1 695					79					762
Pomme de terre	19												
S/tot rac/tub.	5 265 268	120 942	504 229	898 410	1 315 674	768 191	153 801	385 514		29 661	102 251	472 683	337 535
Niebe/haricot	93 789	1 0218	13 661	1 615	10 341	19 097	5 466	4 392		670	6542	4 843	17 121
Pois d'angole	2 969					1 796	171					631	380
Vouandzou	20 267	734	13 993		1 205	3 312		758					329
Goussi	9 726	88			2 564	4 470					571	1 127	362
Sesame	481												
Dohi	2 351					725							1 633
Soja	5 526	273			1 912	1 463	206					1,5	347
S/total lég.	135 109	1 095	13 993	1 615	16 022	30 863	5 843	5 150			7 113	6 602,5	
Tomate	144 235	6 981	10 627	52 866	10 991	4 617	28 323	3636	142	3 131	16 129	15 984	5 027
Piment	41 865	1 316	1 198	3 276	7189	4 749	1 077	404	10	208	9 591	10 565	790
Gombo	68 519	10 923	14 896	3 192	13 795	9 800	2 605	4 081		861	3575	2 084	4 563
Légumes f.	24795										7265	5 445	
Oignon	8 254	3 756		81			94			9 416			
S/tot cult. Mar.	287 668	22 976	26 721	59 415	31 975	19 166	32 099	8 121	152	13 616	36 560	34 078	
Coton	348 353	169 930	62 964		94 583	10 851	5 627	12 581		79	51	2 948	14 841
Arachide	154 551	28 441	8 032	2 836	13 599	56 007	7 617	8 375		224	2 388	7 043	20 131
Ananas	110 819			93 505									
Canne à sucre	68 549									9 416	5 6647		
Tabac	611		569					44					3
S/tot cult. Indus.	478 477	1 98 371	71 565	96 341	108 182	66 858	13 244	21 000		9 719	59 086	9 991	34 975

Source : DPP/MAEP

Tableau 3. 2. 14c : Production agricole par département en 2005 (en tonne)

Cultures	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Mais local	639 326	48 144	19 597	85 470	117 124	19 582	43 857	6 003	0,53	21 927	27 506	198 657	19 599
Mais amélioré	225 372	33 078	38 313	34 020	34 814	30 041	3 087	22 284		1 691	3 234	19 896	7 348
S/total maïs	864 698	81 223	57 910	119 489	151 938	49 622	51 824	28 287	0,53	23 618	30 740	214 284	26 947
Sorgho	169 235	66 197	39 607		45 017	4 092		10 618					1 806
Petit mil	37 707	18 929	14 425		331			3 294					22
Riz	78 329	38 546	12 643		8 373	8 031	364	3 784		131	373	9	929
Fonio	1 884		1 870					2					
S/total céréales	1 151 853	204 895	126 115	119 489	205 658	61 745		45 985	0,53	23 749	31 113	214 293	29 703
Igname	2 083 785	105 104	374 258		954 923	242 953	3 616	273 270				64 596	74 634
Manioc	2 861 369	16 183	130 532	894 280	295 573	348 887	246 513	53 744		152 440	86 127	404 931	175 523
Patate douce	64 005	3 423	1 425	14 148	4 365	1 082	1 838	2 047		1 160	14 480	3 497	9 707
Taro	2 400		7 411					82					324
Pomme de terre	8	6											
S/tot rac/tub.	5 011 567	124 716	513 626	908 428	1 254 861	592 922		329 143		153 600	100 607	473 023	260 188
Niebe/haricot	104 564	10 915	14 089	1 829	16 738	14 131	9 853	4 189		335	7 049	5133	12 428
Pois d'angole	3 174					1 979	173					656	392
Vouandzou	13 712	869	6 421		777	3 085		771				111	310
Goussi	12 420	91			3 073	4 025						1 127	430
Sesame	606												
Dohi	1 648					607							1 010
Soja	9 190	559			2 225	3 866	248					2	621
S/total lég.	145 314	12 434	20 510	1 829	22 814	27 692		4 960		335	7 049	7 029	15 192
Tomate	143 312	11 347	9 092	35 549	11 028	9 025	21 719	3 979	174	3 084	16 522	15 731	6 994
Piment	50 892	3 220	1 215	4 535	8 979	4 940	686	281	23	268	9 591	10 366	3 980
Gombo	91 282	5 958	16 154	4 918	14 635	9 428	2 296	3 585		1 186		2 084	5 639
Légumes f.	29 923						859					5 901	
Oignon	14 098	8 340		64	84		188		12	5 411			
S/tot cult. Mar.	329 507	28 864	26 461	45 065	34 726	23 393		7 845	208	9 949	26 113	34 082	16 612
Coton	190 867	124 763	26 597		21 697	6 523	1 518	5 153		34	2	531	2 910
Arachide	140 329	25 101	6 543	3 458	11 878	38 477	8 954	7 840		199	2 452	7 223	16 168
Ananas	121 182			120 460									
Canne à sucre	64 328									7 768			
Tabac	870		814					41					
S/tot cult. Indus.	517 576	149 864	33 955	123 918	33 574	44 999		13 035		8 001	2 454	7 754	19 077

Tableau 3. 2. 14d : Production agricole par département en 2006 (en tonne)

Cultures	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Mais local	647 491	51 624	17 534	164 183	70 670	24 984	38 823	5 693		18 294	41 547	198 151	15 988
Mais amélioré	217 280	22 936	40 239	36 530	31 397	23 445	5 472	13 064		2 578	4 613	22 003	15 003
S/total maïs	864 771	74 560	57 772	200 713	102 068	48 428	44 295	18 757		20 872	46 161	220 154	30 992
Sorgho	133 020	51 897	35 713		27 359	4 073		12 015					1 963
Petit mil	34 343	16 061	15 297		406			2 573					6
Riz	61 818	22 416	22 823	5	2 925	7 990	480	3 600		173	417		989
Fonio	1 347		1 345					2					
S/total céréales	1 095 299	164 934	132 950	200 718	132 758	60 491	44 775	36 947	0	21 045	46 578	220 154	33 950
Ignames	1 577 009	69 699	371 115		564 581	206 980	2 278	292 817				65 510	4 029
Manioc	2 808 892	16 982	109 275	934 511	213 191	296 338	247 262	135 999		200 500	143 070	388 475	123 289
Patate douce	62 595	3 806	5 756	18 142	2 181	1 410	1 603	2 988		1 607	16 491	2 832	5 779
Taro	2 889		1 213			116		546				345	669
Pomme de terre	218	218											
S/total rac/tub	4 451 603	90 705	487 359	952 653	779 953	504 844	251 143	432 350	0	202 107	159 561	457 162	133 766
Niébé/haricot	87 897	8 813	15 457	2 394	14 040	16 314	9 613	3 936		459	7 417	4 893	4 562
Pois d'angole	6 144					2 193	102					656	3 193
Vouandzou	9 943	371	7 356		802	378		873				109	54
Goussi	6 590		351			2 963		711		519	1 179		867
Sesame	495		482					13					
Dohi	1 406					544							862
Soja	5 472	575	1 186		2 185	367	233	909					17
S/total leg.	117 947	9 759	24 832	2 394	17 027	22 758	9 948	6 442	0	459	7 936	6 837	9 555
Tomate	148 878	4 422	13 135	38 243	4 930	4 475	35 557	5 201	289	4 567	18 316	14 044	5 699
Piment	39 755	1 600	1 520	4 721	1 947	5 760	532	380	1	345	11 678	8 348	2 923
Gombo	52 447	7 220	15 497	4 535	5 721	2 702	1 794	3 024		1 803	4 109	1 551	4 491
Légumes feuilles	26 726		529	9 531			2 617	194	689		7 516	5 650	
Oignon	35 353	16 515		80			145		3	18 610			
S/total cult. Mar.	303 159	29 757	30 681	57 110	12 598	12 937	40 645	8 799	982	25 325	41 619	29 593	13 113
Coton	240 491	120 034	39 489		39 925	13 303	6 482	5 586		81	20	2 066	13 506
Arachide	112 519	20 861	9 155	3 288	14 341	19 534	9 547	8 917		346	2 396	7 959	16 176
Ananas	124 464			124 464									
Canne à sucre	66 116									9 469	56 647		
Tabac	485		453					32					
S/tot cult. Industrielles	544 075	140 895	49 096	127 752	54 266	32 837	16 029	14 535	0	9 896	59 063	10 025	29 682

Tableau 3. 2. 14e : Production agricole par département en 2007 (en tonne)

Cultures	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Mais local													
Mais amélioré													
S/total maïs	931 600	101 805	65 941	105 185	180 444	61 201	65 495	20 721		34 802	53 731	210 203	32 072
Sorgho	117 322	39 830	32 856		29 786	4 474		9 753					623
Petit mil	35 303	17 375	15 826		354			1 748					
Riz	72 962	23 968	30 400	33	4 443	5 314	518	4 835		198	492	48	2 713
Fonio	1 494		1 492					2					
S/total céréales	1 158 681	182 978	146 516	105 218	215 027	70 989	66 013	37 058	0	35 000	54 223	210 251	35 408
Igname	1 682 190	67 429	265 784		684 821	339 043		218 050				47 737	59 326
Manioc	2 284 059	7 363	83 911	624 368	220 835	308 806	181 172	90 726		136 472	87 797	387 268	155 341
Patate douce	67 891	2 433	10 544	23 787	2 532	849	595	779		1 890	17 532	2 985	3 965
Taro	3 202		1 103					308				344	1 447
Pomme de terre	36 383	36 383											
S/total rac/tub	4 073 725	113 608	361 343	648 155	908 188	648 699	181 767	309 862	0	138 362	105 329	438 334	220 078
Niebe/haricot	130 630	12 458	28 471	5 613	23 268	12 699	5 762	8 896		275	6 353	17 000	9 835
Pois d'angle	7 881					3 976	224					2 531	1 150
Vouandzou	35 805	825	9 272		1 561	18 892		1 354					3 901
Goussi	28 330		1 004			18 138		2 034			1 360	3 088	2 706
Sesame	3 753		285		3 468								
Dohi	4 527					2 059							2 468
Soja	13 572	586	1 401	6	2 227	7 124	88	1 073					1 067
S/total leg.	224 498	13 870	40 433	5 619	30 523	62 888	6 074	13 357	0	275	7 713	22 619	21 127
Tomate	156 103	17 108	11 319	45 871	9 018	5 582	10 131	4 345	134	5 532	23 930	18 890	4 243
Piment	45 600	5 560	738	3 327	6 768	2 458	198	47	3	169	15 095	10 790	447
Gombo	5 595	13 093	4 477	4 433	3 082	562	4 196		773	3 936	2 971	2 603	45 720
Legumes feuilles	37 274		588	14 455			811	215	1 045	849	11 024	8 287	
Oignon	9 009	4 252		36	43		31		8	4 639			
S/total cult. Mar.	253 581	40 012	17 122	68 122	18 911	8 602	15 367	4 607	1 963	15 124	53 020	40 570	50 411
Coton	268 651	142 870	45 131		47 520	11 525	6 446	1 261		81	20	2 097	11 700
Arachide	114 459	28 851	9 091	3 457	8 377	25 164	5 313	6 088		349	2 988	6 878	17 903
Ananas	135 912			135 912									
Canne à sucre	40 375		40					78		8 443	31 814		
Tabac	520		476					44					
S/tot cult. Industrielles	559 917	171 721	54 738	139 369	55 897	36 689	11 760	7 471	0	8 872	34 822	8 975	29 603

Tableau 3. 2. 14f : Production agricole par département en 2008 (en tonne)

Cultures	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Mais local	685144	50504	27471	86819	57171	73983	38977	4554		21559	54 447	229 542	40119
Mais amélioré	292919	73608	33655	37351	83325	14055	9969	18936		8053			13965
S/total maïs	978 063	124 112	61 126	124 170	140 496	88 038	48 946	23 490		29 612	54 447	229 542	54 084
Sorgho	142 014	56 419	38 035		30 891	3 080		12 208					1 381
Petit mil	36 283	16 139	16 398		869			2 876					
Riz	109 371	51 092	18 968	491	6 682	21 298	897	5 506		820	412	5	3 201
Fonio	1 855		1 855										
S/total céréales	1 267 586	247 763	136 382	124 661	178 938	112 416	49 843	44 080	0	30 432	54 859	229 547	58 666
Igname	2 529 718	87 214	401 577		884 729	668 444	7 675	332 144				67 428	80 507
Manioc	3 611 214	14 065	133 261	781 619	287 957	821 380	303 173	81 809		198 025	114 246	514 056	361 623
Patate douce	72 909	1 978	4 954	26 705	4 407	1 998	1 628	2 811		2 071	19 088	3 060	4 208
Taro	2 931		1 183		144			719				332	553
Pomme de terre	0												
S/total rac/tub	6 216 771	103 257	540 975	808 324	1 177 237	1 491 822	312 476	417 483	0	200 096	133 334	584 876	446 891
Niebe/haricot	98 567	6 331	17 357	3 441	9 093	16 526	10 915	4 999		650	7 763	5 886	15 606
Pois d'angole	5 092					1 327	2 912					567	286
Vouandzou	13 031	556	7 094		955	3 048		979					400
Goussi	6 168		316			3 007		811			521	1 184	329
Sesame	421		390					31					
Dohi	1 849					720							1 129
Soja	32 465	2 269	1 542		11 932	12 479	283	2 253				1	1 707
S/total leg.	157 594	9 155	26 699	3 441	21 979	37 107	14 110	9 073	0	650	8 284	7 638	19 457
Tomate	184 527	4 488	12 775	71 878	10 663	8 085	22 915	4 015	224	7 523	21 027	16 599	4 335
Piment	44 930	1 315	682	6 556	8 295	4 887	883	291	17	531	11 876	8 681	916
Gombo	52 103	5 082	11 858	6 536	7 160	4 902	1 344	2 056		1 803	4 321	1 620	5 421
Legumes feuilles	37 730		434	15 021			1 489	224	4 631	2 994	7 217	5 720	
Oignon	6 228	1 217		85	46				13	4 867			
S/total cult. Mar.	325 518	12 102	25 749	100 076	26 164	17 874	26 631	6 586	4 885	17 718	44 441	32 620	10 672
Coton	210 604	146 811	39 565		19 184	1 294	421	1 339			4	189	1 797
Arachide	136 795	22 951	8 540	3 317	13 318	40 070	10 044	7 024		560	2 397	6 134	22 440
Ananas	134 966			134 687		0				279			0
Canne a sucre	64 696		37	4 800				73			59 786		
Tabac	205		191					14					
S/tot cult. Industrielles	547 266	169 762	48 333	142 804	32 502	41 364	10 465	8 450	0	839	62 187	6 323	24 237

Tableau 3. 2. 22 : Indice de production industriel par trimestre

Secteur	T1-2008	T2-2008	T3-2008	T4-2008	T1-2009	T2-2009	T3-2009	T4-2009	T1-2010	T2-2010	T3-2010	T4-2010
IPI	181,4	188,4	188,2	202,7	203,1	206,0	204,9	218,0	207,9	222,1	226,9	225,8
Alimentaire	155,4	177,8	177,9	213,3	184,3	195,7	182,2	212,0	173,8	212,3	198,4	198,3
Textile	89,2	123,8	123,8	99,3	82,8	85,7	95,1	98,1	43,1	90,9	92,8	29,4
Chimique	72,7	81,4	65,7	81,4	64,9	56,2	55,5	73,6	42,6	40,7	33,6	40,7
Energie	200,3	205,4	194,1	223,2	237,7	223,6	224,7	244,0	267,5	255,3	229,9	248,8
Autres industries	252,0	222,0	246,5	213,9	247,3	272,8	283,5	259,1	254,1	266,6	369,5	355,3

Source : INSAE

**Indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 2 de la SCRP 3:
Développement des infrastructures**

Tableau 3. 3. 6b : Indicateurs de télécommunication fixe en 2008

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Nombre d'abonnés au téléphone conventionnel (fixe)	66309	951	1100	7021	3127	1291	387	651	34720	1533	10330	1483	3715
Nombre de publiphones	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de lignes téléphoniques fixes pour 1000 habitants	16,3	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Nombres d'abonnés au téléphone fixe sans fil	64977	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Nombre de lignes téléphoniques en milieu rural	11107	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Source : OPT, DPP/MCCNT

Tableau 3. 3. 6c : Infrastructures de télécommunication au niveau national

Indicateurs	Année 2009	Année 2010	Année 2011
Nombre d'abonnés au téléphone (conventionnel et cellulaire)	127149	133427	152 715
Nombre d'abonnés au téléphone (conventionnel et cellulaire)	69946	60251	60 428
Nombre de lignes téléphoniques fixes pour 1000 habitants (Télédensité)	16	15	16,8
Nombre de communes ayant un site phonique fixe	55	55	55
Taux de dérangement (%)	52	63	ND
Nombre d'abonnés sur les réseaux mobiles	5033349	7074914	7 765 206

Source : OPT, DPP/MCCNT

Tableau 3. 3. 9a : Indicateurs de télécommunication mobile en 2008

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Nombre de sites GSM	721	37	34	131	76	47	19	27	140	37	101	28	44
Nombre de cabines, télécentres et points de vente installés par les opérateurs GSM	12785	323	386	2421	513	450	639	257	6125	259	451	320	641
Nombres d'abonnés au téléphone mobile	3625366	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Nombre d'abonnés pour 1000 hbts	450	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Source : OPT, DPP/MCCNT

Tableau 3. 3. 9b : Indicateurs du secteur médiatique

Indicateurs	2008	2009	2010	2011
Chaines de radios étatiques, y compris Ado fm	8	9	9	9
Chaines de radios privées dont 2 de campus universitaire non encore autorisés	64	54	54	55
Chaîne de télévisions étatiques	1	1	1	1
Chaîne de télévisions privées	8	5	5	5
Quotidiens de service public	1	1	1	1
Quotidiens privés	112	115	93	97
Périodique	37	35	53	58
Magazines	12	3	7	0
feuillets	3	2	2	0
Nombre de plaintes enregistrées par l'ODEM	6	ND	ND	ND
Rang du Bénin en matière de la liberté de presse	70 ^{ème} /173	72 ^{ème} /175	70 ^{ème} /178	91 ^{ème} /179

Source : OPT, DPP/MCCNT

Tableau 3. 3. 9c : Indicateurs de l'internet

Indicateurs	2008	2009	2010	2011
Largeur de bande passante internationale (Mégabits)	155	205	620	1085
Nombre d'abonnés à l'internet sur le fixe	46176	19679	27036	37949
Nombre d'abonnés à l'internet sur les réseaux mobiles		118160	97564	242690
Taux de pénétration internet sur le fixe (%)	0,56	0,22	0,26	0,42
Taux de pénétration internet sur les réseaux mobiles (%)		1,4	1,1	2,68

Source : OPT, DPP/MCCNT

Infrastructures Hydrauliques et d'assainissement

Tableau 3. 3. 10a : Couverture en points d'eau dans les zones rurales par département (2005)

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Nombre d'Equivalent Point d'Eau par type d'ouvrage en 2005	1 2711	1 496	1 430	1 396	1 648	1 599	1 176	738	na	740	680	806	1 002
FPM	6398	729	1 015	287	770	1 062	528	253	na	264	467	356	667
PM	3137	675	369	433	756	213	128	373	na	102	35	2	51
AEV	202	8	5	35	10	21	31	9	na	17	14	23	29
BF	1 452	46	21	264	61	160	256	54	na	161	89	204	136
PEA	68	0	1	37	0	1	2	1	na	13	0	10	3
Taux de desserte en eau potable	41	56	59	33	45	59	40	38	na	44	19	36	33
Nombre d'Equivalent Point d'Eau en panne	1 846	210	46	210	207	194	276	169	na	78	111	170	175
Taux de fonctionnement des points d'eau	85	86	97	85	87	88	77	77	na	89	84	79	83
Nombre d'abonnés électricité à la SBEE	305 706	3 891	4 529	45 195	16 637	8 296	8 506	3 511	135 483	10 462	44 756	6 407	18 033

Source : DGEau-SBEE

(*) Le département du Littoral n'est pas concerné par le système d'adduction d'eau villageoise.

Tableau 3. 3. 10b: Couverture en points d'eau dans les zones rurales par département (2006)

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Nombre d'Equivalent Point d'Eau par type d'ouvrage en 2006	1 3989	1 673	1 549	1 541	1 751	1 666	1 351	798	na	792	750	884	1 234
FPM	7 087	858	1 102	350	831	1 129	550	313	na	264	467	356	867
PM	3 184	699	373	433	762	213	139	373	na	104	35	2	51
AEV	225	10	6	38	12	21	36	9	na	21	17	24	31
BF	1 717	58	35	299	79	160	327	54	na	186	124	243	152
PEA	71	0	1	40	0	1	2	1	na	13	0	10	3
Taux de desserte en eau potable	44	62	63	35	48	63	49	47	na	50	21	40	45
Nombre d'Equivalent Point d'Eau en panne	1337	200	9	210	164	95	223	66	na	20	92	160	98
Taux de fonctionnement des points d'eau	90,4	88	99,4	86,4	90,6	94,3	83,5	91,7	na	97,5	87,7	81,9	92,1
Nombre d'abonnés électricité à la SBEE	328 052	4 414	4 937	50 459	18 004	9 131	9 085	3 888	140 889	11 405	49 421	7 038	19 381

Source : DGEau-SBEE

(*) Le département du Littoral n'est pas concerné par le système d'adduction d'eau villageoise.

Tableau 3. 3. 10c : Couverture en points d'eau dans les zones rurales par département (2007)

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Nombre d'Equivalent Point d'Eau par type d'ouvrage en 2007	13188	1540	1449	1562	1573	1497	1104	743	na	783	723,00	936	1278
FPM	6272	824	1048	173	1062	879	362	343	na	218	401,00	281	681
PM	2354	474	349	451	277	154	138	258	na	113	24,00	63	53
AEV	261	16	4	48	14	25	39	9	na	20	15,00	30	41
BF	1999	97	18	379	105	222	294	63	na	216	135,00	258	212
PEA	141	12	4	45	6	5	4	4	na	5	7,00	19	30
Taux de desserte en eau potable	46,5	62,4	57,6	38,7	45,1	57,5	46,7	46,3	na	49,4	22,30	50,4	49,2
Nombre d'Equivalent Point d'Eau en panne	3974	632	299	254	648	541	368	424	na	268	192,00	152	196
Taux de fonctionnement des points d'eau	69,87	58,96	79,37	83,74	58,80	63,86	66,67	42,93	na	65,77	73,44	83,76	84,66
Nombre d'abonnés électricité à la SBEE	346273	5117	5554	54993	19480	7670	9760	4263	144981	11816	52357	7459	22823

Source : DGEau , SBEE

Tableau 3. 3. 10d : Couverture en points d'eau dans les zones rurales par département (2008)

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Nombre d'Equivalent Point d'Eau par type d'ouvrage en 2008	18641	2264	1908	1946	2332	2068	1609	1280		1253	1022	1264	1695
FPM	6958	947	1193	211	1014	914	411	410		231	457	388	782
PM	2359	473	345	446	286	154	137	262		113	24	63	56
AEV	291	17	9	49	16	26	41	11		24	18	32	48
BF	2349	98	59	401	105	222	336	90		288	174	310	266
PEA	165	12	4	58	6	5	4	5		14	7	19	31
Nombre de points d'eau fonctionnels	14675	1664	1672	1691	1534	1532	1236	872		976	857	1147	1494
Taux de desserte en eau potable	49,9	64,8	64,3	39,7	42,1	56,1	50,8	52,5	na	60,0	25,7	59,9	56,1
Nombre d'Equivalent Point d'Eau en panne	3966	600	236	255	798	536	373	408	na	277	165	117	201
Taux de fonctionnement des points d'eau	78,7	73,5	87,6	86,9	65,8	74,1	76,8	68,1	#DIV/0!	77,9	83,9	90,7	88,1
Nombre d'abonnés électricité à la SBEE	368113	5550	6227	61369	20663	8211	9265	5405	148643	14313	55538	8122	24807

Source : DGEau , SBEE

Tableau 3. 3. 10g: Réalisation en points d'eau par département

Année	Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
2008	FPM	795	98	107	29	184	35	50	56	21	34	84	97
	PM	17				12			5				
	AEV	33	1	4	1	3		2	3	4	4	3	8
	BF	394	1	41	21	19		42	27	72	41	60	70
	PEA	18			9				1	8			
2009	FPM	795	98	107	29	184	35	50	56	21	34	84	97
	PM	17				12			5				
	AEV	33	1	4	1	3		2	3	4	4	3	8
	BF	394	1	41	21	19		42	27	72	41	60	70
	PEA	18			9				1	8			
2010	FPM	449	43	161	20	20	47	5	76	8	25	24	20
	PM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	AEV	42	1	1	5	4	2	5	3	2	2	10	7
	BF	633	10	15	113	44	36	63	21	49	40	169	73
	PEA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : DGEau

Tableau 3. 3. 10h : Couverture en points d'eau dans les zones rurales par département 2011

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Nombre d'Equivalent Point d'Eau par type d'ouvrage en 2011	23850	2214	2404	2857	3098	2635	1952	1391		1669	1462	1662	2512
FPM	10152	1205	1506	413	1652	1443	693	607		321	502	571	1237
PM	3934	671	524	520	890	328	173	252		310	174	3	89
AEV	446	23	25	67	28	38	60	27		35	33	39	71
BF	4492	159	181	784	264	422	535	260		451	383	528	525
PEA	197	5	3	89	7	5	4	3		34	5	8	34
Nombre de points d'eau fonctionnels	20088	1845	2030	2630	2158	2038	1676	1246		1408	1347	1428	2282
Taux de desserte en eau potable	61	63,4	70,5	52,3	52,1	64,9	63	67,7		80,3	37,2	67,9	
Nombre d'Equivalent Point d'Eau en panne	2221	166	210	179	363	426	309	25		80	58	234	
Taux de fonctionnement des points d'eau	9,96	8,25	9,38	6,37	14,4	17,29	15,57	1,97		5,38	4,13	14,08	

Source : DGEau

Tableau 3. 3. 11a : Evolution du parc des abonnés de la SONEB (Nombre d'abonnés)

Régions	Nombre d'abonnés					
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Atlantique	14 168	15 435	16 401	20 026	21 960	81857
Littoral	64 227	63 305	67 264	72 498	76 691	25623
Ouémé	16 945	17 791	19 158	20 511	21 925	23734
Plateau	1 954	1 951	2 048	2 183	2 158	2211
Mono	4 814	4 926	5 072	5 458	5 666	6156
Couffo	2 177	2 085	2 182	2 437	2 446	2600
Zou	10 028	10 094	10 821	11 263	11 579	12334
Collines	2 196	2 279	2 423	2 926	3 280	3647
Borgou	9 032	9 514	10 247	10 814	11 658	12367
Alibori	1 287	1 347	1 415	1 827	1 977	2090
Atacora	3 090	3 255	3 381	3 473	3 797	4060
Donga	1 248	1 399	1 471	1 535	1 660	1799
Total	131 206	133 381	141 883	154 951	164 797	178478
TAUX DE DESSERTE	53%	52%	53,8	56,8%	58,5%	61,41%

Source: SONEB

Tableau 3. 3. 11b : Evolution de la quantité d'eau produite par la SONEB

Régions	M ³ produit (10 ³)					
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Atlantique	1 671	1 849	2 066	8 353	9 440	9 788
Littoral	18 725	19 208	20 940	15 706	16 048	16 646
Ouémé	3 290	3 203	3 424	4 202	4 507	4 905
Plateau	420	534	486	478	4 543	526,987
Mono	1 071	1 050	1 156	1 305	1 316	1 423
Couffo	530	526	572	597	572	573,391
Zou	2 257	2 279	2 334	2 138	2 149	2 275
Collines	420	358	420	412	499	512,05
Borgou	3 085	3 684	3 526	2 331	2 506	2 338
Alibori	399	408	401	509	540	533,685
Atacora	719	743	945	850	835	938,008
Donga	263	289	334	299	323 931	375,473
Total	32 850	34 131	36 604	37 178	39 191	40 834

Source: SONEB

**Indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 3 de la SCRP 3:
Renforcement du Capital Humain**

Tableau 3. 4. 12c : Evolution des indicateurs d'accès aux soins de santé et aux soins de santé maternelle et infantile par département (2006)

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Taux de couverture en consultation prénatale	91	75	69	77	92	67	83	80	199	105	96	84	94
Taux de couverture en consultation postnatale	41	36	41	27	54	27	28	51	57	44	40	50	50
Taux de consultation enfants sains 0-11mois	83	103	91	62	132	55	51	88	97	84	67	101	78
Taux de consultation enfants sains 12-35 mois	5	6	9	3	5	7	2	4	8	2	2	2	10
Pourcentage d'enfants de 0-11 mois ayant reçu le PENTA 3	92	100	88	86	112	86	89	91	100	88	78	92	92
Pourcentage d'enfants de 0-11 mois ayant reçu le VAR	90	90	85	84	116	88	92	76	80	95	83	77	80
Taux de fréquentation des services de santé (%)	44	36	38,7	36,2	45,8	30	26,6	23,8	90,8	44,8	62	34,1	36,8
Taux de prévalence du VIH/SIDA parmi les femmes enceintes	2,0	0,6	0,8	1,5	1,0	0,6	2,1	1,9	4,3	0,5	2,1	2,0	0,8

Source : DPP/MSP, Annuaire statistiques sanitaires, 2006

Tableau 3. 4. 13b : Evolution des indicateurs de couverture en infrastructures sanitaires et en ressources humaines par département (2005)

Infrastructures sanitaires	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Nombre de formations sanitaires													
Public	530	41	48	73	49	52	43	27	17	35	56	30	61
Privé													
Nombre de lits d'hospitalisation	7 563	271	751	404	771	413	297	240	2 107	370	895	218	826
Public	4 361	196	319	244	163	323	165	155	967	290	466	113	365
Privé	3 202	75	216	120	339	90	132	85	1 140	80	429	105	461
Nombre d'habitants/Lits d'Hôpital de Zone	3 276	3 034	1 688	3 295	2 433	2 709	3 618	3 312	3 617	2 075	2 0725	3 957	7 608
Nombre de lits d'hospitalisation d'Hôpitaux de Zone	2 308	196	363	284	339	222	165	117	195	189	39	113	86
Infrastructures sanitaires publiques par type	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
CNHU	1								1				
CHD	5		1		1					1	1		1
Hôpital de Zone (fonctionnelle)	26	3	3	2	4	3	2	1	2	2	1	2	1
Centres de Santé de Commune	75	3	8	8	8	5	5	3	5	6	11	5	8
Centre de Santé d'Arrondissement	425	35	36	63	36	44	36	23	9	26	43	23	51
Centre traitement lèpre	8	0	1	1	1	1	1	1	0	0	0	1	1
Centre traitement tuberculose	51	3	6	4	8	5	4	3	3	3	5	3	4

Source : DPP/MSP, Annuaires statistiques sanitaires, 2005

Tableau 3. 4. 13c : Evolution des indicateurs de couverture en infrastructures sanitaires et en ressources humaines par département (2010)

Infrastructures sanitaires	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Nombre de formations sanitaires													
Public	563	41	46	71	45	50	44	28	14	38	78	49	59
Privé													
Nombre de lits d'hospitalisation													
Public	4 281	210	458	33	631	372	153	146	792	291	391	170	634
Privé													
Nombre d'habitants/Lits d'Hôpital de Zone	2051	3218	1556	31502	1488	1868	4446	3109	1089	1604	2424	3105	1227
Nombre de lits d'hospitalisation d'Hôpitaux de Zone	4281	210	458	33	631	372	153	146	792	291	391	170	634
Infrastructures sanitaires publiques par type													
CNHU	2				1				1				
CHD	5	0	1	0	1	0	0	0	0	1	1	0	1
Hôpital de Zone (fonctionnelle)	27	3	3	2	4	3	2	2	2	2	1	2	1
Centre de Santé d'Arrondissement	487	39	44	68	42	49	43	25	10	35	50	28	54
Centre traitement lèpre													
Centre traitement tuberculose													

Source : DPP/MSP, Annuaire statistiques sanitaires, 2010

Tableau 3. 4. 13d : Evolution des indicateurs de couverture en infrastructures sanitaires et en ressources humaines par département (2011)

Infrastructures sanitaires	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Nombre de formations sanitaires	735	65	55	79	100	64	56	41	21	54	82	53	65
Public	735	65	55	79	100	64	56	41	21	54	82	53	65
Privé	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Nombre de lits d'hospitalisation	4768	233	595	179	731	326	111	171	1041	261	321	170	629
Public	4768	233	595	179	731	326	111	171	1041	261	321	170	629
Privé	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Nombre d'habitants/Lits d'Hôpital de Zone													
Nombre de lits d'hospitalisation d'Hôpitaux de Zone	2816	233	500	179	451	326	111	171	231	140	46	170	258
Infrastructures sanitaires publiques par type													
CNHU	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
CHD	5	0	1	0	1	0	0	0	0	1	1	0	1
Hôpital de Zone (fonctionnelle)	27	3	3	2	4	3	2	2	2	2	1	2	1
Centres de Santé de Commune													
Centre de Santé d'Arrondissement	702	62	51	77	95	61	54	39	18	51	80	51	63
Centre traitement lèpre													
Centre traitement tuberculose													

Source : DPP/MSP, Annuaire statistiques sanitaires, 2010

Tableau 3. 4. 14a : Evolution de la densité démographique en fonction des infrastructures sanitaires et du personnel médical par département (2004)

Indicateurs	Bénin	Atacora-Donga	Atlantique-Littoral	Borgou-Alibori	Mono-Couffo	Ouémé-Plateau	Zou-Collines
Ratio habitants par médecin	7 135	17 461	2 324	22 159	16 008	8 213	17 135
Ratio habitants par infirmier	2 648	4 052	1 880	2 941	2 942	1 711	2 814
Ratio FAP par sage-femme	1 705	2 343	1 125	2 736	2 585	1 572	1 820

Source : DPP/MSP, Annuaire statistiques sanitaires, 2004

Tableau 3. 4. 14b : Evolution de la densité démographique en fonction des infrastructures sanitaires et du personnel médical par département (2005)

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Ratio habitants par médecin	7 377	34 976	16 120	9 085	13 520	22 277	27 133	20 396	1 318	15 086	8 003	17 888	12 829
Ratio habitants par infirmier	2 446	3 560	3 480	3 216	2 660	2 934	3 708	4 454	1 022	2 241	1 833	3 957	2 379
Ratio FAP par sage-femme	1 451	5 006	2 185	1 077	2 349	2 296	3 017	2 997	599	2 608	1 120	1 983	1 442
Ratio habitants par lit d'hospitalisation	1 878	3 034	1 145	4 122	1 643	1 862	6 284	2 500	729	2 863	1 735	7 710	1 793

Source : DPP/MSP, Annuaire statistiques sanitaires, 2005

Tableau 3. 4. 14c : Evolution de la densité démographique en fonction des infrastructures sanitaires et du personnel médical par département (2006)

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Ratio habitants par médecin	7 006	26 829	144 22	4 522	14 860	18 959	23 031	19 055	1 690	9 160	5 765	17 758	12 473
Ratio habitants par infirmier	1 920	3 406	2 759	1 583	1 878	2 708	3 156	4 042	835	1 840	1 791	2 509	2 017
Ratio FAP par sage-femme	1 726	10 037	4 760	1 059	3 659	3 809	12 046	7 220	572	1 981	10 403	3 754	1 639

Source : DPP/MSP, Annuaire statistiques sanitaires, 2006

Tableau 3. 4. 14d : Evolution de la densité démographique en fonction des infrastructures sanitaires et du personnel médical par département (2007)

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Ratio habitants par médecin	7 472	32 312	18 315	9 180	13 421	26 053	18 952	18 709	1 355	9 383	8 318	17 305	12 387
Ratio habitants par infirmier	2 045	3 063	3 683	1 820	1 561	2 269	2 969	4 075	1 109	2 162	1 881	3 158	1 802
Ratio FAP par sage-femme	1 510	4 251	2 516	1 134	1 557	2 717	3 329	3 183	729	1 506	5 701	10 558	1 558

Source : DPP/MSP, Annuaire statistiques sanitaires, 2007

Tableau 3. 4. 14e : Evolution de la densité démographique en fonction des infrastructures sanitaires et du personnel médical par département (2008)

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Ratio habitants par médecin	7 511	35 170	18 541	8 935	12 750	32 554	21 976	20 252	1 456	12 497	7 461	15 955	13 752
Ratio habitants par infirmier	2 245	3 537	3 476	2 347	1 763	2 668	3 705	3 797	1 006	2 266	2 318	3 925	2 113
Ratio FAP par sage-femme	1 345	4 426	2 275	1 116	2 169	2 808	3 916	3 846	596	1 605	1 074	1 035	981

Source : DPP/MSP, Annuaire statistiques sanitaires, 2007

Tableau 3. 4. 14f : Evolution de la densité démographique en fonction des infrastructures sanitaires et du personnel médical par département (2009)

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Ratio habitants par médecin	7 979	43 606	19 157	9 232	12 120	35 406	24 388	20 924	1 504	13 292	9 457	20 441	14 482
Ratio habitants par infirmier	2 469	3 320	3 592	2 425	1 822	2 757	3 873	3 923	1 690	2 354	2 038	3 871	2 183
Ratio FAP par sage-femme	1 563	4 609	2 366	1 160	2 269	2 921	4 069	4 000	695	1 725	1 117	2 203	1 601

Source : DPP/MSP, Annuaire statistiques sanitaires, 2009

Tableau 3. 4. 14g : Evolution de la densité démographique en fonction des infrastructures sanitaires et du personnel médical par département (2010)

Indicateurs	Bénin	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Ratio habitants par médecin	7 979	43 606	19 157	9 232	12 120	35 406	24 388	20 924	1 504	13 292	9 457	20 441	14 482
Ratio habitants par infirmier	2 469	3 320	3 592	2 425	1 822	2 757	3 873	3 923	1 690	2 354	2 038	3 871	2 183
Ratio FAP par sage-femme	1 563	4 609	2 366	1 160	2 269	2 921	4 069	4 000	695	1 725	1 117	2 203	1 601

Source : DPP/MSP, Annuaire statistiques sanitaires, 2010

Tableau 3.4.17 : Prévalence du VIH/SIDA

Départements	2007			2009			2010		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Alibori	0,2	0,2	0,2	3,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,4
Atacora	2,5	1,3	1,8	2,7	1,0	1,7	1,7	0,9	1,2
Atlantique	4,2	0,7	2,2	2,1	1,0	1,3	2,6	0,4	1,4
Borgou	2,3	0,7	1,5	1,6	0,4	0,7	0,4	0	0,2
Collines	1,1	1,7	1,6	1,7	0,6	0,9	2,2	0,7	1,1
Couffo	4,0	1,7	2,3	3,6	-	3,6	3,3	3,2	3,3
Donga	2,4	0,0	0,8	0,9	1,0	1,0	1,5	1,2	1,3
Littoral	3,7	-	3,7	5,4	2,9	3,5	3,4	0,8	3,4
Mono	2,0	0,0	0,5	3,5	3,0	3,2	2,3	2,9	1,2
Ouémé	3,5	3,6	3,6	2,5	1,2	1,5	2	0,5	2,5
Plateau	1,1	1,3	1,3	1,8	0,9	1,4	1,8	0,2	0,9
Zou	1,4	0,0	0,4	2,2	0,9	1,3	1,3	0,9	0,8
BENIN	2,6	1,1	1,8	2,7	1,5	2,0	2,2	1,3	1,7

Source : PNLS/MS

3.4.3 : Education

Tableau 3. 4. 18a : Indicateurs scolaires au niveau de l'enseignement maternel (2006-2007)

Indicateurs	Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
Effectif des élèves	1520	1931	4436	3355	2235	1432	1540	8967	2657	6263	2070	2730
Public	1419	1538	3794	2398	2024	1387	1513	2696	2504	4025	2009	2490
Privé	101	393	642	957	211	45	27	6271	153	2238	61	240
Effectif par sexe	1520	1931	4436	3335	2235	1432	1540	8967	2657	6263	2070	2730
Masculin	784	956	2294	1635	1166	707	756	4485	1292	3195	1070	1424
Féminin	736	975	2142	1720	1069	725	784	4482	1365	3068	1000	1306
Enseignants	38	70	207	125	84	56	54	295	104	217	63	112
Masculin	19	35	81	48	44	40	31	51	51	42	27	40
Féminin	19	35	126	77	40	16	23	244	53	175	36	72
Animateurs	23	34	82	48	31	22	25	90	47	92	22	61
Educateurs	15	36	125	77	53	34	29	205	57	125	41	51
Salle de classe	32	53	123	108	58	35	36	300	70	198	50	75
Nombre d'écoles	17	33	84	58	41	21	19	114	39	101	31	54
Population pré-scolarisable (3-5 ans)	1520	1931	4436	3355	2235	1432	1540	8967	2 657	6 263	2 070	2 730
Masculin	784	956	2294	1635	1166	707	756	4 485	1 292	3 195	1 070	1 424
Féminin	736	975	2142	1720	1069	725	784	4 482	1 365	3 068	1 000	1 306
Taux brut de pré-scolarisation (%)	2,2	2,8	4,5	3,9	3,2	1,9	3,6	13,2	5,4	5,7	4,2	3,2
Masculin	2,1	2,7	4,6	3,6	3,2	1,9	3,4	13,2	5,1	5,7	4,3	3,3
Féminin	2,2	2,9	4,5	4,2	3,1	1,8	3,8	13,2	5,7	5,6	4,1	3,1

Source : DPP/MEMP

Tableau 3. 4. 22a : Ratio fille/garçon à l'école^a

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Maternel	9,3	9,3	9,3	9,8	10	9,8	9,8	10,2	10,2	10,1
Primaire	7	7,2	7,5	7,7	10,1	8,2	8,2	8,5	8,7	8,7
Secondaire enseignement général	4,7	4,6	4,8	5,2	3,5	5,2	5,2			
Supérieur	2,2	2,6	2,8	2,8	3,2	3,2	2,9	3	3,4	1,6

Source : Calculs de l'INSAE, a Nombre de filles pour 10 garçons

Tableau 3. 4. 22b : Ratio fille/garçon à l'école

Années		Alibori	Atacora	Atlantique	Borgou	Collines	Couffo	Donga	Littoral	Mono	Ouémé	Plateau	Zou
2005-2006	Maternel	8,9	10,1	10,7	10,5	9,6	10,3	10,4	10	10,5	10,1	9,4	10,7
	Primaire	8,4	7,2	7,8	8,6	8	7,8	8	10,1	7,7	7,9	7,1	7,7
2006-2007	Maternel	9,3	10,1	9,3	10,5	9,1	10,2	10,3	9,9	10,5	9,6	9,3	9,1
	Primaire	8,8	7,3	7,9	9	8,1	8	7,9	9,9	7,8	8,1	7,2	7,8
2007-2008	Maternel	8,2	10,4	9,9	9,2	9,5	9,4	9,4	10	9,8	9,3	26,8	9,3
	Primaire	9	7,7	8	9,2	8,4	8,2	8,1	10,1	8,1	8,3	7,5	8,2
2008-2009	Maternel	9,6	10,3	9,9	10,2	10,4	9,9	11,5	9,7	10,3	11,5	9,5	9,5
	Primaire	8,9	7,9	8,4	9,4	8,5	8,2	8,1	10,1	8,4	8,5	7,7	8,3
2009-2010	Maternel	9,7	10,4	10	10	10,4	9,5	10,2	10	10,5	11,6	9,5	9,8
	Primaire	9,1	8,0	8,5	9,6	8,7	8,3	8,2	10,1	8,5	8,7	7,9	8,5
2010-2011	Maternel	10,1	11,0	9,8	10,3	11,0	10,0	10,3	9,6	10,8	10,0	9,5	9,9
	Primaire	8,8	8,0	8,7	9,6	8,6	8,4	8,2	10,2	8,6	9,0	7,9	8,4

Source : Calculs de l'INSAE, a Nombre de filles pour 10 garçons

Tableau 3.4.23a : Effectifs des élèves, enseignants, classes et livres dans le primaire par département (2005-2006)

Indicateurs	Alibori-Borgou	Atacora-Donga	Atlantique-Littoral	Zou-Collines	Mono-Couffo	Ouémé-Plateau
Nombre total d'élèves	186 791	167 732	285 980	237 667	233 127	245 521
Garçons	100 628	95 742	153 674	133 463	131 409	139 199
Filles	86 163	71 990	132 306	104 204	101 718	106 322
Nombre total d'enseignants	3 394	3 575	7 280	5 566	4 581	6 146
Homme	3 955	3 274	5 556	4 650	4 023	4 806
Femme	561	301	1 724	916	558	1 340
Nombre total d'écoles	881	868	1 259	1 091	894	1 149
Public	835	843	746	996	832	856
Privé	46	25	513	95	62	293
Nombre de salles de classes occupées	3 994	3 682	7 203	5 424	4 615	6 180
Nombre de salles de classes disponibles	4 277	3 838	7 418	5 674	4 791	6 322

Source : DPP/MEMP

Tableau 3.4.23b : Effectifs des élèves, enseignants, classes et livres dans le primaire par département (2006-2007)

Indicateurs	Alibori-Borgou	Atacora-Donga	Atlantique-Littoral	Zou-Collines	Mono-Couffo	Ouémé-Plateau
Nombre total d'élèves	202954	182265	307788	263679	252080	265440
Garçons	106873	103342	164671	146311	140670	148776
Filles	96081	78923	143117	117368	111410	116664
Nombre total d'enseignants	4219	3919	7847	6137	5107	6414
Homme	3659	3506	5886	5125	4491	5036
Femme	560	413	1961	1012	616	1378
Nombre total d'écoles	927	912	1314	1169	1008	1178
Public	867	887	767	1045	939	887
Privé	60	25	547	124	69	291
Nombre de salles de classes occupées	4271	3893	7417	5966	5199	6417
Nombre de salles de classes disponibles	4536	4070	7565	6190	5315	6606

Source : DPP/MEMP

Indicateurs de l'enseignement supérieur

Tableau 3. 4. 24a : Nombre d'établissements d'enseignement supérieur par département selon le statut au titre de l'année académique 2006/2007

Départements	Nombre d'établissements (Facultés, Ecoles et Instituts)		
	Publics	Privés	Publics+Privés
Atacora/Donga	1	0	1
Atlantique/Littoral	15	78	93
Borgou/Alibori	5	4	9
Mono/Couffo	2	1	3
Ouémé/Plateau	4	14	18
Zou/Collines	0	2	2
Bénin	27	99	126

Source : SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3. 4. 24b : Nombre d'établissements d'enseignement supérieur par département selon le statut au titre de l'année académique 2008/2009

Départements	Nombre d'établissements (Facultés, Ecoles et Instituts)			
	Entités Universitaires Publics	Entités Universitaires Privés	Centres privés	Ensemble
Atacora/Donga	1	0	0	1
Atlantique/Littoral	16	23	72	111
Borgou/Alibori	5	0	5	10
Mono/Couffo	2	0	2	4
Ouémé/Plateau	4	11	7	22
Zou/Collines	0	0	2	2
Bénin	28	34	88	150

Source : SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3. 4. 24c : Nombre d'établissements d'enseignement supérieur par département selon le statut au titre de l'année académique 2009/2010

Départements	Nombre d'établissements (Facultés, Ecoles et Instituts)			
	Entités Universitaires Publics	Entités Universitaires Privés	Centres privés	Ensemble
Atacora/Donga	02	00	01	03
Atlantique/Littoral	17	23	73	113
Borgou/Alibori	07	00	05	12
Mono/Couffo	02	00	02	04
Ouémé/Plateau	05	11	07	23
Zou/Collines	01	00	03	04
Bénin	34	34	91	159

Source : SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3. 4. 24d : Nombre d'établissements d'enseignement supérieur par département selon le statut au titre de l'année académique 2010/2011

Départements	Nombre d'établissements (Facultés, Ecoles et Instituts)			
	Entités Universitaires Publics	Entités Universitaires Privés	Centres privés	Ensemble
Atacora/Donga	2	0	3	5
Atlantique/Littoral	19	23	77	119
Borgou/Alibori	8	0	8	16
Mono/Couffo	2	0	2	4
Ouémé/Plateau	5	11	8	24
Zou/Collines	1	0	3	4
Bénin	37	34	101	172

Source : SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3.4.25 : Evolution des effectifs des étudiants dans le public

Universités	2002/03	2003/04	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011 *
Université d'Abomey-Calavi	30 107	30 267	30 811	36 738	42 741	41 019	54 780	74 492	78 737
Université de Parakou	2 241	3 020	3 960	5 316	6 437	5 652	7 184	8 450	9 819
Ensemble	32 348	33 287	34 771	42 054	49 178	46 671	61 964	82 942	88 556

Source : SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3.4.26: Evolution du nombre d'établissements d'enseignements supérieur

RUBRIQUES	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Universités publiques	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Universités privées	3	4	5	7	7	7	7	7	7
Entités universitaires publiques	28	28	28	28	27	27	28	34	37
Entités universitaires privées	14	16	21	31	31	32	34	34	34
Centres privés d'enseignement supérieur	39	46	45	59	68	81	88	91	101
Entités universitaires privées + centres privés d'enseignement supérieur	53	62	66	90	99	113	122	125	135

Source : SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3.4.27 : Evolution des effectifs des étudiants par type de formation dans le public

Formations	Universités	2006/2007		2007/2008		2008/2009		2009/2010		2010/2011 *	
		F	T	F	T	F	T	F	T	F	T
Formation générale (FG)	UAC	7 905	35 564	6 445	32 551	9 763	46 031	13 561	64 724	6 861	62251
	UP	833	5 043	765	4 386	1041	5 717	1 160	6 404	1 301	7185
	Ensemble	8 738	40 607	7 210	36 937	10 804	51 748	14 721	71 128	8 162	69436
Formation professionnelle (FP)	UAC	2 697	7 177	2 892	8 468	3 015	8 749	3 356	9 768	3 143	16486
	UP	421	1 394	401	1 266	451	1 467	584	2 046	755	2634
	Ensemble	3 118	8 571	3 293	9 734	3 466	10 216	3 940	11 814	3 898	19120
FG+FP	UAC	10 602	42 741	9 337	41 019	12 778	54 780	16 917	74 492	10 004	78737
	UP	1254	6 437	1166	5 652	1492	7 184	1 744	8 450	2 056	9819
	Ensemble	11 856	49 178	10 503	46 671	14 270	61 964	18 661	82 942	12 060	88556

Source : SSGI/DPP/MESRS (F : féminin ; T : Total)

Tableau 3.4.28 : Evolution du nombre d'enseignants dans le public

Universités	2002/03	2003/04	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011 *
Université d'Abomey-Calavi	668	668	741	774	798	826	829	889	944
Université de Parakou	25	28	48	52	87	85	102	119	120
Ensemble	693	696	789	826	885	911	931	1008	1064

Source : SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3.4.29a : Nombre d'enseignants permanents, vacataires et d'agents administratifs dans les établissements publics et privés en 2009

Statut de l'établissement	Enseignants permanents		Enseignants vacataires		Agents administratifs	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Entités Universitaires Publiques	833	98	634	46	408	204
Entités Universitaires Privées	146	15	764	69	135	97
Centres Privés	202	14	1248	72	257	97
Ensembles	1181	127	2646	187	800	398

Source: SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3. 4. 29b : Nombre d'enseignants permanents, vacataires et d'agents administratifs dans les établissements publics et privés en 2010

Statut de l'établissement	Enseignants permanents		Enseignants vacataires		Agents administratifs	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Entités Universitaires Publiques	899	109	867	123	362	174
Entités Universitaires Privées	307	25	940	63	227	153
Centres Privés	396	30	2527	154	298	91
Ensembles	1602	164	4334	340	887	418

Source: SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3. 4. 29c : Nombre d'enseignants permanents, vacataires et d'agents administratifs dans les établissements publics et privés en 2011

Statut de l'établissement	Enseignants permanents		Enseignants vacataires		Agents administratifs	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Entités Universitaires Publiques	950	114	979	141	330	173
Entités Universitaires Privées	349	43	690	52	401	173
Centres Privés	412	34	2472	149	425	131
Ensembles	1711	191	4141	342	1156	477

Source: SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3. 4. 30a : Répartition des enseignants par catégorie et par sexe à l'UAC et à l'UP en 2009

CATEGORIE	UAC	UP	UAC+UP
Professeurs titulaires	60	2	62
Masculin	54	2	56
Féminin	6	0	6
Maîtres de conférence	113	3	116
Masculin	102	3	105
Féminin	11	0	11
Maîtres assistants	241	10	251
Masculin	217	7	224
Féminin	24	3	27
Assistants	283	56	339
Masculin	252	52	304
Féminin	31	4	35
Autres	132	31	163
Masculin	118	26	144
Féminin	14	5	19
Ensemble	829	102	931
Masculin	743	90	833
Féminin	86	12	98

Source: SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3. 4. 30b : Répartition des enseignants par catégorie et par sexe à l'UAC et à l'UP en 2010

CATEGORIE	UAC	UP	UAC+UP
Professeurs titulaires	60	2	62
Masculin	54	2	56
Féminin	6	0	6
Maîtres de conférence	114	3	117
Masculin	102	3	105
Féminin	12	0	12
Maîtres assistants	242	11	253
Masculin	218	8	226
Féminin	24	3	27
Assistants	306	58	364
Masculin	269	53	322
Féminin	37	5	42
Autres	134	32	166
Masculin	118	27	145
Féminin	16	5	21
Ensemble	856	106	962
Masculin	761	93	854
Féminin	95	13	108

Source: SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3. 4. 30c : Répartition des enseignants par catégorie et par sexe à l'UAC et à l'UP en 2011

CATEGORIE	UAC	UP	UAC+UP
Professeurs titulaires	67	3	70
Masculin	61	3	64
Féminin	6	0	6
Maîtres de conférence	131	2	133
Masculin	119	2	121
Féminin	12	0	12
Maîtres assistants	301	16	317
Masculin	273	14	287
Féminin	28	2	30
Assistants	345	72	417
Masculin	310	66	376
Féminin	35	6	41
Autres	100	27	127
Masculin	80	22	102
Féminin	20	5	25
Ensemble	944	120	1064
Masculin	843	107	950
Féminin	101	13	114

Source: SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3. 4. 31 : Evolution du ratio étudiants/enseignants dans le public

Universités	2003/04	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Etudiants	33 287	34 771	42 054	49 178	46 671	61 964	82 942	88 556
Enseignants	696	789	826	885	911	931	962	1064
Ratio Etudiants/Enseignants	48	44	51	56	51	67	86	83

Source : SSGI/DPP/MESRS

Tableau 3. 4. 40 : Evolution du taux d'échec aux programmes d'alphabétisation par département (2000 à 2006)

Départements	2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006	
	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T
Alibori	20,2	17,4	25,7	25,4	15,7	16,3	16,3	13,6	7,78	17,61	3,48	17,08	3,61	11,69
Atacora	nd	nd	nd	nd	nd	Nd	nd	nd	7,47	14,67	8,80	15,60	4,68	11,29
Atlantique	nd	nd	nd	nd	nd	Nd	nd	nd	7,16	11,29	9,33	17,47	15,94	21,74
Borgou	19,0	15,5	17,4	13,2	14,3	11,0	15,4	12,0	8,06	17,52	6,69	14,83	3,58	10,30
Collines	11,5	10,7	6,3	5,5	5,5	4,1	5,5	3,8	4,84	8,21	3,34	7,26	2,18	4,60
Couffo	9,6	8,6	7	7,2	8,8	7,5	6,7	7	2,40	5,41	3,25	6,39	1,95	5,25
Donga	nd	nd	nd	nd	nd	Nd	nd	nd	3,33	8,28	3,80	6,60	5,19	12,24
Littoral	nd	nd	nd	nd	nd	Nd	nd	nd	3,99	7,31	2,84	3,79	nd	nd
Mono	12,1	9,7	9,7	8,0	11,5	9,5	7,2	5,9	3,81	6,00	4,90	6,96	2,95	4,04
Ouémé	21,6	23,3	10,6	11,2	8,2	9,7	8,2	8,7	nd	nd	4,18	5,97	5,38	8,88
Plateau	25,2	28,0	18,2	15,8	21,3	18,7	20,7	13,6	nd	nd	8,87	14,85	2,79	5,15
Zou	11,5	10,7	6,3	5,5	5,5	4,1	5,5	3,8	2,41	3,62	1,42	3,07	1,14	2,39
BENIN	16,3	15,5	12,7	11,5	11,3	10,1	10,7	8,5	5,43	10,65	4,81	9,60	3,15	6,81

Source : DNAEA (F : féminin ; T : Total ; nd : non défini)

3.4.4 : Emploi durable et renforcement des capacités des pauvres

Tableau 3. 4. 41a : Evolution de l'effectif des agents permanents de l'Etat par sexe et par catégorie de 2000 à 2010

Administration publique	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A (cadre)	5 599	6 542	6 892	7 198	7 341	7 898	7 999	8 181	8569
B (agent intermédiaire)	8 888	10 270	12 614	13 637	13 551	14 218	14 474	14 355	14957
C (agent d'exécution)	7 999	7 598	5 789	4 626	3 972	4 788	4 837	4 884	5494
D (agent de liaison)	3 700	3 742	5 105	3 509	3 059	2 944	2 984	2 938	2858
E (autre)	1 330	1 850	1 940	908	820	818	858	862	2537
Masculin	19 856	22 172	23 866	21 895	21 104	22 895	23 395	23 503	24 662
A (cadre)	4 510	5 293	5 575	5 852	6 007	6 454	6 524	6 664	6 754
B (agent intermédiaire)	6 844	8 030	9 960	9 773	9 633	10 081	10 193	10 093	10 430
C (agent d'exécution)	5 272	5 149	3 804	3 149	2 637	3 385	3 370	3 386	3 635
D (agent de liaison)	2 060	2 096	2 845	2 218	1 884	1 842	1 882	1 881	2 096
E (autre)	1 170	1 604	1 682	764	713	710	740	746	1747
Féminin	7 660	7 830	8 474	8 140	7 927	8 302	8 620	8 592	9 753
A (cadre)	1 089	1 249	1 317	1 346	1 334	1 444	1 475	1 517	1 815
B (agent intermédiaire)	2 044	2 240	2 654	3 864	3 918	4 137	4 281	4 262	4 527
C (agent d'exécution)	2 727	2 449	1 985	1 477	1 335	1 403	1 467	1 498	1 859
D (agent de liaison)	1 640	1 646	2 260	1 291	1 175	1 102	1 102	1 057	762
E (autres)	160	246	258	144	107	108	118	116	790
Ensemble	27 516	30 002	32 340	30 035	29 031	31 197	32 015	32 095	34 415

Source : MTFP

Tableau 3.4.42b: Evolution du taux global d'activité de 2006 à 2007

Départements	2006	2007	2009	2011
Alibori	61,6	58,6	69,7	77,3
Atacora	70,1	55,1	82,0	71,2
Atlantique	60,1	51,1	75,2	72,9
Borgou	63,5	57,5	69,4	67,5
Collines	74,2	54,0	78,7	76,5
Couffo	58,9	49,9	76,0	74,0
Donga	56,8	43,0	78,0	64,2
Littoral	55,0	51,7	68,7	70,7
Mono	60,7	49,0	77,1	72,1
Ouémé	59,9	53,5	76,6	72,9
Plateau	63,4	56,6	85,2	75,7
Zou	66,3	53,1	76,7	69,8
BENIN	62,0	53,0	75,5	72,0

Source: INSAE (EMICoV 2006, 2007, 2010)

Tableau 3.4.43a: Activité de l'ANPE en 2009

Activités	Antennes						Ensemble	
	Lokossa	Natitingou	Parakou	Bohicon	Porto-Novo	Cotonou		
Formation TRE	125	106	141	191	576	648	1787	
Pourcentage (%)	7,0	5,9	7,9	10,7	32,2	36,3	100	
Offres d'emplois	134	69	122	37	327	66	755	
Pourcentage (%)	17,7	9,1	16,2	4,9	43,3	8,7	100	
Mise en relation	53	26	289	95	253	519	1235	
Pourcentage (%)	4,3	2,1	23,4	7,7	20,5	42,0	100	
Insertions	36	17	69	24	68	80	294	
Pourcentage (%)	12,2	5,8	23,5	8,2	23,1	27,2	100	
Chercheurs d'emploi enregistrés	1008	591	683	751	1780	1394	6207	
Pourcentage (%)	16,2	9,5	11,0	12,1	28,7	22,5	100	
Chercheurs d'emploi reçus et orientés	941	257	1611	480	1361	738	5388	
Pourcentage (%)	17,5	4,8	29,9	8,9	25,3	13,7	100	
Entreprises prospectées	24	24	114	15	84	99	360	
Pourcentage (%)	6,7	6,7	31,7	4,2	23,3	27,5	100	
Chercheurs par type d'emploi désiré	Salarié	366	238	550	288	1170	461	3073
	Pourcentage (%)	11,9	7,7	17,9	9,4	38,1	15,0	100
	Indépendant	395	288	123	190	358	235	1589
	Pourcentage (%)	24,9	18,1	7,7	12,0	22,5	14,8	100
	Stage	496	70	0	2	223	351	1142
	Pourcentage (%)	43,4	6,1	0,0	0,2	19,5	30,7	100
Chercheurs d'emploi par catégorie	Primo	558	247	281	97	1291	953	3427
	Pourcentage (%)	16,3	7,2	8,2	2,8	37,7	27,8	100
	Chômeur	270	251	392	267	337	291	1808
	Pourcentage (%)	14,9	13,9	21,7	14,8	18,6	16,1	100
	Occupé	168	106	0	118	142	70	604
	Pourcentage (%)	27,8	17,5	0,0	19,5	23,5	11,6	100

Source : ANPE

Tableau 3.4.43b: Activité de l'ANPE en 2010

Activités	Antennes						Ensemble	
	Lokossa	Natitingou	Parakou	Bohicon	Porto-Novo	Cotonou		
Formation TRE	144	194	132	179	291	1157	2097	
Pourcentage (%)	6,87	9,25	6,29	8,54	13,88	55,17	100,00	
Offres d'emplois	9	46	277	16	122	81	551	
Pourcentage (%)	1,63	8,35	50,27	2,90	22,14	14,70	100,00	
Mise en relation	26	46	530	117	193	680	1592	
Pourcentage (%)	1,63	2,89	33,29	7,35	12,12	42,71	100,00	
Insertions	10	26	113	11	42	78	280	
Pourcentage (%)	3,57	9,29	40,36	3,93	15,00	27,86	100,00	
Chercheurs d'emploi enregistrés		374	323	977	893	623	3223	
Pourcentage (%)	5,83	5,04	15,23	13,92	9,71	50,26	100,00	
Chercheurs d'emploi reçus et orientés		393	240	899	696	466	1282	
Pourcentage (%)	9,88	6,04	22,61	17,51	11,72	32,24	100,00	
Entreprises prospectées	0	34	0	0	46	187	267	
Pourcentage (%)	-	12,73	-	-	17,23	70,04	100,00	
Chercheurs par type d'emploi désiré	Salarié	171	116	589	359	356	1429	3020
	Pourcentage (%)	5,66	3,84	19,50	11,89	11,79	47,32	100,00
	Indépendant	192	141	237	324	86	313	1293
	Pourcentage (%)	14,85	10,90	18,33	25,06	6,65	24,21	100,00
	Stage	11	39	151	9	181	1481	1872
	Pourcentage (%)	0,59	2,08	8,07	0,48	9,67	79,11	100,00
Chercheurs d'emploi par catégorie	Primo	186	132	500	329	415	2878	4440
	Pourcentage (%)	4,19	2,97	11,26	7,41	9,35	64,82	100,00
	Chômeur	72	110	260	155	151	264	1012
	Pourcentage (%)	7,11	10,87	25,69	15,32	14,92	26,09	100,00
	Occupé	116	54	217	208	57	81	733
	Pourcentage (%)	15,83	7,37	29,60	28,38	7,78	11,05	100,00

Source : ANPE

Tableau 3.4.43c: Activité de l'ANPE en 2011

Activités		Antennes						
		Lokossa	Natitingou	Parakou	Bohicon	Porto-Novo	Cotonou	Ensemble
Formation TRE		199	123	96	175	643	694	1930
Pourcentage (%)		10,31	6,37	4,97	9,07	33,32	35,86	100
Offres d'emplois		288	41	503	57	109	361	1359
Pourcentage (%)		21,19	3,02	37,01	4,19	8,02	26,56	100
Mise en relation		133	138	2071	217	227	1340	4126
Pourcentage (%)		3,22	3,34	50,19	5,26	5,5	32,48	100
Insertions		14	103	345	47	116	101	726
Pourcentage (%)		1,83	14,19	47,52	6,47	15,98	13,91	100
Chercheurs d'emploi enregistrés		484	423	1032	598	674	5097	8308
Pourcentage (%)		5,83	5,09	12,42	7,2	8,11	61,35	100
Chercheurs d'emploi reçus et orientés		402	148	706	442	375	2601	4674
Pourcentage (%)		8,6	3,17	15,1	9,46	8,02	55,65	100
Entreprises prospectées		36	41	406	0	151	466	1102
Pourcentage (%)		3,45	3,72	36,84	0	13,7	42,29	100
Chercheurs par type d'emploi désiré	Salarié	178	118	378	293	287	719	1933
	Pourcentage (%)	9,21	4,04	19,56	15,16	14,85	37,2	100
	Indépendant	200	79	133	148	143	493	1193
	Pourcentage (%)	16,76	6,37	11,15	12,41	11,99	41,32	100
	Stage	24	17	179	1	244	3885	4350
Pourcentage (%)	0,55	0,39	4,11	0,02	5,61	89,31	100	
Chercheurs d'emploi par catégorie	Primo	171	101	449	213	312	4142	5388
	Pourcentage (%)	3,17	1,87	8,33	3,95	5,79	76,87	100
	Chômeur	55	33	169	115	250	433	1055
	Pourcentage (%)	5,21	3,13	16,02	10,9	23,7	41,04	100
	Occupé	176	14	72	114	112	522	1010
Pourcentage (%)	17,43	1,39	7,13	11,29	11,09	51,68	100	

Source : ANPE

Tableau 3.4.44: Point des inscrits et retenus au programme « Aide » en 2009

DEPARTEMENTS/ VOLETS	CPEP		CAE		CSEJ		TOTAL (CPEP - CAE & CSEJ)	
	Inscrits (1)	Proportion retenus	Inscrits (2)	Proportion retenus	Inscrits (3)	Proportion retenus	Inscrits (1+2+3)	Proportion retenus
ATLANTIQUE / LITTORAL	3244	15,5%	48	64,6	43	37,2	3335	16,5
ATACORA / DONGA	142	13,4%	5	60,0	7	14,3	154	14,9
ALIBORI / BORGOU	335	11,3%	6	83,3	4	25,0	345	12,8
ZOU / COLLINES	283	9,9%	5	20,0	33	18,2	321	10,9
MONO / COUFO	321	6,9%	7	28,6	12	16,7	340	7,6
OUEME / PLATEAU	458	5,7%	13	15,4	18	27,8	489	6,7
TOTAL	4783	13,3%	84	52,4	117	26,5	4984	14,3

Source : ANPE

CPEP: Contrat Première Expérience Professionnelle

CAE: Contrat Assistance Emploi ; CSEJ: Contrat Solidarité Emploi Jeunes

**Indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 4 de la SCRP 3:
Promotion de la bonne gouvernance**

Tableau 3. 5. 2a : Niveau d'exécution des dépenses par ministère

Indicateurs	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taux d'exécution budgétaire des dépenses courantes hors salaire des ministères										
Ministère de la Justice	87,2	93,2	97,5	92,14	92,17	75,45	75,94	84,41	72,93	34,13
Ministère de l'Agriculture	122,8	98,8	98,3	71,18	88,03	73,82	85,64	47,91	78,44	9,91
Ministère de la santé publique	98,5	90,1	99,9	68,54	77,03	75,02	58,25	73,79	83,88	28,65
Ministère de l'Environnement	246,3	94,9	97,2	62,88	73,35	58,97	83,53	90,84	84,97	9,64
Ministère de l'Energie	78,2	81,5	98,3	44,23	49,08	84,71	75,04	83,95	74,84	1,18
Ministère des travaux publics	98,4	96,9	98,9	41,44	63,8	45,94	51,86	56,61	60,94	2,29
Ministère du commerce	90,1	91,7	98,2	84,28	52,15	65,04	75,18	30,53	88,5	19,24
Ministère de l'enseignement primaire et secondaire		91	97,7	71,93	78,07	81,39	68,72	44,6	66,79	51,47
Ministère de l'enseignement technique		91	98,9					51,33	63,17	44,97
Ministère de l'enseignement supérieur	103,7	64,2	95,6					87,03	62,3	72,43
Ministère de la Défense								90,04	67,98	137,30
Ministère de l'Economie								80,22	90,61	36,78
Ministère chargé des relations avec les institutions								94,41	50,36	20,25
Ministère de la communication								88,59	43,88	37,95
Ministère du tourisme								85,24	74,71	15,47
Ministère de la jeunesse								92,5	79,2	30,50
Ministère de la famille								76,66	64,9	34,10
Ministère de la microfinance								98,94	142,63	39,16
Ministère du travail								85,61	73,24	36,17
Ministère de la réforme administrative								72,21	95,6	24,32
Ministère de l'urbanisme								81,18	66,56	1,54
Ministère de l'intérieur								86,4	43,93	22,25
Ministère de la décentralisation								90,8	71,44	20,97
Ministère des affaires étrangères								97,94	51,12	84,23
Ministère de la prospective								90,07	95,33	16,31
Ministère de l'alphabétisation								81,81	115,34	54,42
Moyenne	115,7	89,3	98,1	67,08	71,71	70,04	68,72	78,60	77,49	23,43

Source : SiGFIP/MEF

Tableau 3. 5. 4a : Délai de passation des marchés sur financement du budget national (en jours)

Indicateurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Cible 2011
Fournitures	91	134	60	54	88		55
Services	127	155	51	62	80		65
Grands travaux	130,5	227	77	92	91		75

Source : DNMP * Calculs effectués par CSPEF

Tableau 3. 5. 4b : Performance dans la gestion des finances publiques

Indicateurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Cible 2010
Taux d'utilisation des Ordres de Paiement (en %)	6,19	9,53	12,30	4,98	4,8%		< 8
Taux d'utilisation des régies d'avances (en %)	11,8	15,97	20,22	21,11			< 8
Pourcentage de marché gré à gré		1.4.	1.5	1.6	14,76		-

Source : DNMP * Calculs effectués par CSPEF

Tableau 3. 5. 5 : Dossiers d'assises de 2000 à 2010

Indicateurs	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre d'affaires portées aux assises	62	1	*	57	*	80	79	69		
Nombre d'affaires réglées au cours des assises	58	1	*	54	*	74	75	68		

Source : DPP/MJLDH

* Pas d'assises

Tableau 3. 5. 7 : Effectif du personnel greffier en exercice dans les TPI et les CA

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Effectif des greffiers en exercice dans les TPI et CA							
Cour d'Appel Abomey		7	7	4	5	9	9
Cour d'Appel Cotonou	7	7	11	12	12	11	10
Cour d'Appel Parakou	2	5	4	5	5	4	5
Abomey	12	11	15	8	12	12	12
Cotonou	16	32	31	21	24	21	22
Kandi	7	7	8	5	7	7	7
Lokossa	7	11	12	12	9	13	13
Natitingou	8	10	8	6	4	6	6
Ouidah	9	11	11	5	6	8	8
Parakou	11	14	14	12	12	14	13
Porto-Novo	13	18	18	8	12	18	18
Ensemble	92	133	139	108	112	123	123

Source : DPP/MJLDH

Tableau 3.5.11 : Evolution des sessions d'assise tenues et des taux de dossiers vidés par CA

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombres de sessions tenues	1	0	2	5	5	5
Cour d'Appel Abomey				3	1	3
Cour d'Appel Cotonou	1	0	1	0	1	0
Cour d'Appel Parakou	0	0	1	2	0	2
Dossiers présentés	57	0	80	79	69	61
Cour d'Appel Abomey				35	30	35
Cour d'Appel Cotonou	57	0	50	0	44	0
Cour d'Appel Parakou	0	0	30	44	0	26
Dossiers vidés	54	0	74	75	68	54
Cour d'Appel Abomey				31	29	31
Cour d'Appel Cotonou	54	0	45	0	44	0
Cour d'Appel Parakou	0	0	29	44	0	23
Taux de dossiers vidés en (%)	95	NA	93	95	99	89
Cour d'Appel Abomey				89	97	89
Cour d'Appel Cotonou	95	NA	90	NA	100	na
Cour d'Appel Parakou	NA	NA	97	100	NA	88

Source : DPP/MJLDH

Tableau 3.5.13a : Evolution de l'effectif des détenus mineurs des deux sexes

Statut des détenus	Années	Prisons civiles									Bénin
		Abomey	Cotonou	Ouidah	Porto-novo	Lokossa	Natitingou	Kandi	Parakou	Akpo-misséréte	
Prévenus	2005	0	28	0	0	0	0	0	0		28
	2006	0	5	2	0	0	0	0	0		7
	2007	0	14	4	0	2	0	0	0		20
	2008	0	0	0	3	0	0	0	0		3
	2009	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	2010	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2011	0	7	0	0	0	0	0	0	0	7
Inculpés	2005	19	5	7	14	1	3	1	14		64
	2006	24	28	4	14	13	4	5	15		107
	2007	25	33	6	12	12	4	6	17		115
	2008	19	69	18	19	10	6	8	8		157
	2009	25	64	10	10	7	8	18	12	0	154
	2010	43	35	12	23	11	15	26	0	0	180
	2011	22	53	7	24	10	10	20	7	0	153
Condamnés	2005	0	0	2	0	0	0	0	0		2
	2006	1	0	0	0	0	0	0	7		8
	2007	0	2	0	0	0	0	0	0		2
	2008	0	0	0	0	0	0	0	0		0
	2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2010	0	0	1	0	1	0	0	0	0	2
	2011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : DPP/MJLDH

Tableau 3.5.13b : Evolution de l'effectif des détenus femmes majeures

Statut des détenus	Années	Prisons civiles									Bénin
		Abomey	Cotonou	Ouidah	Porto-novo	Lokossa	Natitingou	Kandi	Parakou	Akpo-misséréte	
Prévenus	2005	7	55	0	0	2	0	0	1		65
	2006	5	22	5	5	8	0	0	6		51
	2007	11	23	6	9	2	1	0	3		55
	2008	25	19	3	11	2	5	0	0		65
	2009	2	15	0	11	2	1	0	2	0	33
	2010	6	23	0	2	1	0	2	0	0	34
	2011	3	25	0	2	3	2	3	0	0	38
Inculpés	2005	24	22	5	27	11	5	1	7		102
	2006	37	55	8	34	10	9	1	10		164
	2007	38	83	12	32	14	11	5	9		204
	2008	45	73	19	30	17	9	0	12		205
	2009	89	63	13	26	12	9	3	11	0	226
	2010	75	73	10	36	11	20	3	9	0	237
	2011	73	81	14	33	11	22	3	13	0	250
Condamnés	2005	4	6	2	8	5	4	0	0		29
	2006	2	6	5	4	4	0	3	7		31
	2007	2	5	1	3	4	1	1	3	0	20
	2008	1	8	2	8	5	2	0	3	0	29
	2009	1	14	3	2	12	2	0	4	0	38
	2010	8	9	6	5	6	3	0	3	0	40
	2011	6	21	2	6	5	1	1	2	0	44

Source : DPP/MJLDH

Tableau 3.5.13c : Evolution de l'effectif des hommes majeurs

Statut des détenus	Années	Prisons civiles									Bénin
		Abomey	Cotonou	Ouidah	Porto-novo	Lokossa	Natitingou	Kandi	Parakou	Akpo-misséréte	
Prévenus	2005	127	1350	25	50	41	35	27	23		1678
	2006	197	499	77	112	53	12	8	46		1004
	2007	232	455	56	137	56	47	26	52		1061
	2008	369	429	54	267	41	33	19	80		1292
	2009	317	407	66	148	48	33	15	107	0	1141
	2010	179	477	25	126	53	80	27	49	0	1016
	2011	213	449	52	119	58	20	28	19	0	958
Inculpés	2005	462	499	48	532	163	158	68	220		2150
	2006	590	1350	94	515	176	205	91	314		3335
	2007	627	1445	134	548	203	238	104	265		3564
	2008	591	1474	193	524	201	228	129	293		3633
	2009	603	1242	171	495	229	253	162	346	16	3517
	2010	720	1450	131	141	311	275	224	421	16	3669
	2011	735	1450	209	234	277	251	206	421	312	4095
Condamnés	2005	328	51	121	245	164	122	161	144		1336
	2006	258	51	115	243	169	96	133	81		1146
	2007	112	139	51	148	80	99	116	151	283	1179
	2008	123	185	91	143	98	113	70	68	264	1155
	2009	89	368	125	207	121	121	120	131	233	1515
	2010	148	4	110	258	123	82	98	188	233	1244
	2011	97	237	99	262	101	151	94	170	392	1603

Source : DPP/MJLDH

Tableau 3.5.14: Effectif des détenus des prisons pour atteintes aux biens et aux personnes enregistrés (2009, 2010)

Prisons Civiles	Sexe	Années	Atteintes aux biens	Atteintes aux personnes		Total
				Bonne mœurs	Autres	
Abomey	Masculin	2009	49	40	0	89
		2010				
	Féminin	2009	0	1	0	1
		2010				
Kandi	Masculin	2009	93	23	0	116
		2010				
	Féminin	2009	0	0	0	0
		2010				
Lokossa	Masculin	2009	51	41	0	92
		2010				
	Féminin	2009	2	6	0	8
		2010				
Natitingou	Masculin	2009	116	5	0	121
		2010				
	Féminin	2009	1	2	0	3
		2010				
Ouidah	Masculin	2009	nd	nd	nd	nd
		2010				
	Féminin	2009	nd	nd	nd	nd
		2010				
Parakou	Masculin	2009	23	11	0	34
		2010				
	Féminin	2009	2	0	0	2
		2010				
Porto-Novo	Masculin	2009	156	47	4	207
		2010				
	Féminin	2009	1	1	1	2
		2010				

Source : DPP/MJLDH

**Indicateurs de résultat pertinents pour l'axe 5 de la SCRP 3:
Développement équilibré de l'espace national**

Tableau 3.6.1 : Evolution de l'effectif des visiteurs dans les parcs W et PENDJARI de 2000 à 2010

PARC	Types de visiteurs	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
PENDJARI	Visiteurs étrangers	2563	2705	2918	2531	2874	3798	4301	4204	4647
	Visiteurs nationaux	1286	1635	1944	1713	1829	2276	2183	2220	2178
	Total de visiteurs	3849	4340	4862	4244	4703	6074	6484	6424	6825
PARC W	Visiteurs étrangers	51	48	84	260	556	127	22	-	110
	Visiteurs nationaux	150	249	98	322	264	1610	1520	-	95
	Total de visiteurs	201	297	182	582	820	1737	1542	-	205
TOTAL	Visiteurs étrangers	2614	2753	3002	2791	3430	3925	4323	4204	4757
	Visiteurs nationaux	1336	1884	2042	2035	2093	3886	3703	2220	2273
	Total de visiteurs	4050	4516	5044	4826	5523	7811	8026	6424	7030

Source: CENAGREF/MEPN

Tableau 3.6.2 : Effectif des chasseurs dans les parcs W et PENDJARI de 2000 à 2010

PARC	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Pendjari	72	63	62	35	37	59	68	65	71
Parc W	62	44	32	16	29	ND	45	-	28
Ensemble	134	107	94	51	66	59	113	65	99

Source: CENAGREF/MEPN

Tableau 3.6.3 : Volume de bois d'œuvre à l'exportation

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Volume (m³)	2133,3	1944,8	14457,7	1101,2	2744,4	3080,4	2590,7	4675,6	184 565,2	33 807,0	68 535,82

Source: DGFRN/MEPN

Tableau 3.6.4 : Indicateurs sur l'exploitation de la forêt

INDICATEURS	2007	2008	2009	2010
Volume de bois d'œuvre et de service exploité	130 000 m ³	10 298,5 m ³	17 845,385 m ³	23 299,5m ³
Volume de bois de feux exploité		709171stères	57667 stères	37198 stères
Volume de charbon de bois exploité		659826 sacs de 50 et 100 kg	786571 sacs de 50Kg	1223558 sacs de 50Kg
Volume de bois énergie exploité	150 000 m ³			
Nouvelle Superficie reboisée dans l'année	2712 ha	6.460,916ha + 48170 m linéaires	6545,691 ha + 16123 mètres linéaires	4048,58 ha
Superficie forestière par agent forestier	1 agent pour 184 Km ² de forêt classée	1 agent pour 184 Km ² de forêt classée	1 agent pour 184 Km ² de forêt classée	1 agent pour plus de 184 km ² de forêt classée
Nombre de forêts dotées d'un plan d'aménagement	6	12	14	14
Nombre de marchés ruraux de bois créés et fonctionnels		56	65	85

Source: DGFRN/MEPN

Tableau 3.6.5 : Indicateurs de l'ABE

Indicateurs retenus	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de certificats de conformité environnementale délivrés	44	23	41	03	19
Proportion de communes ayant une politique environnementale adéquate	37,7	42,9	51,9	51,9	51,94
Taux de couverture des communes en plans locaux d'aménagement et de gestion de l'environnement (PLAGE)	15,6	23,4	29,9	29,9	29,87

Source: ABE/MEPN

Tableau 3.6.6: Synthèse des statistiques du contrôle-réglage des gaz d'échappement

Années	Type de véhicules	Période	Véhicules contrôlés	Avant réglage				Après réglage				
				Pollueurs		Non pollueurs		Réglages réussis	Pollueurs		Nom pollueurs	
				Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%	Nombre	%
2007	Véhicules à quatre roues et plus	Du 07 mars au 31 mai 2007	394	108	27	286	73	50	58	15	336	85
	Véhicules à deux roues		487	287	59	200	41	75	212	44	275	56
2008	Véhicules à quatre roues et plus	Du 28 avril au 31 décembre 2008	1146	207	18	939	82	99	108	9	1038	91
	Véhicules à deux roues		1564	564	36	1000	64	352	212	14	1352	86
2009	Véhicules à quatre roues et plus	Du 04 août au 1 ^{er} octobre 2009	1619	516	32	1103	68	263	253	16	1366	84
	Véhicules à deux roues		2231	1138	51	1093	49	896	242	11	1989	89

Source: DGE/MEPN

NB : il n'y a pas eu d'opérations de contrôle –réglage des gaz d'échappement des véhicules motorisés en 2010.

Tableau 3.6.7a : Nombre de jours de pluie par station

années	STATIONS					
	BOHICON	COTONOU	KANDI	NATITINGOU	PARAKOU	SAVE
1971	113	100	88	118	101	105
1972	99	100	95	105	90	99
1973	96	92	78	98	109	101
1974	107	98	86	109	113	99
1975	116	98	105	117	114	109
1976	83	83	72	117	100	100
1977	78	85	70	94	85	79
1978	101	109	93	119	109	102
1979	116	123	82	106	108	104
1980	101	111	69	99	97	91
1981	107	91	81	111	90	106
1982	84	100	85	103	96	89
1983	69	69	58	76	59	72
1984	97	78	74	101	103	105
1985	86	97	69	97	99	103
1986	93	68	74	108	95	82
1987	114	115	68	109	94	99
1988	105	104	66	97	105	104
1989	110	98	83	100	104	109
1990	93	89	73	103	102	90
1991	100	108	92	129	112	111
1992	81	102	68	106	92	85
1993	87	105	81	120	99	92
1994	83	113	98	125	104	107
1995	102	84	81	114	109	114
1996	84	99	76	112	93	100
1997	105	116	84	122	101	95
1998	82	76	85	107	102	85
1999	118	113	90	106	110	107
2000	93	93	82	106	97	83
2001	89	105	78	96	89	85
2002	103	101	81	104	90	96
2003	94	94	84	113	108	116
2004	94	120	85	118	101	114
2005	85	100	85	113	81	94
2006	99	110	81	107	99	102
2007	99	119	78	117	108	116
2008	95	112	82	110	103	114
2009	91	83	70	118	102	101
2010	101	122	91	119	107	103
2011	83	107	71	108	103	96

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.7b : Nombre de jours de pluie à Kandi

Mois	2008	2009	2010	2011
Janvier	0	0	0	0
Février	0	0	0	2
Mars	0	1	0	0
Avril	1	3	4	1
Mai	9	4	11	8
Juin	14	10	12	8
Juillet	13	12	14	15
Août	19	18	22	17
Septembre	19	15	16	17
Octobre	7	7	12	3
Novembre	0	0	0	0
Décembre	0	0	0	0

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.7c : Nombre de jours de pluie à Natitingou

Mois	2008	2009	2010	2011
Janvier	0	0	0	0
Février	0	1	0	3
Mars	4	1	1	6
Avril	7	9	8	8
Mai	10	5	10	12
Juin	14	15	15	14
Juillet	18	20	17	14
Août	25	24	21	20
Septembre	19	23	28	22
Octobre	12	15	17	9
Novembre	1	5	2	0
Décembre	0	0	0	0

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.7d : Nombre de jours de pluie à Parakou

Mois	2008	2009	2010	2011
Janvier	0	0	0	0
Février	0	0	1	3
Mars	2	3	4	5
Avril	4	7	8	5
Mai	12	8	11	12
Juin	17	15	12	8
Juillet	16	16	15	19
Août	22	18	18	16
Septembre	19	19	24	24
Octobre	10	13	12	11
Novembre	0	2	2	0
Décembre	1	1	0	0

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.7e : Nombre de jours de pluie à Savè

Mois	2008	2009	2010	2011
Janvier	0	2	0	0
Février	2	5	1	7
Mars	5	4	2	3
Avril	11	12	6	6
Mai	13	10	12	12
Juin	16	12	12	14
Juillet	19	18	12	13
Août	19	15	18	16
Septembre	16	13	17	13
Octobre	12	8	19	12
Novembre	0	2	4	0
Décembre	1	0	0	0

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.7f : Nombre de jours de pluie à Bohicon

Mois	2008	2009	2010	2011
Janvier	0	1	1	0
Février	1	5	4	5
Mars	8	4	3	4
Avril	8	12	6	8
Mai	11	13	12	7
Juin	16	11	5	13
Juillet	14	10	14	10
Août	11	13	16	8
Septembre	14	10	19	13
Octobre	9	9	14	14
Novembre	3	3	6	1
Décembre	0	0	1	0

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.7g : Nombre de jours de pluie à Cotonou

Mois	2008	2009	2010	2011
Janvier	1	0	0	1
Février	1	1	2	8
Mars	6	3	6	0
Avril	8	9	8	7
Mai	18	12	15	14
Juin	19	22	19	17
Juillet	16	12	10	15
Août	7	4	17	10
Septembre	17	7	18	14
Octobre	15	10	18	19
Novembre	2	3	7	2
Décembre	2	0	2	0

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.8a : Hauteurs de pluie par station (en mm)

année	STATIONS					
	BOHICON	COTONOU	KANDI	NATITINGOU	PARAKOU	SAVE
1973	971,5	922	774,6	1146,5	1366,2	1041,1
1974	1084,8	1391,6	1055,7	1460,6	1143,2	1158,2
1975	1135,4	1308,4	1183,9	1331,8	1218,9	1107,5
1976	848,1	926,7	947,1	1197,4	1219,7	945,2
1977	551,6	719,4	905,5	889,6	905,4	697,9
1978	1267	1375,1	1227	1473	1358,9	1101
1979	1448,2	1913,3	1066,3	1152,1	1251,1	1455,1
1980	1308	869,5	968,4	1102,8	1126,1	1102,6
1981	992,5	845,8	993,8	1204,4	936,3	982
1982	766	1322,1	887	1191	1003,9	684,8
1983	679,4	1013,8	687,3	829,6	641,6	640,2
1984	1007,8	815,9	1041,9	1093,1	1339,6	1205
1985	897,2	1153,4	1001,2	995,3	1179,4	1174,4
1986	1053,2	986,1	844,1	1254,7	1035,2	919,4
1987	1192,4	1790,6	879,2	1019,8	800,9	1177,1
1988	1397	1660	655,1	1110,4	1614,6	1283,6
1989	1225,4	1192,4	1187	1047,1	1443,5	1121,3
1990	1059,2	1241,1	789,3	1086,4	1059,5	891,7
1991	1058,2	1531,7	1008,2	1432,1	1482,8	984,6
1992	719,7	1137,7	956	1088,2	958,1	974,5
1993	990,1	1778,3	776	1042,8	1160	891,9
1994	997,6	1131,5	971,2	1313,6	1311,9	1073,6
1995	1342,9	1169,1	902	1364,5	1471,6	1316,6
1996	1108,3	1349,7	1055,9	1273,8	1141,9	1080,5
1997	1280,1	2203,3	870,2	1018,2	979,3	1081,6
1998	1147,9	799,8	1379,6	1493,8	1353	885,6
1999	1540,2	1542,6	1163,8	1161	1206	1447
2000	1072,8	845,6	1018,5	930,4	1121,2	988,6
2001	862	828,2	839,9	1098,7	869,8	940,6
2002	1357,7	1167,2	1045,4	1103	1070,1	1040,3
2003	1107,1	1367,8	1043,5	1495,5	1178,8	1496,8
2004	1318,9	1413,2	1031,8	1333,1	1247,2	1294,1
2005	1106,2	1239,5	1176,6	1159,5	857,2	755,2
2006	1201,1	1099,2	943,1	1016,7	947	1121,3
2007	1230	1605,9	996	1343,2	1202,2	1310,3
2008	1187,9	1462	1185,1	1317,6	1391	1265,8
2009	1106,2	1513,4	887,1	1475,6	1271,7	962,1
2010	1323,7	2005,6	1042,9	1330,9	1314,1	1163,9
2011	1266,3	1288,9	963,7	1260,3	1040,1	1054,5

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.8b : Hauteurs de pluie par mois à Bohicon (en mm)

Mois	2007	2008	2009	2010	2011
Janvier	0	0	0	8,2	0
Février	14,6	12,5	74,7	33,7	192
Mars	59,1	99,5	164	129,8	20,8
Avril	49,9	51,6	80,1	97,5	115,9
Mai	161,9	88,2	143,3	97,8	108,3
Juin	109,2	202,3	217,2	96,4	127,9
Juillet	235,2	320,6	134,3	179,6	209,3
Août	159,4	118,5	50	153,6	117,8
Septembre	247,9	138,7	115,2	330,4	187,8
Octobre	162,8	110,8	73,1	137,3	172,1
Novembre	30	45,2	48,7	59	14,4
Décembre	0	0	5,6	0,4	0

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.8c : Hauteurs de pluie par mois à Cotonou (en mm)

Mois	2007	2008	2009	2010	2011
Janvier	0	9,9	0	0	3,2
Février	10,3	5,2	0,1	2,5	185
Mars	86,6	104,5	39,1	120	0
Avril	73,1	77,1	221,7	47,6	90,1
Mai	156,1	310,9	149,4	279,3	256
Juin	479,1	434	674,3	583,5	253,1
Juillet	240,7	165,9	209	296,9	125,5
Août	44,7	6,9	7,2	49,4	19,9
Septembre	124,8	173,9	23	266,3	59,7
Octobre	268,8	139,6	121,2	198,7	290,7
Novembre	36,4	13,2	68,4	111,5	5,7
Décembre	85,3	20,9	0	49,9	0

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.8d : Hauteurs de pluie par mois à Kandi (en mm)

Mois	2007	2008	2009	2010	2011
Janvier	0	0	0	0	0
Février	0	0	0	0	7,4
Mars	1,7	0	7,9	0	0
Avril	12,4	29,7	10,9	8,3	12
Mai	132,6	210,6	46,7	187	134,1
Juin	256	103,8	125,1	154,5	61,9
Juillet	220,4	210,3	188,3	136,7	215,2
Août	231,8	322,6	222,4	224,7	272,3
Septembre	137,2	266,5	203,2	127	211,4
Octobre	3,9	41,6	82,6	204,7	49,4
Novembre	0	0	0	0	0
Décembre	0	0	0	0	0

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.8e : Hauteurs de pluie par mois à Natitingou (en mm)

Mois	2007	2008	2009	2010	2011
Janvier	0	0	0	0	0
Février	0	0	10,6	0,5	32,5
Mars	37,7	27,8	9,7	0,2	23,4
Avril	97,8	72	129,5	113	56,5
Mai	153,9	136,4	67,5	129	89,8
Juin	138,3	180,9	255,7	191,2	119,6
Juillet	198,1	282,1	229,5	126,2	130,1
Août	340	323,3	344,2	303,8	349,1
Septembre	259,8	204,4	248,2	368,1	347,8
Octobre	103,4	89,6	126,7	96,5	111,5
Novembre	12,1	1,1	54	2,4	0
Décembre	2,1	0	0	0	0

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.8f : Hauteurs de pluie par mois à Parakou (en mm)

Mois	2007	2008	2009	2010	2011
Janvier	0	0	0	0	0
Février	18,5	0	0	4	41,3
Mars	1,1	20,5	30,4	9,2	5,7
Avril	111	62,1	14,2	130,4	48,6
Mai	213,1	191,7	94,5	143,3	140,3
Juin	169,4	295,3	174,7	280,1	72,5
Juillet	65,1	237,9	206,7	135,1	135,9
Août	223,3	158	252	237,1	205
Septembre	280,7	304,3	252,1	297,5	286,2
Octobre	112,5	90,5	215,3	63,5	104,6
Novembre	2,1	0	24,8	13,9	0
Décembre	5,4	30,2	7	0	0

Source : ASECNA/Service météorologique national

Tableau 3.6.8g: Hauteurs de pluie par mois à Savè (en mm)

Mois	2007	2008	2009	2010	2011
Janvier	0	0	67,5	0	0
Février	13,3	48,2	19,4	0,9	43,3
Mars	28	13,3	64,2	94,5	36,1
Avril	118,8	64,9	114,6	69,7	134,5
Mai	224,3	151	76,9	122,9	115,3
Juin	214,1	245,5	148,2	80,2	189,6
Juillet	215,4	206,1	216,1	99,4	92,8
Août	199,1	213,7	97,1	272,5	80,7
Septembre	207	213,7	82	227,7	237,8
Octobre	64,3	108,6	48,9	152,8	124,4
Novembre	26	0	27,2	43,3	0
Décembre	0	0,8	0	0	0

Source : ASECNA/Service météorologique national

ANNEXES

LISTE DES POINTS FOCALIS AYANT PARTICIPE A LA REALISATION DU TBS 2010

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	CONTACT	EMAIL
1	TOKO B. Moussa	DGeau	95724128	tokbou@yahoo.fr
2	BIADJA Septime	DDT/MCAAT	96162175	bsteph06@yahoo.com
3	ABOUDOU Daoud	CIS/ANPE	66083260	daoude080@yahoo.fr
4	AYEGUEDE O. Evariste	SONEB	95720438	ayerari@yahoo.fr
5	HOUNKONNOU D. Marcel	DPP/MTFP	95369852	boundjim@yahoo.fr
6	GBAGBA Hippolyte	DPP/MCTIC	9727013	gbapolite@hotmail.com
7	BAMIBOTCHE Marius	MCTI	97696882	mariuslacier@yahoo.fr
8	ATOHOUN Habakuk	DPP/MCAAT	95812235 97324390	balikoss@yahoo.fr
9	VIDJINAGNIN Léopold	DGAE/DPC/SES	95956919	-
10	OKRY Soline	CNSR	97757460	okrysoline@yahoo.fr
11	YAYI Clarisse	DGB/SIGFIP	95153226	yclar-y@yahoo.fr
12	HOUANGNITON Fabien	DPP/MICPME	97493823	fbouangniton@yahoo.fr
13	AGOLIGAN Raoul	DPP/MJLDH	96143858	-
14	FAGBEDJI Gilles	DPP/MESRS	90030524	fakug@yahoo.fr
15	ZOUNTCHEME Serge A.	DPP/MS	95819203	sergezountchem@yahoo.fr
16	DJOSSOU Fabrice	DPP/MEHU	95578337	fabrice_djossou@yahoo.fr
17	ABIALA Stanislas	DPP/MTPPT	95959812	abialastan@yahoo.fr
18	SODOKIN S. Adrien	DG-EAU	97626032	sodokadr@yahoo.fr
19	AHOSSI Maurice	DDT/MCAAT	96608093	abossimabuton@yahoo.fr